

**Document de
La Banque mondiale**

UNIQUEMENT À USAGE OFFICIEL

Rapport No. 96537-TD

REPUBLIQUE DU TCHAD

**PRIORITÉS POUR ÉRADIQUER LA PAUVRETÉ
ET STIMULER LA PROSPÉRITÉ PARTAGÉE**

DIAGNOSTIC-PAYS SYSTÉMATIQUE (DPS)

2 Septembre 2015



GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Ce document est la traduction Française de la version Anglaise officielle distribuée au Conseil d'Administration de la Banque mondiale.

REPUBLIQUE DU TCHAD

EXERCICE FISCAL DU GOUVERNEMENT

(1^{er} janvier – 31 décembre)

ÉQUIVALENCE DES MONNAIES

(Taux de change au 15 août 2015)

Unité monétaire	=	Franc CFA d'Afrique centrale (XAF)
1,00\$ EU	=	575XAF

POIDS ET MESURES

Système métrique

ACRONYMES ET ABREVIATIONS

ASA	Activités de conseil et d'analyse (<i>Advisory Services and Analytics</i>)
ASS	Afrique subsaharienne
BEAC	Banque des États d'Afrique centrale
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
CES	Fonction de production à élasticité de substitution technique constante (<i>Constant Elasticity of Substitution</i>)
EGC	Equilibre général calculable
DPS	Diagnostic-pays systématique
ECOSIT	Enquête sur la consommation et le secteur informel au Tchad
EDIC	Étude diagnostique d'intégration commerciale (<i>Diagnostic Trade Integration Study</i>)
EDS	Enquête démographique et de santé
EPIP	Évaluation des politiques et institutions des pays
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (<i>Food and Agriculture Organization</i>)
FMI	Fonds monétaire international
HCR	Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
IDA	Association internationale de développement (<i>International Development Association</i>)
INSEED	Institut de la statistique, des études économiques et démographiques
LIBOR	Taux interbancaire offert à Londres
MCS	Matrice de comptabilité sociale
MICS	Enquêtes en grappes à indicateurs multiples (<i>Multiple Indicator Cluster Surveys</i>)
OCMP	Office central des marchés publics
PAM	Programme alimentaire mondial
PIB	Produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PPTE	Pays pauvre très endetté

PPTE	Parité de pouvoir d'achat
PTF	Productivité totale des facteurs
RCA	République centrafricaine
SIDRAT	Système d'information développement rural et aménagement du territoire

<p>Vice-président : Makhtar Diop</p> <p>Directeur pays : Paul Noumba Um</p> <p>Chef d'équipe : Sébastien Dessus</p>

Tchad
Diagnostic-pays systématique (DPS)

Table des matières

Introduction.....	vii
Vue d'ensemble	ix
1. Contexte du pays.....	1
Population et géographie.....	1
Gouvernance et fragilité.....	3
2. Caractéristiques de la pauvreté	11
Géographie de la pauvreté	13
Profils de la pauvreté	16
Vulnérabilité	17
Dynamiques de la pauvreté et équité	18
3. Caractéristiques de la croissance	26
Évolutions macroéconomiques	26
Contributions sectorielles et environnement des affaires.....	29
4. Opportunités de réduction de la pauvreté	34
Prévisions de croissance de référence.....	34
Prévisions de croissance alternatives	38
Bien-fondé d'une protection élargie contre les chocs individuels et collectifs.....	41
Capacité de mise en œuvre aux niveaux local et central.....	42
5. Principales contraintes à la réduction de la pauvreté	44
Accès au capital physique et humain	45
Rendements sociaux des activités économiques dans le secteur rural	47
Appropriation individuelle des rendements de l'investissement et de l'entrepreneuriat.....	49
Les incitations et capacités des autorités à lever les contraintes à la réduction de la pauvreté.....	50
Classement des contraintes par rapport à différents critères	51
6. Lacunes en matière de connaissances	55
Références bibliographiques	57

Liste des figures

Figure 1 : Zones écologiques et de subsistance du Tchad	1
Figure 2 : Itinéraires de l'élevage pastoral, 1960 et 2013	3
Figure 3 : Nombre et localisation des décès liés aux conflits, 1997-2013	4
Figure 4 : Indicateurs de gouvernance, 2003-2013	5
Figure 5 : Des recettes pétrolières et une composition des dépenses très volatiles	6
Figure 6 : Une passation des marchés publics fortement concentrée	7
Figure 7 : L'insécurité alimentaire varie entre les régions et au fil du temps	12
Figure 8 : Bétail et pauvreté	13
Figure 9 : Zones cultivées et pauvreté	14
Figure 10 : Cartes de la pauvreté : nombre de personnes pauvres par kilomètre carré	15
Figure 11 : Distance aux grands marchés de céréales et de bétail	16
Figure 12 : Courbes d'incidence de la croissance rurale et urbaine, 2003-11	20
Figure 13 : Financement des soins de santé, hypothèse du coût unitaire constant, 2011	21
Figure 14 : Taux d'alphabétisation et de pauvreté, 2011	22
Figure 15 : Pauvreté et accès à des sources d'eau et des installations sanitaires améliorées	25
Figure 16 : Indice de productivité totale des facteurs du Tchad	27
Figure 17 : Balance commerciale non pétrolière par rapport au PIB non pétrolier	29
Figure 18 : Rendements céréaliers (kg/ha)	30
Figure 19 : Consommation privée réelle par habitant, scénario de référence	36

Liste des tableaux

Tableau 1 : Sélection d'indicateurs macroéconomiques, 2012-2019	10
Tableau 2: Tendances de la pauvreté 2003-11	18
Tableau 3 : Accès des femmes aux facteurs de production agricoles, 2011	24
Tableau 4: Coûts annuels de la dégradation de l'environnement, 2012 (% du PIB)	28
Tableau 5: Système fiscal du Tchad, 2014	33
Tableau 6 : Taux de pauvreté en 2030 selon différentes hypothèses de croissance annuelle de la consommation privée	34
Tableau 7 : Efforts de redistribution nécessaires pour éradiquer la pauvreté selon différents scénarios de croissance	35
Tableau 8 : Répartition par secteur des crédits bancaires, 2012-13	47
Tableau 9 : Contraintes principales selon les différents critères	54

Liste des annexes

Annexe 1 : Décryptage des consultations relatives au diagnostic pays systématique	61
Annexe 2 : Représentation graphique du Tchad	67
Annexe 3 : Un modèle quantitatif prospectif pour le Tchad	73

Ce rapport a été élaboré par une équipe dirigée par Sébastien Dessus (Unité de gestion-pays) et composée de Laura Ralston et Giuseppe Zampaglione (Protection sociale), Yele Maweki Batana et Johannes Hoogeveen (Pauvreté), Olivier Beguy (Gestion macroéconomique et fiscale), Aissatou Diack et Damian Clarke (Santé, nutrition et population), Jane Hopkins, Joanne Gaskell et Myriam Chaudron (Agriculture), Marie-Hélène Cloutier (Éducation), Gaël Raballand et Michel Mallberg (Gouvernance), Asbjorn Wee et Charlotte Yaiche (Fragilité, conflit and violence), Dahlia Lotayef et Fadi Doumani (Environnement), Jean-Christophe Maur et Adja Mansora Dahourou (Commerce et compétitivité), Peter Ngwa Taniform (Transports et communication), Pierrick Fraval et Véronique Verdeil (Eau), Fabrice Bertholet (Énergie et industries extractives), Axel Gastambide (Finance et marchés), Ferdinand Ngobounan (Société financière internationale), Alvaro Federico Barra et Daniel Kirkwood (Genre), Eva Bernard, Paul Martin et Emanuela Di Gropello (Unité de gestion-pays). Sylvaine Cussac, Judite Fernandes (Gestion macroéconomique et fiscale), Fatime Mahamat Adoum, Paulette Zoua et Micheline Faucompre (Unité de gestion-pays) ont apporté leur soutien à l'équipe.

Stuti Khemani (économiste senior, Groupe de recherches sur le développement), Dino Merotto (économiste principal, Emplois) and Raju Singh (chef de programme, Haïti) ont été les pairs examinateurs de ce rapport lors des phases de conception et de décision. Des conseils ont également été fournis par Henri Rabarijohn et Frank Douamba (Société financière internationale), Adama Coulibaly, Paola Ridolfi et Paul Numba Um (Unité de gestion-pays).

INTRODUCTION

1. **Ce Diagnostic-pays systématique (DPS) pour le Tchad vise à identifier comment atteindre le double objectif d'éradication de la pauvreté et d'amélioration de la prospérité partagée.** Il tient compte (i) du besoin de sélectivité dans les interventions en faveur des pauvres, et (ii) de la difficulté inhérente à le faire compte tenu des nombreuses raisons potentielles qui se concurrencent pour expliquer la pauvreté. Au Tchad, ces deux objectifs d'éradication de la pauvreté et d'amélioration de la prospérité partagée (concernant les 40% les plus pauvres de la population) peuvent être considérés comme imbriqués car le taux de pauvreté dépasse actuellement les 40% de la population.
2. **La sélectivité implique d'identifier à la fois les principales opportunités de réduction durable de la pauvreté sur les quinze prochaines années et les contraintes fondamentales à lever pour saisir ces opportunités.** Dans cette quête de sélectivité, il existe un risque réel de ne pas parvenir à identifier l'ensemble adéquat d'opportunités de réduction de la pauvreté et les contraintes à surmonter pour les saisir. Toutefois, le risque lié à l'absence de sélectivité est probablement plus élevé et impliquerait une dispersion des minces ressources et de l'attention du gouvernement et des partenaires au développement entre de trop nombreuses priorités en concurrence.
3. **La sélectivité implique aussi d'aboutir à des compromis entre les objectifs immédiats et les objectifs à long terme,** avec une priorité donnée à l'identification des opportunités de réduction de la pauvreté qui (i) pourront fournir les meilleurs résultats possibles avant 2030 et (ii) ne saperont pas les perspectives de réduction de la pauvreté et de la prospérité partagée au-delà de 2030.
4. **Le DPS ne peut pas couvrir toutes les problématiques pertinentes et se concentre sur un nombre limité de secteurs clés et de domaines stratégiques.** Le faible nombre de données disponibles sur la pauvreté au Tchad soulève la possibilité d'un biais de sélection, en d'autres termes, la possibilité que certains domaines d'intervention soit retenus comme prioritaires parce qu'ils sont relativement bien documentés, et pas nécessairement parce qu'ils sont les plus efficaces pour réduire la pauvreté. Dans la mesure du possible, le DPS identifie les manques de connaissance trop importants et évite toute conclusion ayant des implications opérationnelles évidentes mais manquant de preuves solides.
5. **L'analyse présentée dans le DPS se fonde sur des sources d'information variées.** Parmi celles-ci se trouvent les statistiques et les rapports nationaux, les évaluations des partenaires au développement du Tchad, le travail de recherche de l'équipe de la Banque mondiale, et les consultations menées à N'Djamena avec des organisations non gouvernementales et le secteur privé (voir l'annexe 1).
6. **Les autorités ont également fait part de leurs commentaires et observations sur la version précédente de ce document.** Si elles partagent les principales conclusions du diagnostic, elles soulignent que de nombreux efforts sont actuellement déployés pour réduire la pauvreté, dans le cadre du Plan National de Développement 2013-15. Ces efforts sont discutés dans la note jointe produite récemment par la Banque mondiale et le Fonds monétaire

international,¹ le DPS se concentrant sur l'identification des contraintes principales restant à lever pour éliminer la pauvreté à l'horizon 2030. La Banque mondiale espère à ce titre que le DPS puisse informer le dessein des futures stratégies de réduction de la pauvreté au Tchad, telle que la vision 2030 et le Plan Quinquennal de Développement 2016-20.

¹ Voir Association Internationale de Développement et Fonds Monétaire International (2015a).

VUE D'ENSEMBLE

7. **Le Tchad est un pays sahélien de 13 millions d'habitants.** Il peut être grossièrement divisé en trois zones géographiques distinctes : le désert du Sahara au nord, la région aride du Sahel au centre du pays, et la ceinture soudanaise relativement fertile au sud. Les précipitations et les eaux souterraines définissent dans une large mesure les zones de subsistance, du pastoralisme nomade et de l'élevage transhumant à l'agropastoralisme et aux cultures agricoles. La population tchadienne est jeune et l'espérance de vie moyenne s'élève à environ 51 ans. Le taux de mortalité est élevé mais baisse plus rapidement que le taux de fécondité. La population augmente donc extrêmement rapidement, et, au rythme actuel, doublera tous les 20 ans. Le Tchad s'urbanise aussi rapidement : on estime qu'en 2030, 30% de la population sera urbaine. Les réfugiés et les Tchadiens déplacés ayant fui des conflits internes et régionaux représentent 5% de la population totale du pays.

8. **Le Tchad est un pays fragile.** Le changement climatique, la vigueur de la croissance démographique et la faible gouvernance, se renforçant mutuellement, ont fragilisé la situation du pays, où une concurrence croissante vis-à-vis des ressources naturelles et économiques exacerbe les tensions. Depuis son indépendance, le Tchad est affligé de divers conflits. La répétition des conflits, la faible légitimité de l'État et d'importantes divisions au sein de la société ont retardé l'émergence de systèmes solides de redevabilité politique et de concurrence économique. Pourtant, depuis 2010, le Tchad connaît la plus longue période de stabilité de son histoire postcoloniale, et son appareil militaire est dorénavant vu comme un vecteur de stabilité régionale. Reste que la grande instabilité régnant aux frontières du pays, la forte volatilité des revenus du pétrole (qui représentaient 70% des revenus de l'État en 2013) et les risques importants liés à la soutenabilité de la dette extérieure pourraient continuer de compliquer la bonne exécution budgétaire et d'empêcher l'utilisation des ressources déjà limitées à destination d'interventions en faveur des plus pauvres.

9. **Près de la moitié de la population du Tchad vit dans la pauvreté, avec une forte concentration des populations pauvres en zones rurales.** La pauvreté monétaire est fortement liée à de mauvais indices de développement humain, à l'insécurité alimentaire et aux problèmes sanitaires. La plupart des pauvres tirent leurs revenus de l'agriculture et de l'élevage et dépendent de systèmes économiques traditionnels extensifs, avec un accès limité aux marchés et aux services. L'important taux de fécondité et une forte dépendance aux précipitations maintiennent la population, et en particulier les femmes, dans une inactivité économique une bonne partie de l'année. L'imprévisibilité des conditions météorologiques et la taille réduite de la plupart des fermes tchadiennes découragent l'investissement privé, perçu comme trop risqué, perpétuant une situation de bas-équilibre caractérisée par des rendements agricoles et des moyens de subsistance stagnants. Comme largement évoqué lors des consultations du DPS, l'insécurité représente également un frein majeur à l'entrepreneuriat et à l'investissement dans certaines zones rurales. De fait, les dépenses publiques se concentrent largement dans les zones urbaines, et dans la capitale N'Djamena en particulier.

10. **Au cours de la dernière décennie, le taux de pauvreté a baissé, mais le nombre de pauvres a augmenté et les inégalités se sont aggravées au détriment des ménages les plus pauvres des régions rurales.** Entre 2003 et 2011, le taux de pauvreté du Tchad est passé de 55 à

47%, mais cela n'a pas été assez rapide pour compenser la forte croissance démographique. En conséquence, le nombre de pauvres a augmenté de 15%. Dans le même temps, les 35% les plus pauvres des ménages ruraux ont vu leur niveau individuel de consommation baisser, aggravant les inégalités. Ceci souligne l'extrême vulnérabilité des ménages les plus pauvres aux divers chocs auxquels ils sont soumis (climat, santé, prix, conflits), et contre lesquels il existe peu de systèmes d'atténuation et de protection (protection sociale, assurance, transferts, justice). L'inégalité de l'accès aux prestations de services de base, en particulier en ce qui concerne l'hygiène et la santé, est un autre facteur qui empêche les populations rurales pauvres de sortir de la pauvreté. L'impact sur la pauvreté de l'inégalité de l'accès à l'éducation primaire est aussi aggravé par la faible qualité de cette dernière : l'enseignement n'a d'effets positifs sur la fécondité et le bien-être qu'après avoir franchi le seuil d'enseignement de base. En 2009, le taux d'alphabétisation des adultes s'élevait à 22% et la fréquentation scolaire moyenne des adultes était de 1,5 année, laissant penser qu'améliorer la qualité et la couverture de l'éducation à tous les niveaux ne contribuera pas à significativement réduire la pauvreté à court terme.

11. Depuis 2003, les revenus du pétrole alimentent la consommation publique et l'investissement, mais avec peu d'impact sur la productivité et la croissance du secteur privé. Cette conclusion est cohérente avec le constat de la faible efficacité et efficience des dépenses publiques, de retours sur investissement bas de l'éducation et de la stagnation générale des rendements agricoles depuis 1961. Pourtant massifs, les projets d'investissements publics ne sont pas parvenus à empêcher l'importante dégradation environnementale de l'air, de l'eau et de la terre. Ils n'ont pas su non plus attirer un investissement privé d'une amplitude similaire, sauf dans les secteurs non marchands du transport et de la construction. L'investissement privé est également freiné par les grandes difficultés rencontrées par les entreprises dans la conduite de leurs affaires, les conséquences de réglementations et de procédures fiscales complexes, laissant de larges pans de l'économie dans l'informalité. La faible croissance de la productivité, combinée à un taux de change fixe et une rapide croissance de l'absorption des fonds publics, a entraîné la détérioration de la compétitivité extérieure du Tchad et de la balance commerciale de son secteur non pétrolier. Etant en conséquence grandement exposé aux chocs pétroliers, le Tchad n'a eu d'autre choix que de procéder à de sévères ajustements budgétaires en 2014 et 2015.

12. Les opportunités de réduction de la pauvreté du Tchad résident principalement dans le développement rural. En 2011, 92% des pauvres vivaient en zone rurale, et la transformation structurelle, processus de réaffectation du travail en dehors de l'agriculture, reste un projet sur le très long terme. En effet, lancer un tel processus nécessiterait au préalable l'obtention de gains élevés de productivité dans l'agriculture, une meilleure mobilité sociale pour pouvoir s'adapter aux nouveaux secteurs et aux nouvelles technologies, et des conditions favorables au commerce et à l'investissement, ce qui manque encore cruellement au Tchad. Ainsi, les opportunités de réduction de la pauvreté se trouvent principalement dans l'amélioration progressive et généralisée des pratiques agricoles durables existantes et dans une meilleure interaction entre les agriculteurs et les villes, en partant des avantages comparatifs existants dont dispose le Tchad.

13. Pour éradiquer la pauvreté, un véritable effort de redistribution doit accompagner une plus forte croissance. Pour mettre fin à la pauvreté d'ici 2030, la croissance annuelle de la consommation individuelle devrait dépasser 9% pendant 15 années consécutives, ce qui semble être un objectif hors de portée. Dans ce contexte, la redistribution des dividendes de la croissance

aiderait énormément. Sur le plan fiscal, cela consisterait à procéder à de modestes transferts vers les ménages les plus pauvres au moyen de programmes ciblés. Une telle redistribution nécessiterait de simplifier le code des impôts pour améliorer leur recouvrement, et pourrait prendre la forme de transferts d'espèces/protection sociale, de mécanismes d'assurance agricole et de programmes d'investissements publics vers des secteurs économiques et des régions spécifiques. Les récentes évaluations des programmes de protection sociale dans le Sahel montrent qu'ils peuvent avoir des effets très positifs sur la production, en procurant aux ménages les services et ressources financières leur permettant de prendre des risques économiques en connaissance de cause.

14. Saisir les opportunités de réduction de la pauvreté nécessiterait de lever un certain nombre de contraintes existantes. Dans le contexte difficile du Tchad, les interventions liées aux investissements à haut risque dans l'agriculture (via une gestion des terres et de l'eau améliorée, l'accès aux marchés et l'accès à des compétences spécifiques) et visant à renforcer la résilience (protection sociale, accès à la santé en zone rurale, gouvernance locale) auraient probablement un plus grand impact sur la pauvreté à court terme que les interventions ciblant les coûts et l'accès au financement, l'accès universel à l'éducation primaire ou la qualité de l'infrastructure urbaine. Le succès de ces interventions sera conditionné par le maintien ininterrompu de la sécurité et la stabilité budgétaire. Il conviendrait également de s'atteler rapidement à lever d'autres contraintes pour soutenir la réduction de la pauvreté à moyen terme, même si cela nécessitera du temps et une forte capacité de mise en œuvre. On compte parmi ces contraintes l'amélioration de la qualité de l'éducation, la baisse du taux de fécondité et un environnement favorable aux entreprises afin d'établir les conditions préalables à la transformation structurelle en dehors de l'agriculture.

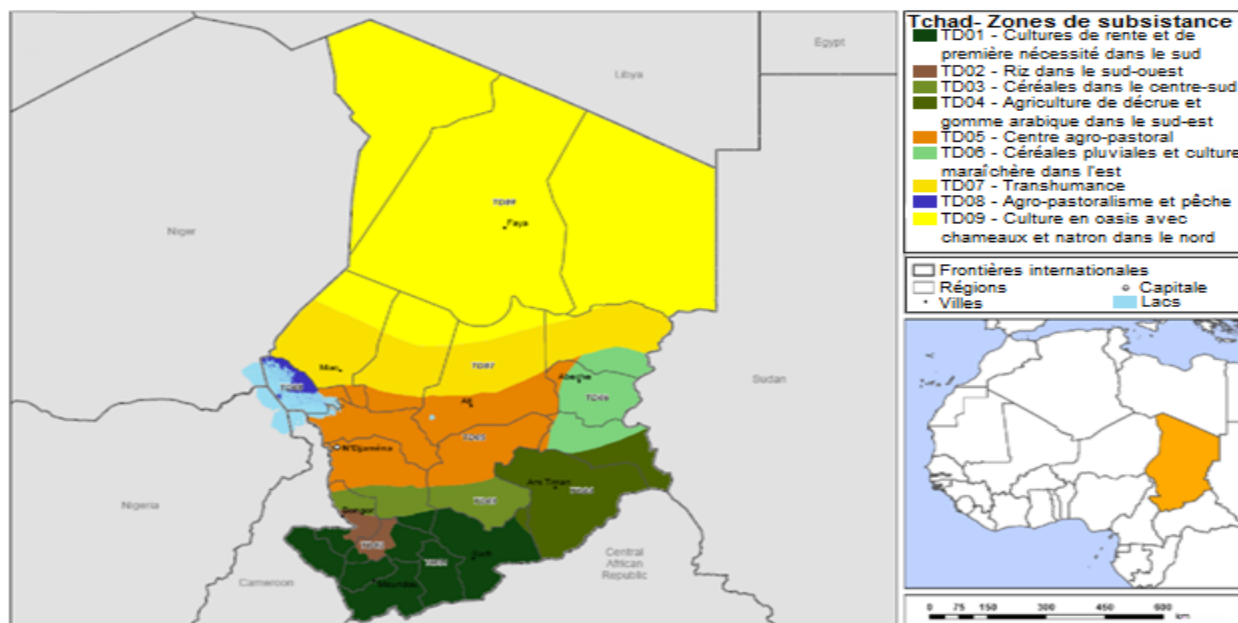
1. CONTEXTE DU PAYS

Ce chapitre fournit un aperçu général de la situation géographique, démographique et politique du Tchad, en mettant un accent particulier sur les facteurs de fragilité. Les principaux messages sont les suivants : dans un avenir proche, la croissance rapide de la population et le changement climatique exerceront une pression croissante sur l'exploitation des ressources naturelles et exacerberont les tensions sociales. La mauvaise gouvernance et l'environnement régional instable resteront également des facteurs importants de fragilité, réduisant les ressources publiques, les capacités et l'intérêt politique pour les décideurs de soutenir de manière permanente les interventions en faveur des pauvres. Le déclin des recettes pétrolières pourrait restreindre davantage l'espace fiscal disponible pour de telles interventions.

Population et géographie

15. **Le Tchad est un grand pays enclavé qui comprend trois zones géographiques distinctes : le désert du Sahara au nord, la région aride du Sahel au centre du pays, et la ceinture soudanaise relativement fertile au sud.** Le Sahara recouvre presque la moitié du pays, mais n'héberge que 5% de la population ; le Sahel représente 28% de la surface des terres du pays et 33% de sa population ; et bien que la ceinture soudanaise ne recouvre que 25% de la surface des terres du pays, 63% de la population totale s'y concentre. De manière générale, la combinaison des précipitations et des eaux souterraines détermine les zones de subsistance (voir Figure 1), du pastoralisme nomade (zone 9) et de l'élevage transhumant (zone 7) à l'agropastoralisme (zone 5, 8) et aux cultures agricoles (zone 1-4, 6). Le Tchad fait frontière avec la Libye au nord, le Soudan à l'est, la République centrafricaine (RCA) et le Cameroun au sud, et le Nigéria et le Niger à l'ouest. L'absence d'accès direct à la mer contribue à classer les coûts des échanges internationaux du Tchad parmi les plus élevés au monde.

Figure 1 : Zones écologiques et de subsistance du Tchad



Source : Réseau du système d'alerte rapide aux risques de famine, 2011.

16. **La population du Tchad a atteint presque 13 millions d'habitants en 2013.** Les deux tiers de la population sont âgés de moins de 25 ans et l'espérance de vie moyenne à la naissance est d'environ 51 ans. Le pays connaît le modèle commun de la « transition démographique » dans la mesure où son taux de mortalité baisse plus vite que son taux de fécondité. En effet, les taux de fécondité ont légèrement augmenté ces dernières années avec un ratio proche de 7 enfants par femme. En conséquence, la population augmente au taux extrêmement rapide de 3,5% par an et devrait atteindre les 22 millions d'habitants d'ici 2030.² En 2012, 78% des Tchadiens vivaient en zone rurale. Cependant, le pays s'urbanise rapidement et les populations urbaines devraient quasiment tripler entre 2010 et 2030, pour atteindre 27% de la population totale (voir l'annexe 2, Population).

17. **Le Tchad est gravement affecté par les déplacements forcés.** On estime que le Tchad accueille 470 000 réfugiés, dont 367 000 proviennent du Soudan, 93 000 de RCA (beaucoup d'origine tchadienne) et environ 10 000 du Nigéria. Cela équivaut à plus de 4% de la population, plaçant le Tchad au troisième rang mondial.³ En outre, environ 90 000 Tchadiens ont été déplacés à l'intérieur du pays, soit par le conflit de 2007, soit par les attaques transfrontalières postérieures du Darfour. Les nombreuses populations réfugiées et déplacées à l'intérieur du pays créent de graves problèmes humanitaires, accentuent la pression sur les ressources locales, et dans certains cas, menacent la cohésion sociale.

18. **Le climat change rapidement.** Depuis 1975, le climat du Tchad est devenu plus sec et plus chaud, enregistrant une augmentation sans précédent de 0,8° C des températures moyennes, soit deux fois la moyenne mondiale.⁴ Dans la partie orientale du pays, les niveaux des précipitations ont considérablement baissé et les schémas de précipitations deviennent de plus en plus imprévisibles à l'échelle nationale. Les phénomènes météorologiques extrêmes sont plus fréquents et plus violents et des sécheresses ont eu lieu en 2009 et en 2010, suivies d'inondations en 2012.⁵ De nombreux Tchadiens pratiquent l'élevage pastoral, et au fur à mesure que le pays devient plus sec, se voient contraindre de conduire leurs troupeaux vers le sud plus tôt dans l'année pour trouver du fourrage en quantité suffisante. L'allongement des itinéraires des troupeaux a des conséquences néfastes pour le bien-être des groupes pastoraux et risque de les amener à entrer en conflit avec les communautés agricoles au sud.

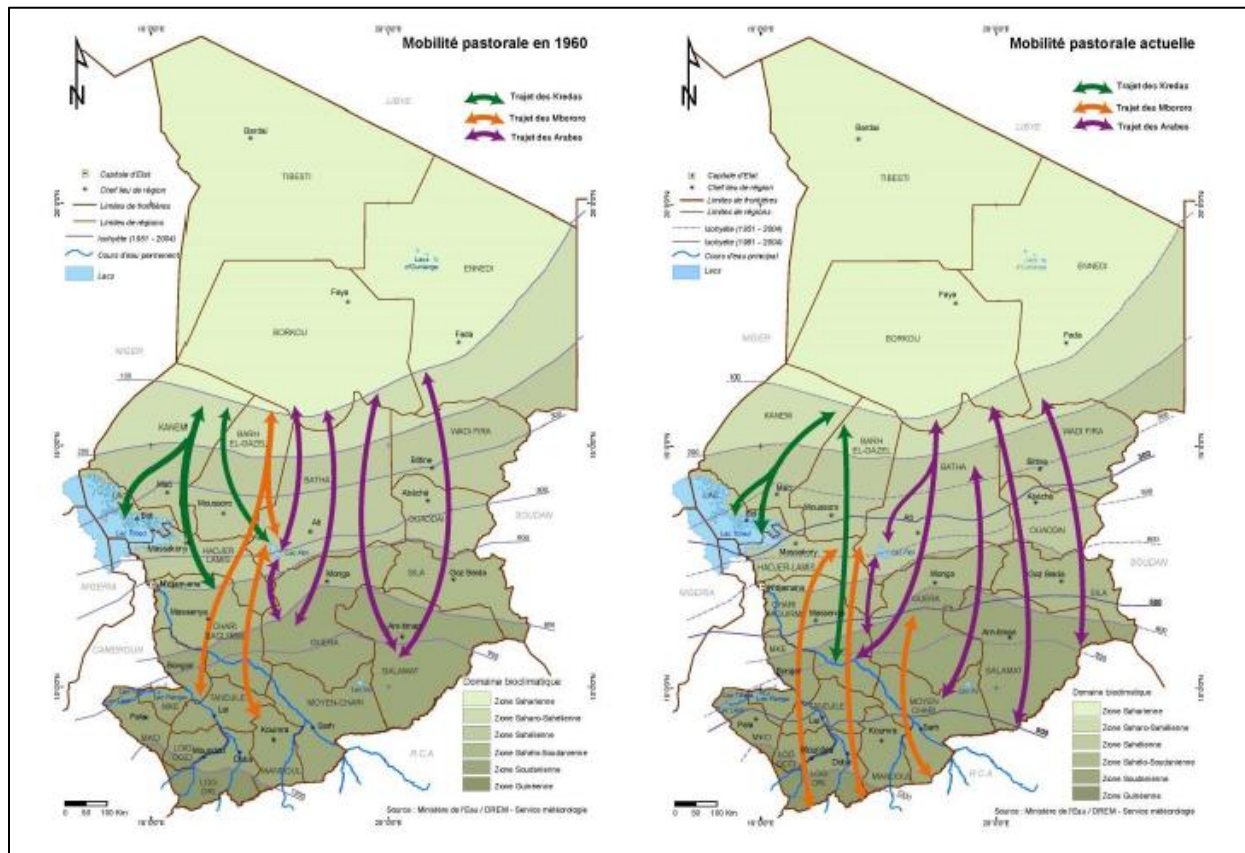
² Source : Agence française de développement et Institut de recherche pour le développement, 2013. Toute réduction des taux de fécondité ne produirait de résultats significatifs qu'à partir de 2050. En fonction de l'évolution des taux de fécondité, la population en 2050 pourrait se situer entre 37 et 48 millions d'habitants.

³ Source : UNHCR, 2014.

⁴ Source : Département de l'Intérieur des États-Unis, 2012. Une étude récente indique que le réchauffement constaté au nord de l'océan Atlantique a provoqué des précipitations accrues dans une grande partie du Sahel depuis le début des années 1990. Cependant, il est probable que les sécheresses récentes (postérieures à 1980) dans l'est du Tchad (ainsi que dans le sud du Soudan, dans le nord de l'Ouganda, en Éthiopie et au Kenya) soient associées à un réchauffement des océans indien et Pacifique occidental. Le Tchad étant différent des autres pays du Sahel, il est beaucoup plus probable qu'on y enregistre des baisses constantes des précipitations.

⁵ Les catastrophes naturelles ont des effets dévastateurs au Tchad, mais seules les inondations sont suivies et enregistrées. Il s'est produit huit inondations au cours des 10 dernières années, causant en moyenne 7,6 morts par an.

Figure 2 : Itinéraires de l'élevage pastoral, 1960 et 2013



Source : SIDRAT.

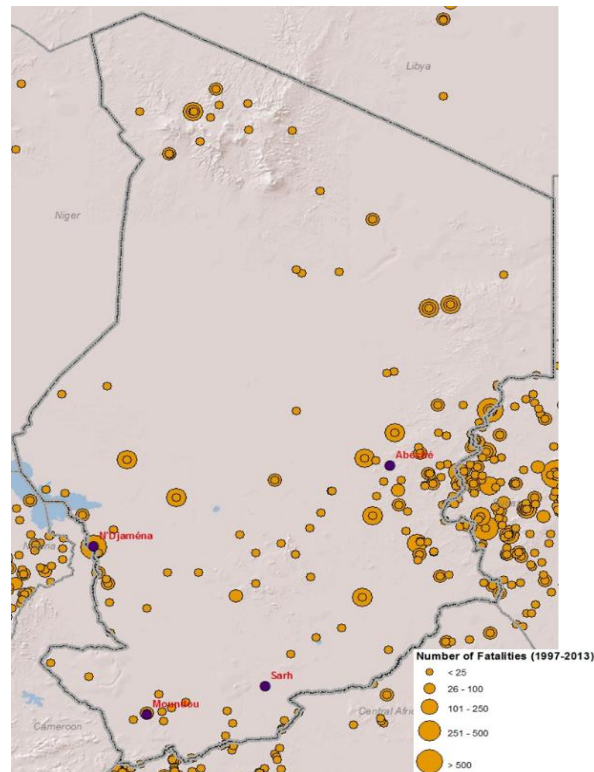
Gouvernance et fragilité

19. **L'histoire récente du Tchad est parsemée de conflits locaux, nationaux et régionaux.** Depuis l'indépendance en 1960, le Tchad connaît régulièrement de violents conflits de différentes natures, entre régions et/ou groupes ethniques et religieux, avec des ramifications externes ou des effets de contagion. Les tensions entre agriculteurs et pasteurs ou encore la concurrence pour des terres fertiles de plus en plus rares (en particulier autour du lac Tchad) sont occasionnellement à l'origine de conflits meurtriers localisés.⁶ Les répressions autoritaires et la confiscation des ressources par les vainqueurs des conflits,⁷ la faible légitimité de l'État et une société très divisée ont retardé l'émergence de systèmes solides de redevabilité politique et de concurrence économique.

⁶ Voir Debos (2011) pour une discussion sur la façon dont la violence est devenue courante et inhérente aux activités politiques et économiques du Tchad.

⁷ Depuis son indépendance, le Tchad n'a jamais connu de changement de régime non violent (Source : Debos, 2011).

Figure 3 : Nombre et localisation des décès liés aux conflits, 1997-2013



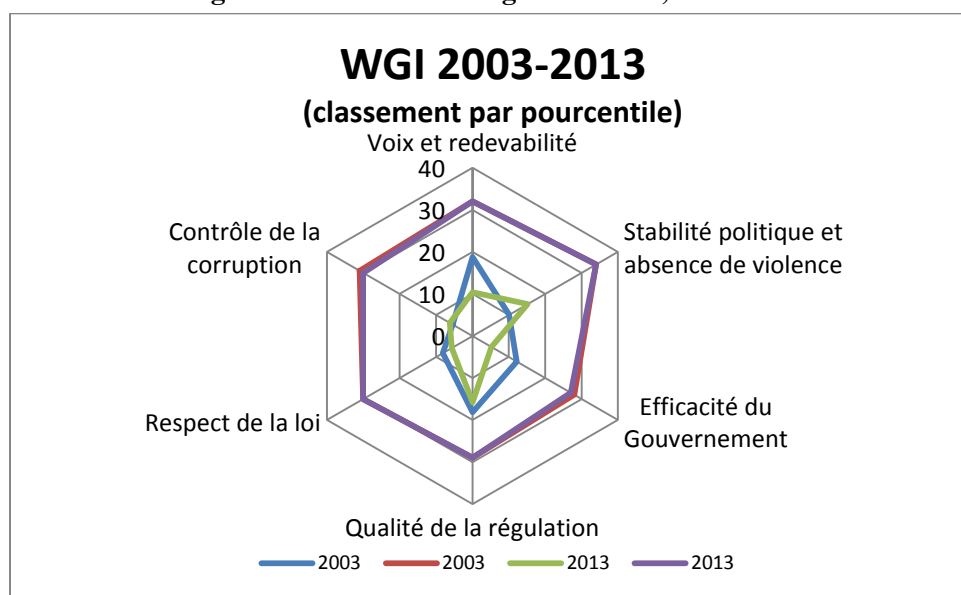
Source : Conception par la Banque mondiale à partir du projet ACLED (localisation des conflits armés et données événementielles).

20. **La fragilité et la faible gouvernance se renforcent mutuellement.** Dans le contexte fragile du Tchad, la stabilité politique a été maintenue au travers de la constitution d'alliances entre le pouvoir exécutif et des groupes constitutifs clés, tels que les services de sécurité et des groupements puissants d'intérêt, plutôt qu'au travers des seuls développement des institutions et amélioration de la provision de service public pour tous. De par leur nature, il est difficile d'estimer avec précision l'étendue des rentes qui constituent le socle de ces alliances. Cependant, plusieurs facteurs suggèrent que le partage des rentes est chose courante. Ceux-ci comprennent (i) les taux très inégaux de recouvrement des recettes fiscales et douanières, (ii) le recours fréquent aux contrats de gré à gré et à des pratiques opaques de passation des marchés publics, et (iii) les substantielles subventions et exonérations fiscales accordées à des groupes privilégiés. Le taux élevé de rotation (qui entraîne un coût important en termes de continuité politique) dans la nomination (et le licenciement) des agents publics de haut niveau, des ministres et des hauts fonctionnaires en particulier, est également considéré par les observateurs comme une manière de nouer et de préserver des alliances politiques fluctuantes. Le Tchad a été classé au dernier rang mondial (sur 178 pays) en 2014 en termes de capacités de l'administration publique,⁸ ses indicateurs de gouvernance (État de droit, voix citoyenne et responsabilité, stabilité, lutte contre la corruption, capacité de réglementation, efficacité des pouvoirs publics) étaient plus faibles à la fin de l'année 2013 qu'en 2003, et beaucoup plus faibles que la moyenne subsaharienne. L'Evaluation des Politiques et Institutions des Pays (EPIP) brosse le même tableau, sans un seul

⁸ Source : Fonds pour la paix, 2014.

indicateur de gestion et des institutions du secteur public supérieur à 2,5 points (sur une échelle de 1 à 6) en 2013.⁹

Figure 4 : Indicateurs de gouvernance, 2003-2013



Source : Indicateurs mondiaux de gouvernance.

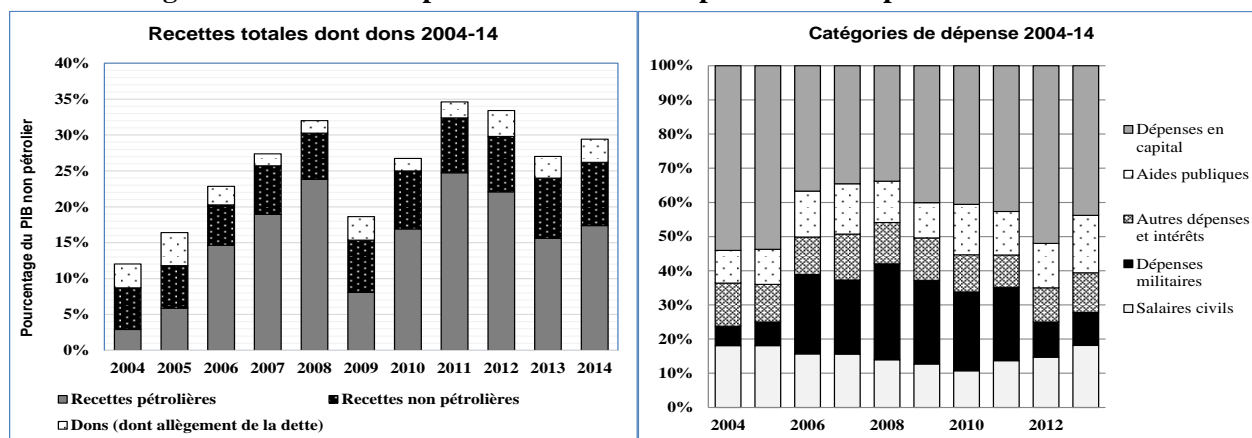
21. **Dans une perspective de développement, la mauvaise gouvernance se traduit par une faible allocation de ressources publiques aux dépenses en faveur des pauvres.** Les recettes non pétrolières sont extrêmement faibles (8% seulement du PIB non pétrolier), et l'absence de mécanismes de stabilisation pour se protéger des fluctuations des prix du pétrole rend les dépenses publiques extrêmement volatiles et hautement pro-cycliques. L'incapacité à prévoir les flux de recettes à moyen terme pose de sérieux problèmes de planification et fait en sorte qu'il est très difficile pour les décideurs d'équilibrer les dépenses courantes et les dépenses d'investissement. Bien qu'en baisse depuis 2010, la dépense publique exécutée par le biais de procédures extraordinaires (avant ordonnancement) reste importante (12% de la dépense financée à l'échelle nationale, à l'exception des salaires et du service de la dette en 2014, contre 20% en 2012), de même que la variance compositionnelle (la différence entre (i) la ventilation sectorielle des dépenses publiques retenue dans la loi de finances et (ii) la ventilation réelle dans le budget exécuté). Cela implique des difficultés à planifier et de fréquents ajustements durant l'année pour résoudre les problèmes à court terme. Le processus de préparation budgétaire connaît quelques progrès depuis ces dernières années, mais les critères de sélection de l'investissement public restent peu transparents et les décisions en matière de dépense restent très concentrées dans un petit nombre de ministères. Les données disponibles suggèrent que la dépense effective est fortement biaisée en faveur des zones urbaines (plus de 50% des travaux publics sont réalisés dans la région de N'Djamena), et répartie de manière inégale entre les régions au détriment des plus pauvres (il existe une corrélation inverse entre le niveau de

⁹ Les différents sous-indicateurs de l'EPIN ont été évalués en 2013 comme suit : droits de propriété et gouvernance fondée sur des règles : 2,5 ; qualité du budget et de la gestion financière : 2,5 ; efficacité de la mobilisation des recettes : 2,5 ; qualité de l'administration publique : 2,5 ; transparence, redevabilité et corruption dans le secteur public : 2,0.

pauvreté et le niveau de l'investissement public). On observe également un fort biais urbain dans la prestation des services, en particulier au travers de la flagrante iniquité dans l'allocation des ressources humaines et physiques consacrées à la santé et à l'éducation entre les zones géographiques et entre les zones urbaines et rurales¹⁰, et au travers des faibles niveaux de dépense publique destinée aux activités d'agriculture et d'élevage par rapport à leurs poids social et économique.¹¹ En 2014, les dépenses publiques « pro-pauvres » (les dépenses pour la santé, l'enseignement de base, sociales, pour l'eau, la microfinance et l'agriculture) n'ont pas dépassé 6% du PIB.

22. **De plus, les coûts unitaires sont extrêmement élevés et hétérogènes, reflétant de graves défauts et une grande discrétion dans la passation des marchés publics.** Les contrats de gré à gré dans la passation des marchés publics sont la règle, en particulier pour les projets financés dans le cadre du budget présidentiel (presque un tiers du total des investissements publics) : en 2013, plus de 70% du total des marchés publics de travaux (en montant) ont été attribués en gré à gré.

Figure 5 : Des recettes pétrolières et une composition des dépenses très volatiles

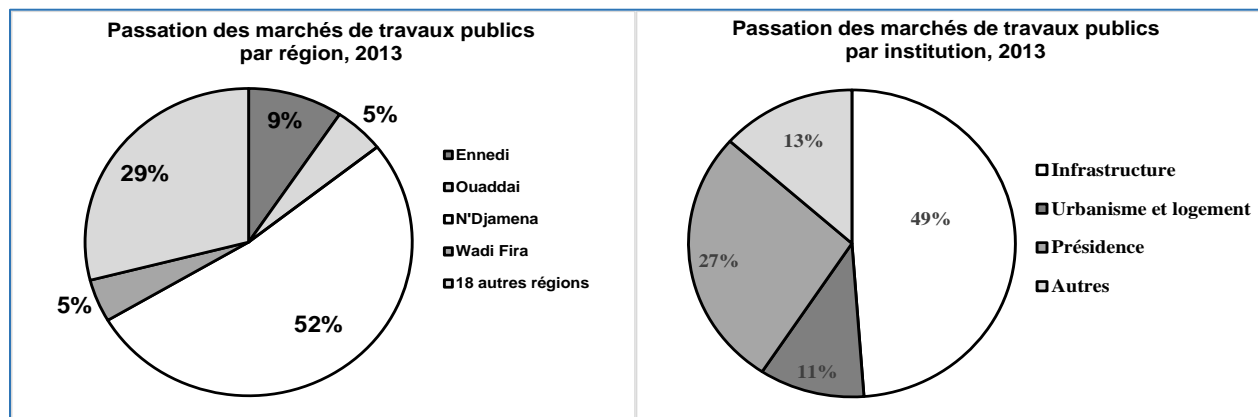


Source : Calculs de la Banque mondiale à partir des données du FMI, 2014a.

¹⁰ Source : Banque mondiale (2015d). La mauvaise allocation se reflète également dans le contenu de l'enseignement. En effet, une partie mineure des programmes est consacrée à l'enseignement professionnel et technique et aux sujets liés à l'agriculture, et les offres d'éducation non formelles et opportunités de formation dans les zones rurales sont limitées. Source : Banque mondiale (2015e).

¹¹ Source : Banque mondiale (2014a).

Figure 6 : Une passation des marchés publics fortement concentrée



Source : Calculs de la Banque mondiale à partir des données de l'OCMP.

23. **Les conflits et la mauvaise gouvernance ont très probablement contribué à l'isolement du Tchad vis-à-vis de la communauté internationale.** Abordé dans une perspective d'aide au développement, cet isolement est illustré notamment par le désengagement de la Banque mondiale, suite aux polémiques entourant la gestion des recettes pétrolières, qui furent utilisées principalement pour équiper l'armée plus que pour financer l'éducation et la santé.^{12, 13} Rétrospectivement, une telle polémique pourrait être interprétée comme le reflet de la divergence d'opinions concernant le degré de complémentarité entre la sécurité et le développement ainsi que l'étendue de la fragilité structurelle du Tchad, que les agences de développement ont peut-être sous-estimées toutes les deux. Du point de vue des autorités, la situation sécuritaire exigeait effectivement une grande souplesse dans l'allocation des ressources, que l'approche d'enclave, envisagée à l'époque pour s'assurer que les recettes pétrolières financent les dépenses en faveur du développement, ne pouvait offrir. En 2013, l'allocation par habitant de l'Association internationale de développement (*International Development Association*, IDA) pour le Tchad s'élevait à 2 dollars EU, contre 10 dollars EU et 19 dollars EU au Niger et au Burkina Faso respectivement, qui présentaient de meilleurs indicateurs de gouvernance. De manière concomitante, la réalisation d'activités d'analyse et de conseil (*Advisory Services and Analytics*, ASA) de la Banque mondiale pour le Tchad s'est effondrée ces dernières années. Tandis que huit rapports ASA ont été publiés entre 2004 et 2006, trois seulement l'ont été entre 2007 et 2013.

24. **Le Tchad est un État fragile¹⁴ et les conflits récents qu'il a traversés définissent ses facteurs de fragilité.** Le Rapport sur le développement dans le monde de 2011 établit clairement

¹² De 1 à 2% du PIB avant 2003 le budget de sécurité du Tchad a grimpé à 7-8% entre 2006 et 2008, avant de décroître à 3% en 2011. Source: Stockholm International Peace Research Institute, 2013.

¹³ Si elle était constamment supérieure à la moyenne de l'Afrique Sub-Saharienne (de 21% en moyenne entre 1984 et 2002), l'aide nette officielle au développement par habitant au Tchad est devenue constamment inférieure après (de 22% en moyenne entre 2003 et 2013). Source: Indicateurs du développement dans le monde. L'aide humanitaire, souvent fournie par des canaux non gouvernementaux, est néanmoins restée importante après 2003. Entre 2003 et 2012, le Tchad a reçu environ 1,8 milliard de dollars EU d'aide humanitaire, se classant parmi les 20 premiers bénéficiaires d'aide humanitaire durant 9 de ces 10 dernières années.

¹⁴ Source : Fonds pour la paix, 2014. Le Fonds pour la paix a classé le Tchad comme le sixième pays le plus fragile au monde en 2014. Selon cet index, le niveau de fragilité du Tchad a légèrement diminué depuis son niveau record atteint en 2009, lorsqu'il a été classé en « alerte rouge ». Le Tchad n'est cependant pas classé par la Banque

la corrélation entre la survenance de conflits dans le passé et la probabilité de conflits futurs.¹⁵ À ce facteur majeur de fragilité, il faut ajouter d'autres développements récents au niveau régional qui exposent considérablement le Tchad à une fragilité accrue : l'émergence de puissants acteurs régionaux non étatiques (Al-Qaïda au Maghreb islamique, Boko Haram, trafiquants de drogue), et les conflits ouverts en cours en RCA, au Nigéria et en Libye. À l'exception du Niger, les autres voisins du Tchad sont au-dessous de la moyenne du *Global Peace Index* de l'Afrique saharienne et les tensions dans ces pays sont toutes susceptibles de gagner le Tchad.^{16, 17}

25. La croissance rapide de la population est un deuxième facteur important de fragilité et de pauvreté. Les taux élevés de fécondité et l'explosion de la population jeune peuvent constituer une menace importante pour la fragile cohésion sociale à travers la pression exercée sur les ressources naturelles, le marché du travail et la demande de services publics. Ces facteurs ont également une incidence directe sur la pauvreté à travers les taux élevés de dépendance. Même si des mesures doivent être prises pour réduire les taux de fécondité, en particulier par le biais de l'éducation des filles et de la planification familiale, ces mesures ne produiront de résultats significatifs qu'à très long terme. Par conséquent, le Tchad devra également atténuer l'impact de cette pression par le biais d'une meilleure gestion des ressources naturelles, une meilleure employabilité et une prestation de services plus efficace et plus équitable.

26. Le troisième facteur important de fragilité est le changement climatique. La diminution des terres arables pour une population en forte augmentation et des pluies moins prévisibles ont fortement exacerbé les tensions entre les communautés. Une telle source de fragilité se traduit en particulier par des conflits fréquents entre les agriculteurs et les éleveurs, comme cela a été vivement et amplement souligné lors des consultations sur le DPS tenues à N'Djamena en décembre 2014 (voir l'annexe 1). Le même mois, le président du Tchad a refusé de promulguer le Code du pastoralisme approuvé par l'Assemblée nationale en raison de la forte opposition des groupes d'agriculteurs, mettant en évidence la difficulté de concilier les intérêts concurrents des agriculteurs et des éleveurs. Le Tchad est évalué par la Banque mondiale comme étant largement inférieur en termes de capacité à conduire une évaluation de risque et d'impact, à planifier et mettre en œuvre des mesures d'adaptation, et en termes de capacités d'adaptation.

27. Cependant, depuis 2010, le Tchad connaît sa plus longue période de stabilité interne depuis l'indépendance. En 2014, l'Institut pour l'économie et la paix (*Institute of Economics and Peace*) a classé le Tchad comme le pays au monde « ayant réalisé les progrès les plus importants en matière de paix durant les six dernières années », à la suite notamment de la signature de l'accord de paix avec le Soudan en 2010. L'efficace intervention militaire du Tchad

Mondiale comme un État fragile (i) en l'absence d'une mission des Nations unies et/ou de maintien de la paix ou de construction politique/de la paix durant les trois dernières années, et (ii) compte tenu du fait que l'EPIP du Tchad, harmonisée avec la Banque africaine de développement, dépasse 3,2.

¹⁵ Source : Banque mondiale, 2011a.

¹⁶ Source : Institut pour l'économie et la paix, 2013.

¹⁷ Les conflits en cours aux frontières du Niger et du Cameroun ont des conséquences très négatives pour l'économie. 90 % des importations du Tchad transitent par le corridor Douala – N'Djamena, et les exportations de pétrole vont dans l'autre sens en empruntant l'oléoduc de Doba-Douala. Le bétail, deuxième source d'exportations après le pétrole, transite presque entièrement par le nord du Cameroun et le nord-est du Nigéria, pour être vendu dans les grandes villes du Nigéria. La récente ascension du groupe terroriste Boko Haram dans cette région freine déjà sérieusement les exportations de bétail, et plus généralement, menace la capacité du Tchad à avoir des échanges commerciaux avec le reste du monde.

au nord du Mali en 2013 a été louée par la plupart des nations de la région et l'appareil militaire du Tchad est désormais considéré comme un contributeur important à la stabilité régionale. L'élection du Tchad en tant que membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations unies en octobre 2013 illustre son statut renouvelé dans la communauté internationale, de même que l'atteinte du point d'achèvement des Pays pauvres très endettés (PPTE) en avril 2015. Dans le même temps, la plus grande implication du Tchad dans les efforts de stabilisation régionale (notamment la décision en janvier 2015 d'envoyer des troupes pour soutenir le Cameroun dans sa lutte contre Boko Haram) signifie également davantage de risques de représailles de la part de groupes hostiles, des pressions migratoires de réfugiés accrues, ainsi que des besoins plus élevés de dépenses militaires dans un contexte de recettes pétrolières de plus en plus faibles.

28. La baisse des recettes pétrolières pourrait accroître la fragilité et les risques de surendettement à court terme. Avec la baisse récente des prix du pétrole, on prévoit que les recettes pétrolières diminuent brusquement en 2015, avant de rebondir progressivement avec l'ouverture de nouveaux champs. Pendant ce temps, l'exécution complète de l'allègement de la dette liée à l'initiative PPTE à partir de 2015 améliorera la soutenabilité de la dette à moyen terme,¹⁸ mais ne créera pas l'espace fiscal suffisant pour éviter un ajustement fiscal important. Ces sombres perspectives fiscales à court terme sont aggravées par la demande accrue de dépenses de sécurité en pleine campagne militaire contre Boko Haram. Selon le cadre macroéconomique actuel des autorités,¹⁹ on prévoit que la dépense publique passe de 29,6% du PIB non pétrolier en 2014 à 23,0% en 2015, avant de rebondir progressivement jusqu'à environ 30% à partir de 2018. La fragilité pourrait donc être aggravée par une concurrence accrue pour des ressources publiques plus rares, en particulier avant les élections générales programmées pour 2016. Alternativement, une baisse de la pression fiscale, par le biais de l'accumulation d'arriérés ou d'emprunts internes et externes excessifs, pourrait perturber les activités des secteurs privé et financier et augmenter les risques de surendettement déjà très importants pour les toutes prochaines années (voir l'annexe 2, Soutenabilité).

¹⁸ L'atteinte du point d'achèvement des Pays pauvres très endettés (PPTE) en avril 2015 réduira de manière significative le fardeau de la dette extérieure du Tchad. La Valeur actualisée (VA) de la dette par rapport aux exportations passerait de 56,2 % fin 2013 à 34,3 % fin 2020, et on prévoit que le ratio service de la dette par rapport aux recettes diminue, passant de 32,4 % en 2014 à une moyenne de 17,2 % en 2015-2020. Voir Association internationale de développement et Fonds monétaire international, 2015b.

¹⁹ Le programme macroéconomique des autorités est soutenu par le FMI et s'articule autour de la diminution progressive du déficit primaire non pétrolier en prévision de la baisse des recettes pétrolières à moyen terme.

Tableau 1 : Sélection d'indicateurs macroéconomiques, 2012-2019

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
(Variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)								
Secteur réel								
PIB à prix constants	8.9	5.7	6.9	7.6	4.9	8.3	5.0	5.1
PIB pétrolier	-4.0	-7.1	5.7	43.4	7.0	23.5	5.5	6.5
PIB non pétrolier	11.6	8.0	7.1	2.1	4.4	4.9	4.9	4.8
Indice des prix à la consommation (moyenne annuelle)	7.7	0.2	1.7	3.2	2.9	3.0	3.0	3.0
Indice des prix à la consommation (fin d'année)	2.1	0.9	3.7	2.0	3.0	3.0	3.0	3.0
Prix du pétrole								
Hypothèses WEO (dollars EU/baril) /1	105.0	104.1	96.2	58.1	65.7	69.7	71.8	73.1
Prix du pétrole tchadien (dollars EU/baril) /2	102.0	103.9	98.0	51.5	59.9	64.0	66.5	68.6
Production de pétrole (millions de barils)	41.2	36.3	38.5	57.3	61.7	77.5	82.2	87.9
Taux de change FCFA/\$EU (moyenne)	510.2	493.9
Monnaie et crédit/ 3								
Avoirs extérieurs nets du système bancaire	14.8	-2.6	-1.8	-4.5	8.2	8.8	23.6	10.2
Crédit intérieur net	-1.3	11.2	28.2	8.0	5.9	1.2	-20.5	-6.0
dont : créances nettes sur l'État	-13.1	10.0	18.0	5.6	0.4	-3.0	-24.0	-11.0
dont : créances au secteur privé	12.9	2.8	17.3	-4.5	1.0	1.3	2.7	5.0
Monnaie et quasi-monnaie	13.4	8.6	26.5	3.6	14.1	10.1	3.0	4.3
Vitesse de circulation (PIB hors pétrole)	5.6	5.5	4.8	4.8	4.5	4.5	4.7	4.8
Secteur extérieur (valorisé en francs CFA)								
Exportations de biens et services (FAB)	-4.1	-8.6	1.4	-16.8	21.6	29.9	11.2	8.4
Importations de biens et services (FAB)	3.8	-8.1	10.0	-13.7	10.0	13.2	4.3	3.9
Volume des exportations	-2.9	-13.7	5.6	39.4	8.6	22.3	7.2	0.3
Volume des importations	3.2	-5.8	9.5	-11.1	9.5	12.4	3.6	3.3
Solde global de la balance des paiements (% du PIB)	1.7	-0.2	-1.5	-0.8	-0.4	-0.2	3.1	1.2
Solde courant, y compris transferts officiels courants (% du PIB)	-8.7	-9.0	-8.7	-10.0	-8.7	-5.8	-3.2	-2.5
Termes de l'échange	-1.9	8.5	-4.4	-38.5	11.4	5.4	3.0	7.4
Dette extérieure (pourcentage du PIB)	20.1	21.2	30.8	25.5	22.6	19.6	18.1	15.9
VAN de la dette extérieure (% des exportations de B&S)	39.1	33.5	66.5	74.5	58.0	42.6	36.9	31.0
(en pourcentage du PIB non pétrolier, sauf indication contraire)								
Finances publiques								
Recettes et dons	35.0	27.8	23.3	21.5	23.5	25.2	33.4	35.1
dont : recettes non pétrolières	8.1	9.3	9.5	9.9	10.6	11.0	11.4	11.8
Dépenses totales	34.4	31.4	29.6	23.0	24.1	25.1	29.4	32.2
Dépenses courantes	16.5	17.7	16.7	14.4	13.5	13.9	15.4	16.1
Dépenses d'investissement	17.9	13.7	12.9	8.6	10.5	11.2	14.0	16.0
Solde primaire hors pétrole (base engagement, hors dons) 4	-20.1	-18.2	-16.3	-8.4	-7.4	-8.0	-12.2	-14.6
Solde budgétaire global (base ordonnancement, dons inclus)	0.7	-3.6	-6.3	-1.5	-0.5	0.1	4.0	2.9
Solde budgétaire global (base caisse, dons inclus)	2.1	-6.6	-5.9	-2.7	-0.5	0.1	4.3	3.4
Dette publique totale (en % du PIB) 5	28.2	30.1	38.2	33.2	30.4	26.5	24.4	21.7
dont : dette intérieure (en % du PIB) 5	8.1	8.9	7.4	7.8	7.8	6.9	6.3	5.8
Pour mémoire:								
PIB nominal (milliards de francs CFA)	6314.3	6396.6	6883.3	6962.5	7794.0	8874.6	9552.5	10348.9
dont : PIB nominal hors pétrole	4399.9	4660.9	5150.3	5357.1	5795.7	6268.0	6733.3	7291.3
PIB nominal (millions de dollars EU)	12.4	13.0	13.9	12.0	13.5	15.5	16.9	18.5
dont : PIB nominal hors pétrole	8.6	9.4	10.4	9.2	10.0	10.9	11.9	13.0

Sources: Autorités tchadiennes; estimations et projections de la mission du FMI.

1 Rapport du FMI N° 11/302; Tchad--Première revue du programme de référence--Rapport des services du FMI.

2 Le prix du pétrole tchadien est le prix du WEO diminué de la décote de qualité.

3 Variation en pourcentage du stock de la monnaie au sens large en début de période.

4 Défini comme recettes totales hors dons et recettes pétrolières, moins les dépenses totales.

5 Administration centrale, y compris créances garanties par l'État

2. CARACTERISTIQUES DE LA PAUVRETE

Ce chapitre aborde les caractéristiques et les tendances de la pauvreté, la vulnérabilité et les questions d'égalité. Parmi les principaux messages, on observe que la pauvreté au Tchad touche très majoritairement les communautés rurales. La croissance de l'économie rurale est lente et ses fruits inégalement répartis. La majorité des pauvres sont de petits agriculteurs et éleveurs qui dépendent principalement des systèmes économiques traditionnels et dont l'accès aux marchés et aux services sociaux est limité. Le taux de fertilité élevé du Tchad a un impact considérable sur la participation économique des femmes. Alors que la plupart des populations pauvres vivent dans la zone méridionale soudanaise du pays, les poches de pauvreté se déplacent au fil du temps en raison de la répartition inégale de la population dans le pays et de sa vulnérabilité aux chocs climatiques locaux.

29. Au Tchad, près de la moitié de la population (47%) vit en dessous du seuil de pauvreté. Cette estimation est issue de l'Enquête sur la consommation et le secteur informel au Tchad (ECOSIT3) menée en 2011.²⁰ Le seuil national de pauvreté est fixé à 1,4 dollar EU par jour, ce qui correspond au coût estimé de 2400 calories en alimentation et d'un panier de biens et de services essentiels tels que l'habillement et le logement. Les chiffres de la pauvreté tiennent compte de la taille des ménages et de leur composition (enfants, adultes) ainsi que des différences de prix régionales. Parmi les pauvres, la consommation quotidienne par personne s'élève en moyenne à 0,81 dollar EU par jour.

30. Le taux de pauvreté monétaire très élevé du Tchad s'accompagne de très faibles indicateurs de développement humain. En 2014, le Tchad occupait le 184^e rang de l'Indice de développement humain sur 187 pays. En 2009, la fréquentation scolaire moyenne des adultes était de 1,5 année. Le taux d'alphabétisation des adultes s'élevait à 22% tandis que le taux d'alphabétisation des hommes était deux fois plus élevé que celui des femmes. En 2013, le taux d'achèvement du cycle primaire s'élevait à 38% tandis que 56% des jeunes de 6 à 24 ans n'étaient pas scolarisés (voir l'annexe 2 : Éducation). En 2010, les taux de mortalité juvénile et infantile étaient estimés à 171 et 98 respectivement pour 1000 naissances vivantes. Les principales causes de ces décès étaient le paludisme, les infections respiratoires, la diarrhée et la malnutrition, les taux de morbidité de ces maladies au Tchad comptant d'ailleurs parmi les plus élevés du monde. Quant au taux de mortalité maternelle, il était estimé à 1084 décès pour 100 000 naissances vivantes (1,1%), soit le taux le plus élevé d'Afrique centrale.²¹ Le Tchad n'est

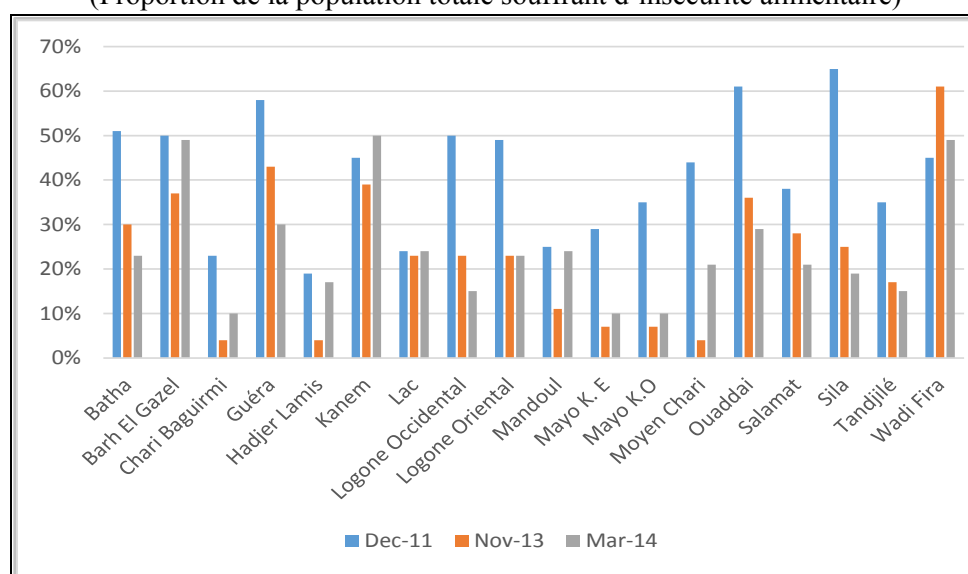
²⁰ Source : Institut de la statistique, des études économiques et démographiques (INSEED), 2013a. Cette enquête a été menée auprès de 10 026 ménages, ce qui rend l'échantillon représentatif aux niveaux national, régional et urbain/rural. Elle contient des informations sur les caractéristiques des ménages (composition démographique, conditions de vie, capital humain, activités économiques, etc.) et les schémas de consommation. Elle se compose également d'un module spécial sur le secteur informel. Afin de représenter la plus grande diversité des schémas de consommation urbains, cette enquête a été menée auprès d'un nombre sensiblement plus élevé de ménages urbains que de ménages ruraux. Chaque personne interrogée dans une zone urbaine représentait en moyenne 56 personnes dans la population totale, tandis que chaque personne interrogée dans une zone rurale représentait en moyenne 485 personnes. Il est important de prendre cet aspect en compte lors de l'analyse des données de la population rurale. De plus, cette enquête auprès des ménages s'étalait sur deux mois si bien que les résultats ne représentent pas forcément avec exactitude la consommation annuelle en raison du caractère saisonnier intrinsèque à l'économie rurale.

²¹ Le déclin des indicateurs de mortalité juvénile et infantile a été moins prononcé au Tchad que dans les autres pays de la région, tandis que le taux de mortalité maternelle a augmenté de près de 20 % entre 1990 et 2010. La nouvelle

pas en voie de réaliser ses objectifs du Millénaire pour le développement relatifs à l'éducation primaire, à la mortalité infantile ou à la mortalité maternelle (voir l'annexe 2 : Santé).

31. **La consommation alimentaire définit la pauvreté.** La consommation alimentaire (y compris l'autoconsommation) représente 62% de la consommation totale des pauvres²² et 66% de celle des non-pauvres. Ces chiffres suggèrent (en accord avec la définition du seuil de pauvreté) que les pauvres sacrifient la consommation alimentaire en faveur d'autres articles essentiels et qu'ils pourraient fortement bénéficier d'une consommation alimentaire plus importante. Une analyse de l'insécurité alimentaire²³ conduite en 2013 a révélé que 23% des enfants de moins de 5 ans ne consommaient pas l'apport calorique quotidien minimum recommandé pour leur groupe d'âge, tandis que 27% souffraient de malnutrition chronique et 14% de malnutrition aiguë.²⁴ Bien que l'approvisionnement alimentaire se soit considérablement amélioré depuis la crise de 2008-09, 23% de la population tchadienne reste sous l'emprise de l'insécurité alimentaire. L'accès au marché des céréales est un facteur important de la sécurité alimentaire des ménages, mais une analyse microéconomique²⁵ suggère que la pauvreté monétaire en est le facteur principal. Parmi les populations pauvres, les ménages qui produisent des denrées de première nécessité sont plus à même de résister aux chocs sur l'offre alimentaire que les ménages qui achètent leurs denrées alimentaires. Comme le marché alimentaire est fortement segmenté et que la production est particulièrement sensible aux conditions climatiques locales, les schémas régionaux de la sécurité alimentaire fluctuent au fil du temps.

Figure 7 : L'insécurité alimentaire varie entre les régions et au fil du temps
(Proportion de la population totale souffrant d'insécurité alimentaire)



Source : Calculs de la Banque mondiale basés sur les chiffres de la FAO, du PNUD et du PAM.

enquête démographique et de santé (EDS) qui s'achèvera en 2015 apportera de plus amples informations sur la situation sanitaire du Tchad et permettra une évaluation complète des tendances depuis la dernière EDS en 2004.

²² Le maïs, le millet et le sorgho représentent environ la moitié de l'apport calorique des ménages pauvres.

²³ Source : Programme alimentaire mondial, 2013.

²⁴ L'insuffisance de l'apport alimentaire est aggravée par d'autres facteurs tels que la mauvaise qualité de l'eau, les conditions sanitaires inadéquates et un manque de micronutriments essentiels.

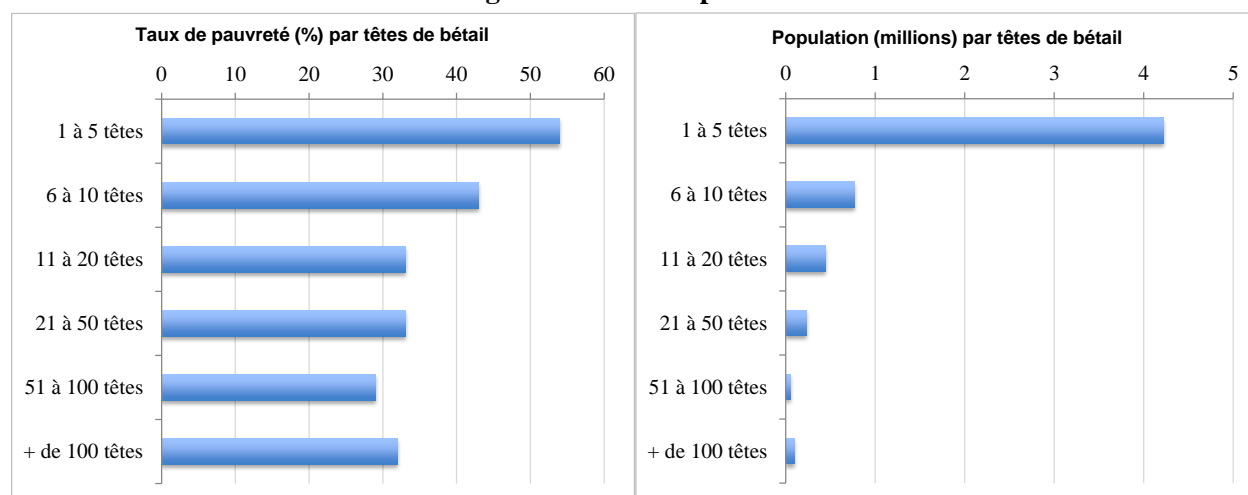
²⁵ Source : Programme alimentaire mondial, 2009.

Géographie de la pauvreté

32. **La pauvreté est très majoritairement un phénomène rural, agricole et informel.** En 2011, selon les estimations, 52% des ménages ruraux vivaient dans la pauvreté contre seulement 21% des ménages urbains. Comme les ménages ruraux représentent 78% de la population totale, 92% des personnes pauvres vivent en milieu rural et seulement 8% en milieu urbain. Mais la pauvreté rurale n'est pas seulement omniprésente, elle est également plus sévère. En 2011, la consommation moyenne des ménages ruraux pauvres était de 0,80 dollar EU par jour, soit un chiffre bien inférieur à la consommation des pauvres en milieu urbain, qui s'élève à 0,96 dollar EU par jour. En milieu rural, 33% des enfants souffrent d'insuffisance pondérale, contre 22% en milieu urbain. À l'échelle nationale, 73% des chefs de ménage pauvres travaillent (dont 29% qui sont sous-employés), 19% sont des travailleurs inactifs tandis que les 8% restants sont sans emploi.²⁶ Parmi les travailleurs actifs, 79% des pauvres dépendent de leurs cultures et/ou de leur bétail comme principale source de revenus, et l'on estime que 14% de personnes supplémentaires travaillent dans le secteur informel non agricole.²⁷

33. **Dans le secteur agricole, en matière de pauvreté, il reste difficile de distinguer les agriculteurs des éleveurs.** Il n'y a pas de différences significatives entre les taux de pauvreté de ces deux groupes, qui sont de surcroît difficiles à différencier puisque de nombreux ménages sont à la fois agriculteurs et éleveurs. La majorité des ménages pastoraux possèdent seulement entre une et cinq têtes de bétail ; leur taux de pauvreté s'approche des 55%. L'augmentation de la taille des exploitations d'élevage est corrélée à une baisse du taux de pauvreté, mais celui-ci reste au-dessus de 30% en moyenne pour les troupeaux composés de plus de 100 têtes de bétail. Si environ 80% du bétail est transhumant, (voir chapitre 3) seuls 500 000 pasteurs pourraient participer à des activités nomades, tandis que 5,3 millions de pasteurs pourraient être quasi sédentaires.

Figure 8 : Bétail et pauvreté



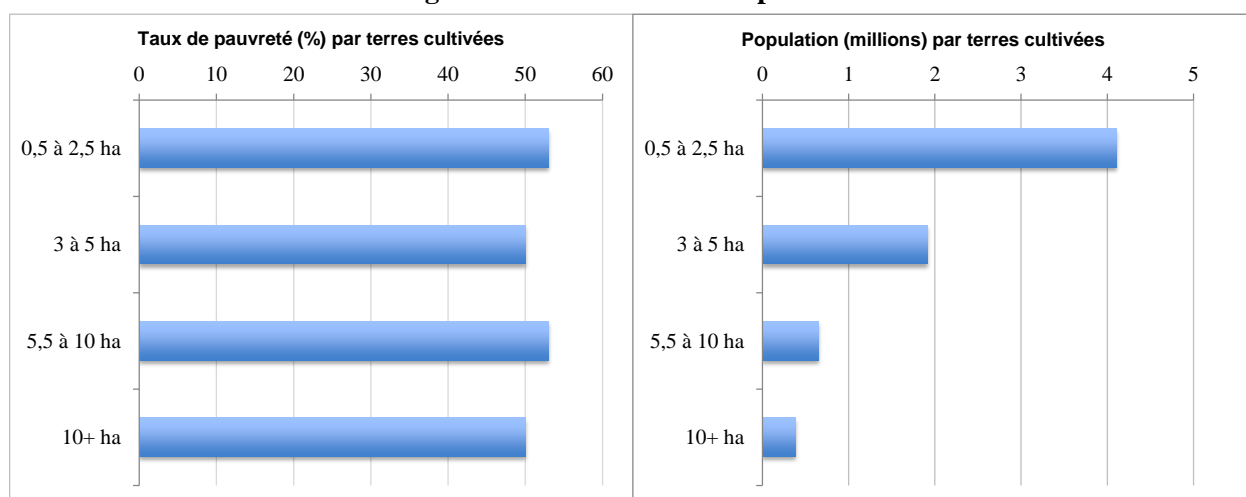
Source : Calculs de la Banque mondiale basés sur l'ECOSIT3.

²⁶ Source : INSEED, 2013b.

²⁷ Source : INSEED, 2013c.

34. **Le taux de pauvreté des agriculteurs s'élève à 50% en moyenne, tandis que la surface cultivée par ménage n'est pas corrélée à une baisse de la pauvreté.** La grande majorité des ménages participant à des activités agricoles (85%, soit environ 6 millions de personnes) cultivent moins de cinq hectares de terres, tandis que les 15% restants (soit environ 1 million de personnes) cultivent une surface plus grande.²⁸ Toutefois, la surface cultivée par les ménages n'est pas corrélée à une baisse de la pauvreté, ce qui indique probablement que (i) la surface de terres cultivées dépend largement de la main-d'œuvre disponible qui, au Tchad, provient principalement du ménage lui-même ; (ii) sans accès aux capitaux et aux technologies de production modernes, les rendements d'échelle diminuent rapidement dans l'agriculture extensive ; et (iii) les rendements sont plus élevés dans les zones plus densément peuplées (en particulier, la ceinture soudanaise).

Figure 9 : Zones cultivées et pauvreté



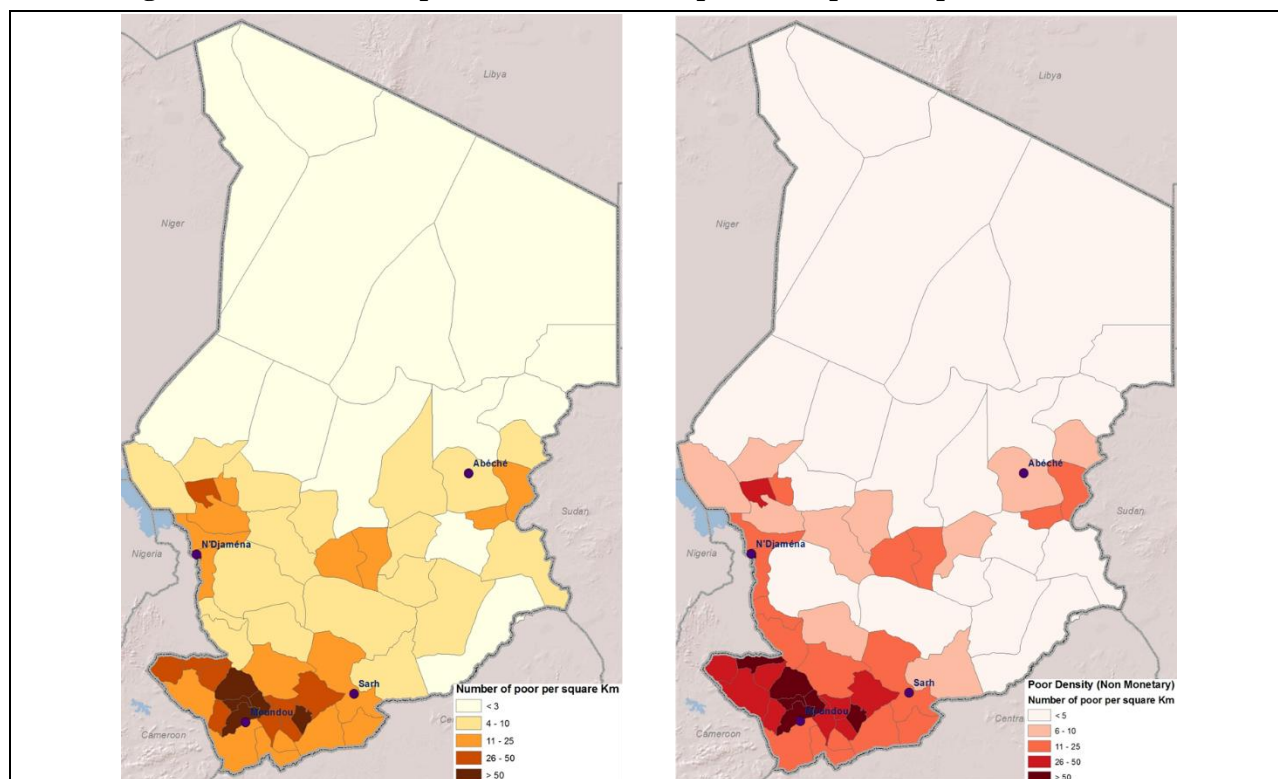
Source : Calculs de la Banque mondiale basés sur l'ECOSIT3.

35. **Il existe des différences considérables en matière de prévalence de la pauvreté entre les différentes zones rurales.** Cinq régions administratives (sur un total de 20 dans l'enquête des ménages), comptant parmi les plus densément peuplées et représentant 28% de la population, abritent plus de 40% de la population pauvre et présentent un taux de pauvreté d'environ 65%. Ces régions se situent toutes dans la ceinture soudanaise. En revanche, les régions relativement plus riches se situent toutes dans la ceinture sahélienne, à la frontière orientale avec le Soudan et à la frontière occidentale autour du lac Tchad. Entre ces zones commerciales orientale et occidentale ainsi que dans le Sahara, les régions présentent une incidence de pauvreté moyenne (avec un taux de pauvreté se situant entre 40 et 50%). Les cartes de la pauvreté, réalisées en combinant les données de l'ECOSIT3 et celles du recensement de 2009, suggèrent une forte concentration géographique de la pauvreté dans le sud du Tchad, ainsi que des poches de pauvreté au nord de la capitale N'Djamena, à l'est d'Abéché et dans la région centrale du Guéra. Cette conclusion n'est pas sensible à la façon de mesurer la pauvreté. Dans le panneau de gauche

²⁸ Comme l'a souligné la Banque mondiale (2010), le secteur rural est dominé par des exploitations de petite taille sous-équipées. Dans la zone soudanaise, la surface moyenne cultivée par ménage s'étend sur 3 à 4 hectares pour le coton, sur 0,5 à 1 hectare pour le riz et sur 1 à 5 hectares pour les systèmes de production fruitière, dont 0,25 à 0,5 hectare consacré à la culture maraîchère. Dans la zone sahélienne, la surface de terres cultivées par ménage couvre en moyenne entre 0,25 à 1 hectare.

de la figure 10, les données de consommation sont utilisées pour mesurer la pauvreté (comme nous l'avons fait jusqu'alors), tandis que dans le panneau de droite, la pauvreté est mesurée en fonction des avoirs financiers afin de corriger les éventuels effets de saisonnalité au cours de l'année qui pourraient influencer l'estimation de la pauvreté dans les différentes zones.²⁹ Alors que les estimations des taux de pauvreté régionaux diffèrent en fonction de la méthodologie utilisée, ces différences deviennent marginales relativement à la répartition des populations rapportée dans les données du recensement.

Figure 10 : Cartes de la pauvreté : nombre de personnes pauvres par kilomètre carré



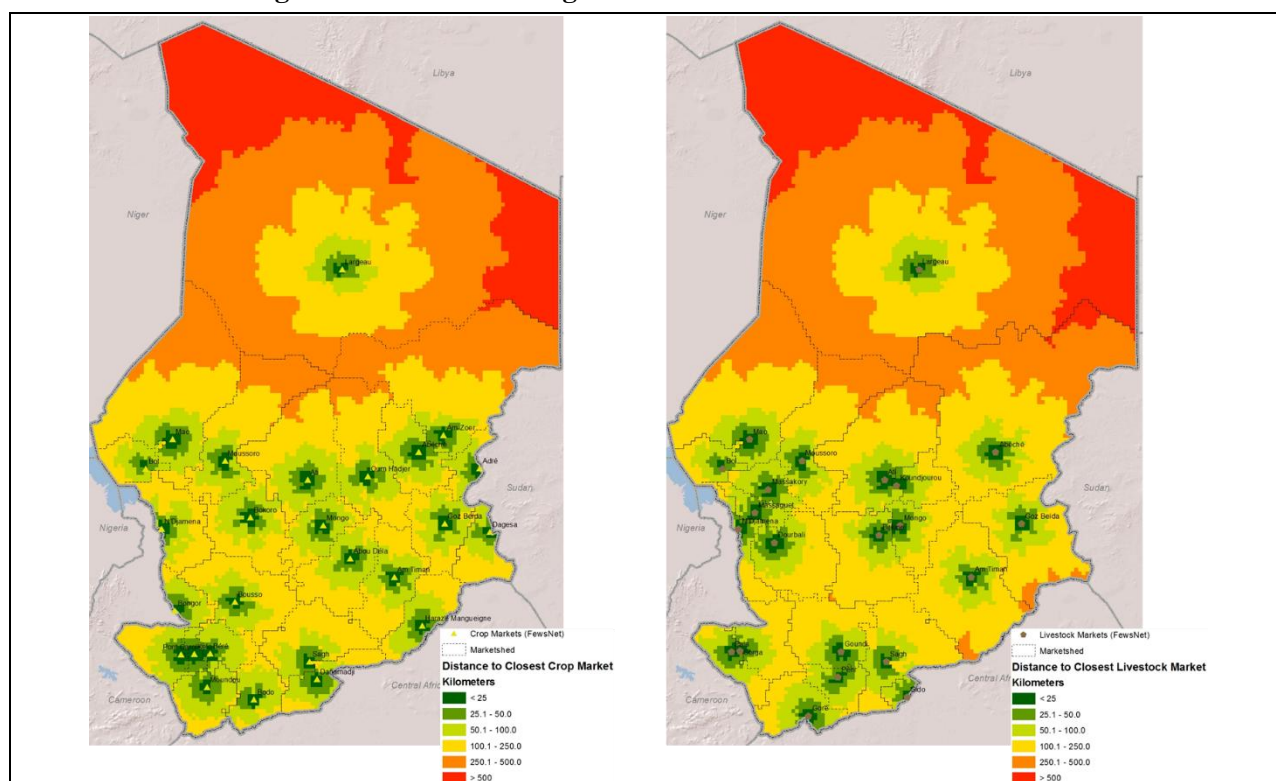
Source : Conception par la Banque mondiale basée sur les données de l'ECOSIT3 et du recensement de 2009/10.

36. De vastes poches de population disposent toujours d'un accès limité, voire inexistant, aux marchés. Selon l'ECOSIT3, environ la moitié de la population vit dans un rayon de 5 kilomètres d'un marché et le taux de pauvreté est fortement corrélé à l'accès à un marché. La figure 11 s'appuie sur les données relatives aux conditions des routes pour déterminer la distance la plus courte séparant les populations des grands marchés de céréales et de bétail. Tandis que les régions orientales et occidentales du Tchad semblent relativement bien connectées, la situation est différente pour certaines zones des régions du centre et du nord. Il est également à noter que les grands marchés des céréales sont généralement bien connectés entre

²⁹ Les actifs pris en compte dans le calcul de la richesse des ménages comprennent le type de logement, les équipements et le bétail, pondérés à l'aide des prix observés sur le marché en 2011.

eux, résultat probable des investissements de grande échelle réalisés dans le réseau routier ces dix dernières années.³⁰

Figure 11 : Distance aux grands marchés de céréales et de bétail



Source : Conception par la Banque mondiale basée sur les données de Delorme et des autorités tchadiennes.

Profils de la pauvreté

37. **Une analyse des données de l'ECOSIT3 met en lumière un certain nombre de facteurs qui influencent la pauvreté des ménages.** Comme dans de nombreux autres pays, la taille des ménages permet de prédire la pauvreté avec un haut degré de fiabilité : plus le ménage est grand, plus il y a de chances qu'il vive dans la pauvreté. Le nombre d'enfants dans un ménage influence son degré de pauvreté de plusieurs manières, y compris en limitant la capacité des femmes du ménage à participer aux activités économiques. L'incidence de la pauvreté est généralement plus basse lorsque le chef de ménage travaille pour le service public ou dans des activités non agricoles. En revanche, le niveau d'éducation primaire du chef de ménage n'influence pas de manière marquée l'incidence de la pauvreté. La possession de bétail est corrélée à des taux de pauvreté plus bas tandis que la surface des terres cultivées n'est pas un facteur important. L'accès à des terres irriguées réduit fortement la probabilité d'être pauvre. Le fait de bénéficier de services de vulgarisation agricole ou d'appartenir à une organisation agricole ne semble pas influencer les taux de pauvreté. Par contre, l'accès aux soins de santé a

³⁰ Source : Programme alimentaire mondial, 2009. Les coefficients de corrélation relativement élevés (entre 0,67 et 0,93) des prix du millet et du sorgho sur les marchés régionaux entre 2003 et 2009 indiquent une forte connectivité entre les principaux marchés agricoles de N'Djamena, Abéché, Moundou et Sarh.

des conséquences importantes sur la pauvreté des ménages³¹ et plus de la moitié de la population tchadienne vit à plus de 5 kilomètres de l'établissement de santé le plus proche.

Vulnérabilité

38. Les populations pauvres et quasi pauvres sont fortement vulnérables à un grand nombre de chocs. Le revenu des ménages est sensible aux chocs climatiques tels que les sécheresses, les inondations et les insectes pour les exploitants et les éleveurs, aux chocs sanitaires qui nuisent à la productivité de la main-d'œuvre (paludisme, mortalité maternelle) ainsi qu'à la prédation de la part de voleurs. La consommation des ménages est sensible à la variation des prix et de la disponibilité des produits (en particulier, les denrées alimentaires) et aux dépenses essentielles imprévues (de santé, par exemple). Face à ces situations, les ménages ont recours à des stratégies d'adaptation variées telles que la diversification des revenus ou l'agriculture extensive (deux stratégies nécessitant un ménage de grande taille), souvent aux dépens de la croissance de la consommation par personne au fil des années. La plupart des ménages tchadiens ne bénéficient pas des transferts de l'assistance publique ni des systèmes formels de protection sociale. Les transferts de fonds sont également très limités, de même que les autres formes d'assistance sociale privée. Peu de ménages ont accès aux financements formels, qu'il s'agisse de prêts traditionnels ou de microcrédits, tandis qu'il n'existe pratiquement aucun mécanisme d'assurance agricole.

39. En raison de la concentration de ménages pauvres dans le secteur agricole, la fluctuation du profil des précipitations influence fortement la pauvreté. En conséquence du manque de données de panel et de la difficulté à mesurer les chocs climatiques, il n'est pas facile de quantifier avec précision la relation entre le profil des précipitations et la pauvreté. Néanmoins, une analyse économétrique suggère que le taux de pauvreté des ménages est corrélé à la quantité moyenne annuelle des précipitations de même qu'à la variation du niveau de pluviosité d'une année sur l'autre.³² Ainsi, les précipitations abondantes et les faibles variations interannuelles sont corrélées avec des taux de pauvreté plus bas. Toutefois, les régions présentant les précipitations moyennes les plus faibles ont également tendance à connaître les variations relatives les plus grandes. Étant donné la forte concentration des populations rurales pauvres se situant aux alentours du seuil de pauvreté, on estime qu'un choc agricole équivalent à un écart type de la production de cultures vivrières par habitant exposerait 12% des ménages ruraux non pauvres au risque de tomber sous le seuil de pauvreté. Un tel choc accentuerait également fortement la pauvreté des ménages qui vivent déjà sous le seuil de pauvreté, si bien que la profondeur de la pauvreté rurale pourrait s'accroître de 25%.³³

40. Bien que la vulnérabilité au sein des ménages soit plus difficile à mesurer, on estime qu'elle est également répandue, notamment en regard de la discrimination envers les femmes. La vulnérabilité des femmes au sein des ménages provient de leur manque d'autonomie

³¹ Un écart type dans les variables suivantes est associé aux variations respectives suivantes de la consommation rurale par habitant. Taille du ménage : 22 % ; terres cultivées : 2 % ; exploitation d'élevage : 19 % ; accès aux soins de santé : 7 %. Et l'accès à l'irrigation est associé à une augmentation de 24 % du niveau de consommation, après correction des biais potentiels de sélection. Source : Calculs de la Banque mondiale basés sur l'ECOSIT3.

³² Source : Banque mondiale, 2015b.

³³ Ce scénario suppose qu'aucune assistance n'est fournie pour compenser l'impact du choc sur la consommation des ménages.

financière. L'ECOSIT3 a révélé que seules 23% des femmes pouvaient décider elles-mêmes si elles souhaitent travailler tandis que 21% pouvaient décider d'avoir accès à des financements. Les violences sexistes sont particulièrement répandues et 41% des femmes signalent avoir été battues par leur mari au cours de la période étudiée. Alors que les taux de violence conjugale contre les femmes pauvres et non pauvres sont semblables, l'impact de la violence conjugale sur les femmes pauvres est susceptible d'être plus sévère en raison de leur plus faible accès aux institutions de santé, de justice et de protection sociale. Les violences sexuelles sont également très répandues et aggravées par les conflits et les déplacements.³⁴ Le peu de contrôle exercé par les femmes sur les ressources productives, leur faible accès aux soins de santé, leur taux de fertilité élevé et leur faible niveau d'instruction sont autant de facteurs contribuant à leur vulnérabilité sociale et économique. Des informations plus détaillées sur la répartition de la consommation au sein des ménages permettraient d'analyser ces dynamiques de manière plus approfondie, mais il n'existe actuellement aucune donnée de ce type.

Dynamiques de la pauvreté et équité

41. **Entre 2003 et 2011, le taux de pauvreté a chuté de 55% à 47%.** Les deux dernières enquêtes auprès des ménages, ECOSIT2 et ECOSIT3, sont fortement comparables pour ce qui est de la mesure de la pauvreté, et cette comparaison indique un important déclin du taux de pauvreté entre 2003 et 2011.³⁵ Toutefois, étant donné le fort impact de la production agricole sur la consommation des ménages, cette conclusion reste subordonnée au choix des deux périodes au cours desquelles ces enquêtes ont été menées.³⁶ Ce déclin du taux de pauvreté est globalement semblable à la performance moyenne observée en Afrique subsaharienne au cours des 10 dernières années, soit une réduction d'un point de pourcentage du taux de pauvreté par année. Cependant, en raison de la croissance rapide de la population, le déclin du taux de pauvreté ne s'est pas traduit par une réduction du nombre total de personnes pauvres : au contraire, le nombre de Tchadiens vivant dans la pauvreté a augmenté de 15% entre 2003 et 2011.

Tableau 2: Tendances de la pauvreté 2003-11

	Indice numérique de pauvreté		Écart de pauvreté		Écart de pauvreté au carré	
	2003	2011	2003	2011	2003	2011
Urbain	24,4	14,1	7,4	3,8	3,2	1,5
Rural	58,4	50,6	23,2	21,6	11,7	12,1
Total	54,8	46,7	21,6	19,7	10,8	10,9

Source : Calculs de la Banque mondiale basés sur les enquêtes ECOSIT2 et ECOSIT3.

42. **Le taux de pauvreté a chuté légèrement plus rapidement en milieu urbain.** En tenant compte de l'impact de la reclassification de nombreuses zones rurales en zones urbaines entre les deux enquêtes, on observe que les taux de pauvreté ont chuté plus rapidement en milieu urbain (10 points de pourcentage) qu'en milieu rural (8 points de pourcentage). Néanmoins, une analyse

³⁴ Nations Unies, 2010. On estime que les violences sexuelles et sexistes représentaient plus de 50 % des violations des droits humains dans l'est du Tchad entre 2005 et 2009.

³⁵ Source : Banque mondiale, 2013a. L'enquête de 2003 a été menée auprès de 7008 ménages selon une méthodologie semblable à celle de 2011.

³⁶ L'observation des écarts du rendement des céréales par rapport à la tendance suggère que les campagnes agricoles de 2002-2003 et 2010-2011 ont bénéficié de conditions climatiques semblables.

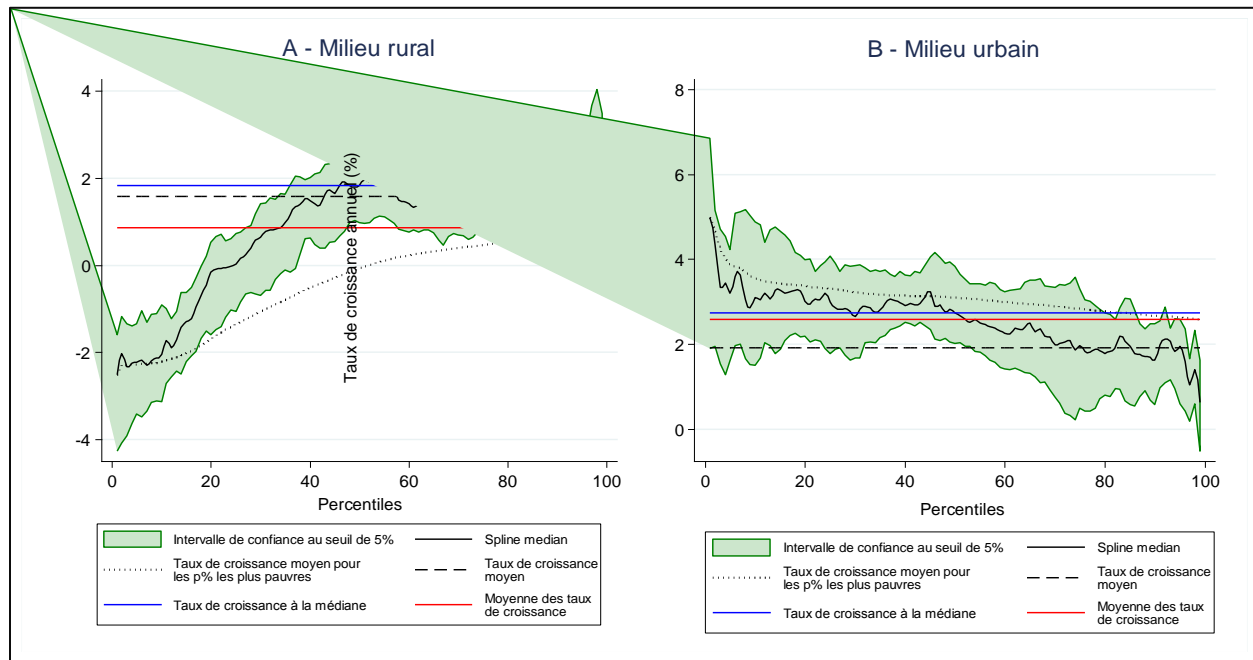
contrefactuelle suggère qu'entre 2003 et 2011, le phénomène d'urbanisation (principalement via la migration rurale-urbaine) n'a que marginalement contribué à la réduction globale de la pauvreté (un demi-point de pourcentage) observée au cours de cette période. Il serait utile de mener une analyse supplémentaire pour mieux comprendre le rôle de l'urbanisation et de la migration sur la réduction de la pauvreté au Tchad. Ces conclusions sont toutefois conformes à celles d'une microanalyse conduite au Ghana,³⁷ qui suggère que la migration rurale-urbaine pourrait ne jouer qu'un rôle modeste en matière de réduction de la pauvreté, mettant en exergue la faible capacité des grandes villes à changer le destin des migrants ne disposant pas d'un capital humain et social suffisant. Toutefois, au Tchad, il est possible que la forte demande en main-d'œuvre non qualifiée dans les secteurs de la construction, du commerce et des transports (principalement implantés dans les villes), stimulée par la rente pétrolière depuis 2003, ait créé des opportunités de revenus plus élevés pour les ménages pauvres ruraux migrant vers les villes.

43. Les inégalités se sont creusées entre 2003 et 2011 et un grand nombre des ménages ruraux les plus pauvres n'ont pas profité de la croissance économique. Le coefficient de Gini est passé de 0,39 en 2003 à 0,42 en 2011, si bien qu'il s'aligne aujourd'hui globalement sur la moyenne des pays en voie de développement à travers le monde. Cette tendance est presque uniquement due au creusement des inégalités en milieu rural, la consommation par personne ayant en fait chuté parmi les 35% des ménages ruraux les plus pauvres au cours de cette période. Parallèlement, la croissance urbaine n'a profité que modestement aux pauvres.

44. Le creusement des inégalités n'est peut-être qu'un phénomène temporaire, mais il souligne la vulnérabilité extrême des ménages les plus pauvres. L'analyse comparative des données des enquêtes de 2003 et 2011 ne permet pas d'identifier les facteurs ayant contribué au creusement des inégalités. Celui-ci pourrait être le résultat d'une diminution du capital des pauvres (par exemple, le nombre de têtes de bétail) au fil du temps ou des plus faibles rendements de ce capital ressources (par exemple, le prix du bétail). En se basant sur ces deux observations uniquement, il est également difficile de déterminer si la nature de ces évolutions est permanente ou, au contraire, temporaire. L'analyse suggère en tout cas que les pauvres sont particulièrement vulnérables aux chocs, comme le révèlent les deux faits suivants : (i) les différences profondes entre les régions concernant l'évolution des inégalités au sein de chaque région et (ii) l'insécurité alimentaire qui semble fluctuer fortement au fil du temps entre les différentes régions.

³⁷ Source : Banque mondiale, 2011c.

Figure 12 : Courbes d'incidence de la croissance rurale et urbaine, 2003-11



Source : Calculs de la Banque mondiale basés sur les enquêtes ECOSIT2 et ECOSIT3.

45. Les inégalités en matière d'accès aux services pourraient être un facteur d'accroissement des inégalités et de la pauvreté. Le débat sur l'existence de « pièges de la pauvreté » (c'est-à-dire de mécanismes autoalimentés par lesquels les pauvres restent pauvres) est sujet à controverse³⁸ et l'absence de données de panel nous empêche d'associer les faits sur l'incidence de la croissance à ces pièges. Il n'en demeure pas moins que l'accès aux services diffère fortement entre les ménages pauvres et non pauvres. Ceci est particulièrement vrai pour la santé, un secteur dans lequel les ménages riches ont un accès disproportionnellement plus élevé à des services de qualité que les ménages pauvres, comme l'illustre le fait que les ménages riches aient déclaré jouir d'une meilleure santé que les pauvres en 2011.³⁹ Il en va de même pour l'éducation, qu'il s'agisse de l'enseignement général ou de l'enseignement professionnel/technique, où les fonds publics sont alloués de manière disproportionnée en faveur des universités.⁴⁰ La situation pourrait être semblable pour les services de justice⁴¹ et de

³⁸ Voir Kray et McKenzie, 2014.

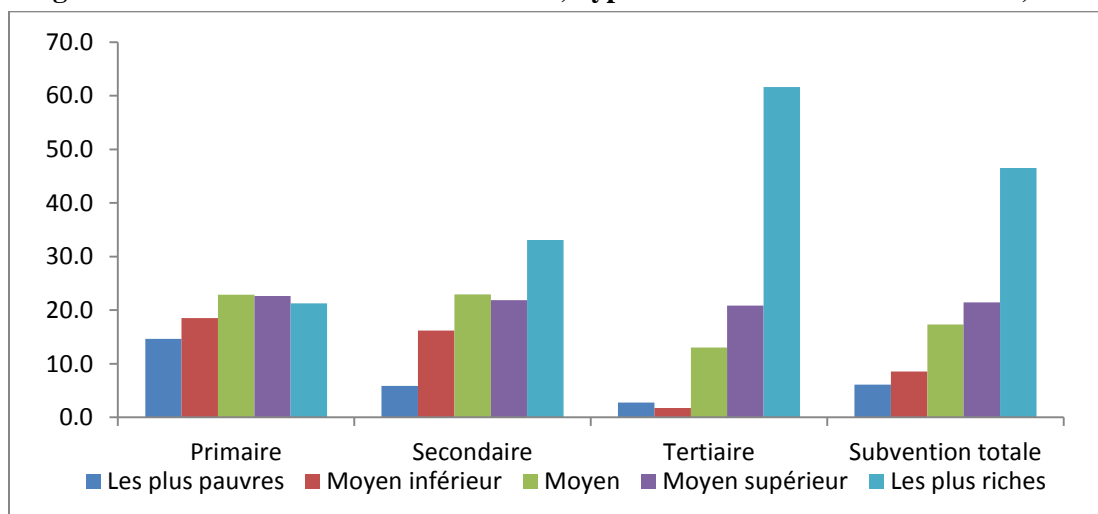
³⁹ Source : Banque mondiale 2013. L'analyse suggère que le quintile le plus riche consomme 46 % des ressources de santé publique tandis que le quintile le plus pauvre consomme seulement 6 % de ces mêmes ressources. La couverture des soins prénataux et de l'accouchement médicalisé est également fortement corrélée à la santé et au lieu de résidence : 20 % des femmes les plus pauvres accouchent dans un centre de santé contre 45,8 % des femmes du quintile le plus riche. On observe également des différences sensibles entre les quintiles de revenu relativement aux services de soins infantiles tels que les vaccinations et le traitement des infections respiratoires aiguës, avec des écarts d'environ 20 % entre les plus riches et les plus pauvres.

⁴⁰ Source : Banque mondiale, 2013b.

⁴¹ En 2014, l'évaluation des politiques et des institutions des pays de la Banque mondiale a étudié la qualité du système juridique et judiciaire du Tchad et lui a attribué la note de 2,0 (sur une échelle de 1 à 6, où 1 représente la note la plus basse), reflétant ainsi son manque d'indépendance vis-à-vis des pouvoirs exécutifs, ses niveaux élevés de corruption et ses faibles capacités.

sécurité,⁴² dont les faibles capacités pourraient être particulièrement préjudiciables pour les segments les plus vulnérables de la société.

Figure 13 : Financement des soins de santé, hypothèse du coût unitaire constant, 2011



Source : Banque mondiale, 2011b.

46. **L'évaluation de l'impact de l'inégalité de l'accès aux services sur la pauvreté doit également tenir compte de l'efficacité, de la qualité et de l'impact de ces services.** En dépit des progrès réalisés ces dernières années, la prestation des services reste inexistante ou de mauvaise qualité au Tchad, comme le révèlent les récentes évaluations des politiques et des institutions du pays concernant la santé (2,0), l'éducation (2,5) et la protection sociale (2,0). Par conséquent, la distribution inégale de ces services entre les pauvres et non pauvres pourrait ne pas avoir de conséquences directes importantes sur la pauvreté.

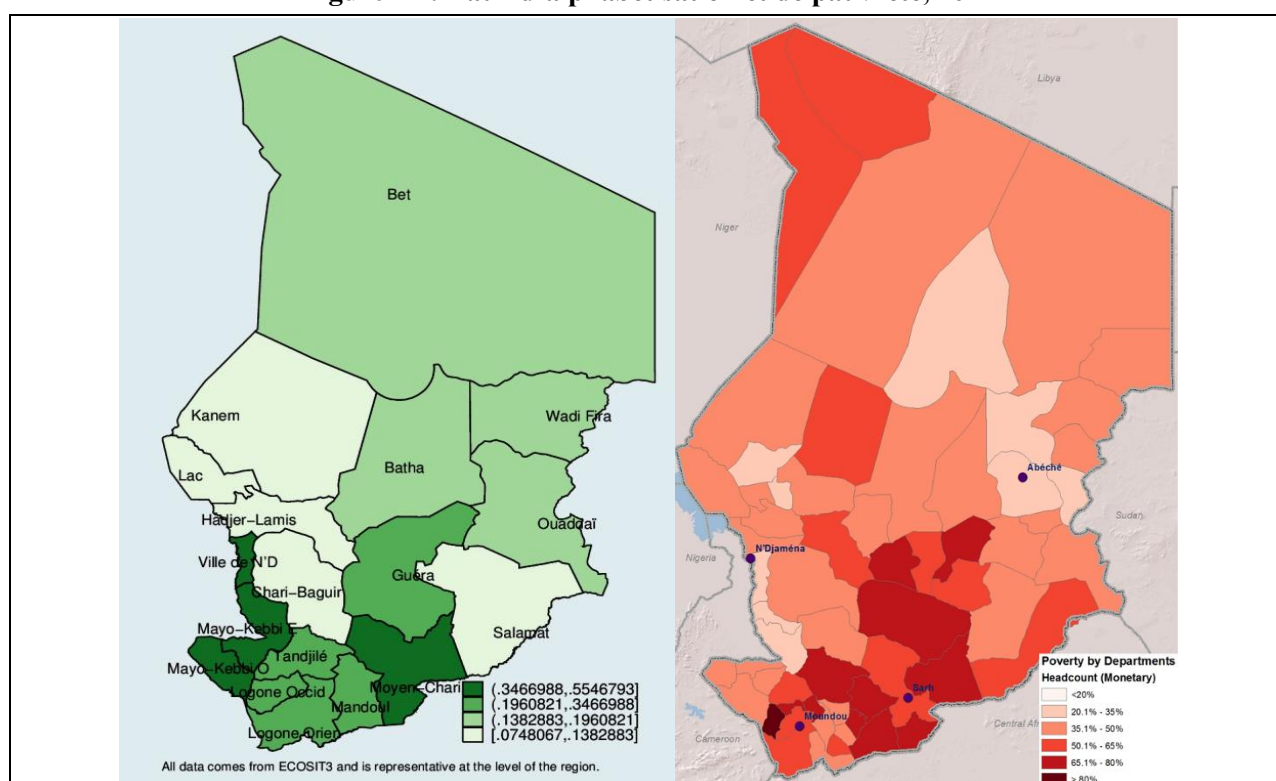
47. **Par exemple, l'éducation primaire semble avoir peu d'impact sur la pauvreté rurale, même si elle est relativement bien répartie entre les différents quintiles.** L'analyse économétrique des données de l'ECOSIT3 révèle en effet que le niveau d'instruction primaire du chef de ménage n'influence pas de manière prononcée la consommation des ménages ruraux. En d'autres mots, il n'est pas possible de différencier véritablement les pauvres et les non-pauvres en milieu rural en fonction de leur niveau d'instruction primaire ou d'alphabétisation (incidemment, la demande d'éducation ne connaît pas d'augmentation sensible en fonction du revenu).⁴³ Ce résultat pourrait s'expliquer, entre autres, par la très faible qualité de l'enseignement primaire, fréquemment mentionnée dans les consultations du DPS et mise en lumière par plusieurs indicateurs d'intrants et de résultats. Par exemple, les tests internationaux

⁴² Une évaluation semblable a attribué la note de 3,0 (sur la même échelle de 1 à 6) au crime et à la violence au Tchad en tant qu'entraves à l'activité économique. Bien que la professionnalisation de l'armée instaurée ces dernières années ait contribué à stabiliser le pays et lui ait donné la capacité de participer à des missions de maintien de la paix dans la région, le crime reste néanmoins omniprésent alors que les capacités des forces de police à assurer la sécurité à tout moment, et surtout en milieu rural, restent très limitées.

⁴³ Source : INSEED 2013a. En 2011, 65 % des chefs des ménages pauvres n'avaient reçu aucune instruction, contre 60 % des chefs des ménages non pauvres. Dans les zones rurales, le taux d'alphabétisation des ménages pauvres et non pauvres s'élevait respectivement à 22 % et à 21 % en 2011. Ces différences étaient plus marquées dans les zones urbaines, à 39 % contre 52 %.

suggèrent que les élèves tchadiens dans l'enseignement primaire sont moins performants que leurs homologues africains.⁴⁴ Une autre explication non exclusive concerne l'utilité économique limitée de l'éducation dans la plupart des zones rurales du Tchad, où l'agriculture (y compris l'élevage) repose principalement sur des techniques traditionnelles (transmises de génération en génération) et n'est pas intensive en capital ni en technologie. Il est possible de corroborer cette seconde explication en s'appuyant sur le fait qu'en milieu rural, l'alphabétisation ne semble pas non plus se traduire par d'importants rendements économiques. La décomposition de l'analyse entre les pauvres et non-pauvres renforce encore ce point : les rendements supplémentaires apportés par une année d'éducation supplémentaire sont beaucoup plus faibles pour les déciles des plus pauvres que pour les déciles les plus riches, ce qui met en lumière l'influence probable de facteurs complémentaires (tels que l'environnement économique et la mauvaise qualité de l'éducation) pour expliquer le taux de rendement de l'instruction primaire.

Figure 14 : Taux d'alphabétisation et de pauvreté, 2011



Source : Conception par la Banque mondiale basée sur les données de l'ECOSIT3 et du recensement de 2009/10.

48. **Toutefois, l'une des conséquences indirectes positives de l'instruction primaire provient de son impact sur la fertilité.** L'analyse économétrique des données de l'ECOSIT3 suggère en effet qu'une année d'instruction supplémentaire pour les filles se traduit par une réduction d'environ 0,3 naissance. Comme nous le verrons de manière plus détaillée dans les prochains paragraphes, il est en effet possible d'expliquer en grande partie les différences en matière de pauvreté liées au genre par l'impact de la fertilité sur la participation des femmes aux activités économiques. Néanmoins, si le taux d'inscription des filles à l'école primaire et secondaire a augmenté ces dernières années, il n'en demeure pas moins toujours inférieur à celui

⁴⁴ Source : Banque mondiale, 2013b.

des garçons ; à 70% en 2012, l'index de parité filles-garçons au Tchad restait largement derrière ceux des pays à revenu faible (94%) et des pays en développement d'Afrique Sub-Saharienne (90%).⁴⁵

49. **Bien que l'impact économique de l'instruction primaire soit limité, les données indiquent que certains segments de la main-d'œuvre rurale sont en mesure de tirer avantage de l'acquisition de compétences post-élémentaires.** Les ménages ruraux comprenant des travailleurs avec un certain niveau d'instruction secondaire ou professionnelle occupant un emploi salarié présentent généralement un niveau de consommation plus élevé. Cette conclusion suggère que certains types d'instruction spécialisée pourraient s'accompagner de rendements importants, même dans une économie rurale largement traditionnelle. Ainsi, en accordant une plus grande importance à ces compétences (possiblement par une combinaison de compétences cognitives post-élémentaires, non cognitives et techniques), il pourrait être possible d'accroître la productivité et les revenus des ménages ruraux pauvres. Parmi les exemples de compétences techniques qui pourraient se traduire par des gains de productivité, on peut citer la santé animale, la gestion des terres et des cultures, et l'utilisation de techniques d'agriculture plus intensive (y compris l'irrigation à petite échelle).

50. **Les preuves de l'impact à court terme de la santé sur la pauvreté semblent plus solides.** L'analyse économétrique des données de l'ECOSIT3 suggère en effet que le nombre de consultations dans un centre de santé est positivement corrélé à la participation au marché du travail et aux dépenses totales des ménages, mais également, comme nous l'avons déjà vu, que la distance des services de santé est également fortement corrélée à la pauvreté. Une analyse plus détaillée révèle que la distance n'influence pas seulement la pauvreté via la fréquence des consultations mais aussi via le nombre de jours d'absentéisme au travail associés à une plus longue durée des trajets : ainsi, en milieu rural, la probabilité d'une personne travaillant la semaine précédente est négativement corrélée à la distance qui la sépare de la clinique la plus proche. Les données sont moins probantes pour le taux de maladie, ce qui est en grande partie dû au fait que les indicateurs s'appuient sur les déclarations des personnes elles-mêmes, mais sur le plan économétrique, on estime qu'une maladie incapacitante telle que la diarrhée est négativement corrélée au rendement de l'éducation. De plus, de nombreuses données indiquent que les maladies sont très coûteuses pour les pauvres et touchent particulièrement les familles d'exploitants. Par exemple, la transmission du paludisme coïncide généralement avec les saisons de plantation et de récolte, ce qui rend l'impact de cette maladie particulièrement nuisible ; les estimations des journées perdues en raison du paludisme varient à travers l'Afrique et en fonction des études mais elles sont généralement élevées, puisqu'elles représentent entre un mois et deux mois sur l'année. Ces estimations sont particulièrement pertinentes pour le Tchad car le paludisme y est la maladie la plus répandue (et la source de 45% de l'utilisation des services de soins primaires), suivie par les infections respiratoires aiguës et la diarrhée.

51. **En dehors de la fertilité, les différences de genre influençant l'état de pauvreté à court terme sont liées à l'accès différencié aux facteurs économiques de production tels que la terre et de la main-d'œuvre.** L'analyse économétrique conduite sur les données de l'ECOSIT3 suggère en effet qu'une naissance supplémentaire réduit de 8% la possibilité d'activité économique, une fois pris en compte les autres facteurs tels que l'âge et l'éducation.

⁴⁵ Source: Indicateurs du développement dans le monde.

Cette conséquence, d'une très grande ampleur étant donné le nombre moyen très élevé de naissances par femme au Tchad, peut s'expliquer par son impact négatif sur la santé maternelle mais aussi par la réduction du temps libre qui peut être consacré aux activités économiques en dehors des responsabilités liées à l'éducation des enfants. Toutefois, les femmes participant aux activités économiques rencontrent également d'autres obstacles. Le tableau 3 ci-dessous illustre le recours aux techniques agricoles en fonction du sexe en 2011, en se basant sur les données de l'ECOSIT3. Toutes les différences entre hommes et femmes sont statistiquement significatives. Les femmes cultivent moins de terres, bénéficient d'un moindre accès aux intrants chimiques, au travail salarié et à l'assistance communautaire, et sont confinées aux cultures de subsistance et à l'agriculture traditionnelle.⁴⁶ Bien que l'ECOSIT3 n'ait pas recueilli de données sur le rendement par hectare, une récente étude semblable menée au Niger, ayant recueilli ce type de données, fait état de schémas semblables et suggère que les différences de genre concernant l'accès aux facteurs de production se traduisent par un plus faible rendement par hectare sur les parcelles gérées par les femmes, en dépit du déclin des rendements d'échelle dans l'agriculture extensive. Cette même étude suggère que l'écart entre hommes et femmes s'accroît en même temps que la croissance globale de la productivité. En d'autres termes, lorsque des techniques et des intrants améliorant la productivité sont disponibles, ils sont accaparés par les hommes.

Tableau 3 : Accès des femmes aux facteurs de production agricoles, 2011

	Chef de ménage femme	Chef de ménage homme
Culture de rente (coton) [oui=1]	0,01	0,064
Agriculture traditionnelle [oui=1]	0,862	0,77
Intrants chimiques [oui=1]	0,07	0,142
Main-d'œuvre [nb de travailleurs]	17,2	25,5
Travail salarié [part]	0,481	0,53
Surface [registres]	1,152	1,518
Appui communautaire [oui=1]	0,376	0,449
Observations totales	1209	4189

Source : Calculs de la Banque mondiale basés sur l'ECOSIT3.

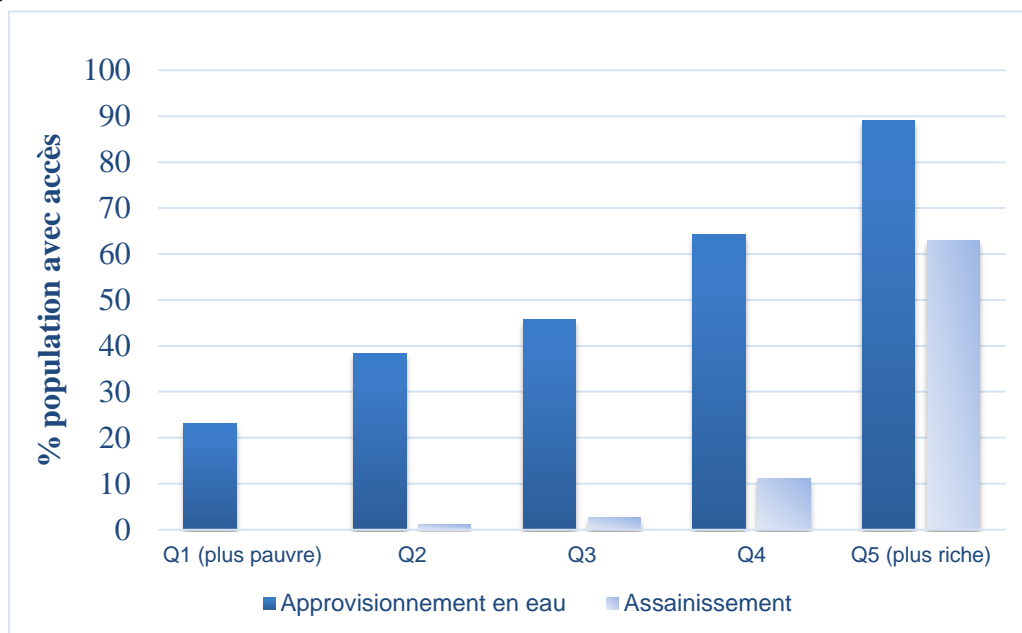
52. L'électricité et l'assainissement sont répartis de manière inégale entre les ménages.

Les données sur l'accès à l'électricité sont très rares mais, selon les estimations et au vu des capacités de production, de transmission et de distribution, pas plus de 5% de la population est connectée au réseau et ce, uniquement en milieu urbain. Il n'existe aucun réseau intégré à l'échelle nationale. En dehors de N'Djamena, la capitale, quelques autres villes possèdent leur propre réseau de petite taille. Bien qu'il s'améliore dans les villes, l'accès à l'eau potable et aux installations sanitaires reste extrêmement faible parmi les ménages pauvres. En 2012, 55% de la population rurale n'avaient aucun accès à l'eau potable (par un raccordement privé ou un point d'eau public) et 93% n'avaient aucun accès à l'assainissement. L'impact direct de cette situation

⁴⁶ L'accès plus limité des femmes aux terres est dû aux attitudes traditionnelles et aux discriminations contre les femmes inscrites dans les lois coutumières ou religieuses, les femmes ayant principalement accès aux terres par l'entremise de proches de sexe masculin et de leur famille (ce qui signifie que les veuves sont particulièrement vulnérables).

sur la pauvreté est difficile à estimer, mais les données internationales suggèrent un fort impact indirect par le biais de maladies hydriques telles que le paludisme et la diarrhée ainsi que par le biais de l'accès des enfants à l'école et de leur persévérance scolaire, en particulier des filles en l'absence de toilettes. On estime que les coûts macroéconomiques de la faible qualité de l'assainissement et de l'eau représentaient 0,3% du PIB en 2012, principalement via leur impact sur la mortalité prématurée.⁴⁷

Figure 15 : Pauvreté et accès à des sources d'eau et des installations sanitaires améliorées.



Source : Calculs de la Banque mondiale basés sur les enquêtes MICS (2010).

⁴⁷ Source : Estimations de la Banque mondiale. Ces calculs saisissent la part annuelle de perte de revenus futurs tout au long de la vie.

3. CARACTERISTIQUES DE LA CROISSANCE

Ce chapitre examine les tendances récentes de la croissance économique du Tchad. Les messages principaux sont les suivants : la récente croissance économique, poussée par la consommation et l'investissement publics (alimentés par la rente pétrolière), n'a pas entraîné d'amélioration significative de la productivité, notamment dans l'agriculture. Le manque d'investissements publics efficaces et le difficile environnement des affaires ont un effet dissuasif sur l'investissement privé. Pour l'agriculture, ces problèmes sont aggravés par les grandes variations climatiques et par les risques d'investissement qui leur sont associés.

Évolutions macroéconomiques

53. **L'histoire économique récente du Tchad est en grande partie définie par le début de la production pétrolière en 2003.** La production a augmenté rapidement et a atteint son maximum en 2004 avec 200 000 barils par jour, puis est progressivement retombée à 100 000 barils par jour en 2013 avant de remonter en 2014 avec l'exploitation de nouveaux puits de pétrole.⁴⁸ En 2004, la croissance du Tchad a été stimulée par un important effet de seuil, avec un PIB réel en hausse de 55% par rapport à 2002, dernière année avant le début de la production de pétrole. Tenant compte de cette rupture structurelle, le taux de croissance du PIB non pétrolier a été relativement similaire pendant la période pétrolière (2005-2013), avec 7,6%, à celui des neuf années pré-pétrolières (1994-2002), où il était en moyenne de 8,1%.⁴⁹

54. **Durant l'ère pétrolière, la croissance a été tirée par la demande publique.** Entre 2007 et 2013, les recettes fiscales provenant de l'exploitation pétrolière ont atteint 1,5 milliard de dollars EU en moyenne chaque année (après amortissement des investissements pour l'exploration et l'exploitation), multipliant environ par trois les recettes publiques. À leur tour, les revenus pétroliers ont financé l'absorption publique (consommation et investissement), qui a crû beaucoup plus vite que l'absorption privée. En termes nominaux, la consommation publique et les investissements publics ont crû respectivement de 11 et 14% par an entre 2005 et 2013 ; la consommation privée et les investissements privés (hors industries pétrolières) ont tous deux crû de 5% par an pendant la même période. Les secteurs non marchands de la construction (hors activités pétrolières), des services publics et de l'administration ont bénéficié de cette demande publique (avec des taux de croissance du PIB réel de 47, 14 et 10% par an entre 2005 et 2013). Le commerce, alimenté par la croissance des importations, et les transports, alimentés par les importations et une meilleure infrastructure routière, ont également crû de façon significative, de 8 et 6% respectivement.⁵⁰ L'artisanat a crû de 8%, reflétant probablement le développement du secteur urbain informel. En revanche, le secteur des cultures vivrières a crû de moins de 5%, le

⁴⁸ En supposant qu'aucune nouvelle découverte ne soit faite, la production devrait atteindre à nouveau son maximum en 2018-2019, puis diminuer progressivement.

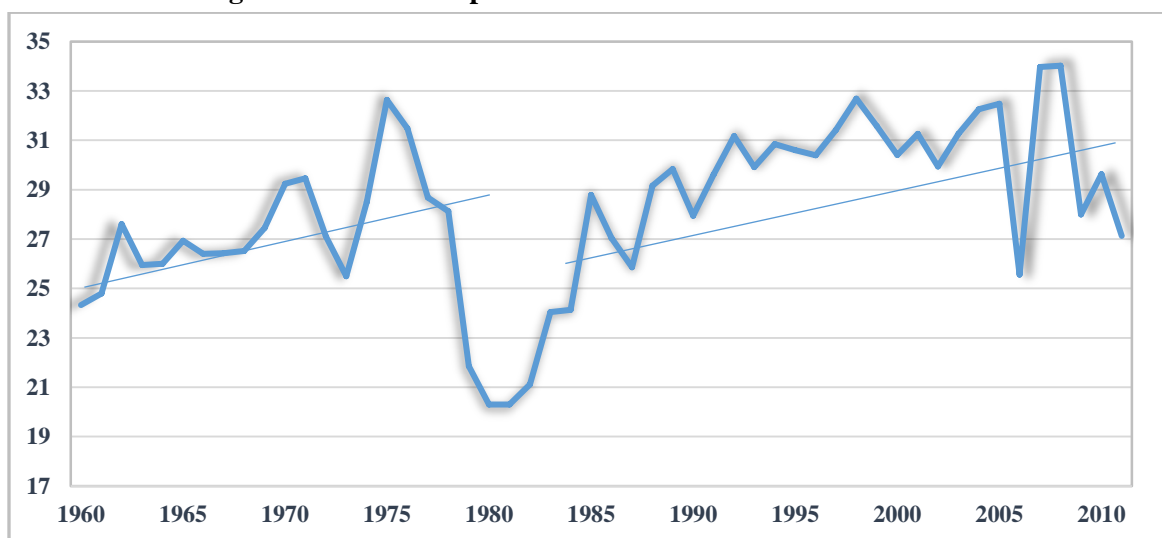
⁴⁹ Il existe une grande incertitude quant aux déflateurs utilisés pour les comptes nationaux. Les taux d'inflation des prix à la consommation provenant de la comparaison d'ECOSIT2 et d'ECOSIT3 suggèrent une inflation beaucoup plus élevée que celle enregistrée par l'indice des prix à la consommation utilisé pour les comptes nationaux, lequel ne reposant que sur des données couvrant N'Djamena. Les déflateurs estimés en PPA (source : Feenstra et coll., 2013) suggèrent que les taux de croissance du PIB ont été beaucoup plus bas pendant la période pré-pétrolière et pétrolière (3,9 % entre 1994 et 2002 ; 3,7 % entre 2005 et 2013).

⁵⁰ L'industrie manufacturière a elle aussi crû rapidement au cours de la période 2005-2013 (12 % par an en termes réels), mais à partir d'une base très faible. En 2013, le secteur manufacturier représentait 1,5 % du PIB non pétrolier.

bétail de moins de 2%, et le taux de croissance de l'agriculture industrielle (coton) a été négatif. En outre, le taux de croissance du secteur des cultures vivrières a affiché le plus important degré de volatilité, avec un écart-type du taux de croissance annuel quatre fois supérieur à sa moyenne. Les secteurs de la construction et des transports ont également enregistré une forte volatilité de leur croissance, probablement en raison du rythme irrégulier du programme d'investissement public et de la situation sécuritaire instable.

55. Malgré une augmentation importante et durable de l'investissement public, la productivité totale des facteurs (PTF) n'a que très peu augmenté pendant la période pétrolière. Les calculs de PTF des services de la Banque mondiale suggèrent que les investissements engagés pendant la période pétrolière n'ont pas généré de gains significatifs de productivité. Bien que plus volatile, la PTF a continué à croître lentement après 2003 à un taux estimé de 0,4% par an.⁵¹ Tenant compte de la rupture structurelle des années 1978 à 1982 (correspondant à la période de conflit avec la Libye), la croissance de la PTF pour la période 2003-2011 n'a pas évolué de manière significative par rapport aux périodes 1960-1978 ou 1983-2003. Cette observation corrobore le manque d'efficacité et d'efficience de la plupart des très grands investissements publics de la dernière décennie, tel que le souligne la Revue des dépenses publiques de la Banque mondiale.⁵² Elle correspond aussi au fait mentionné plus haut que l'investissement public n'a pas attiré d'investissement privé d'amplitude similaire - sauf peut-être pour l'industrie du transport qui a bénéficié d'une meilleure infrastructure routière. Elle correspond enfin à l'accumulation très lente du capital humain (et son mauvais rendement économique, comme nous le verrons au chapitre 2) et à la stagnation des rendements céréaliers, voir ci-dessous.

Figure 16 : Indice de productivité totale des facteurs du Tchad



Source : Calculs de la Banque mondiale basés sur Feenstra et coll. 2013.

56. La dégradation de l'environnement a contribué de manière significative à la faible croissance de la productivité. L'estimation des coûts de la dégradation de l'environnement entreprise par la Banque, bien que difficile en raison de la faible disponibilité des données,

⁵¹ Les calculs de PTF ne tiennent pas en compte de la rente pétrolière.

⁵² Source : Banque mondiale 2011b.

permet néanmoins d'identifier les principaux points de pression de l'environnement dans une perspective économique. Ceux-ci comprennent la qualité de l'air (à l'intérieur, en raison de l'utilisation généralisée du charbon de bois, et ambiant, en raison des émissions dans les zones urbaines), l'eau (à travers son impact sur la santé humaine, sans compter son impact sur la pêche), et la dégradation des terres (surpâturage, déforestation pour la culture et le bois, et épuisement des sols et érosion dus à une mauvaise gestion des sols agricoles). Les coûts annualisés d'une telle dégradation de l'environnement, qu'on peut également comprendre comme une perte de revenus en l'absence de traitement de ses causes, pourraient se situer entre 3 et 4% du PIB total, affectant surtout le secteur primaire non pétrolier (dont l'élevage et la sylviculture). Au prorata du PIB du secteur primaire non pétrolier, la dégradation des terres pourrait dépasser 9%.

Tableau 4: Coûts annuels de la dégradation de l'environnement, 2012 (% du PIB)

	Mortalité	Autres	Total
Air	0,4%	0,2%	0,6%
Air intérieur	0,3%	0,1%	0,4%
Air ambiant	0,1%	0,0%	0,2%
Eau	0,2%	0,1%	0,3%
Hygiène	0,1%	0,0%	0,2%
Eau potable	0,1%	0,0%	0,1%
Qualité de l'eau	0,0%	0,1%	0,1%
Terre	0,0%	2,6%	2,6%
Terre cultivable	0,0%	0,5%	0,5%
Déforestation	0,0%	0,7%	0,7%
Pâturage	0,0%	1,4%	1,4%
Total	0,6%	2,8%	3,5%

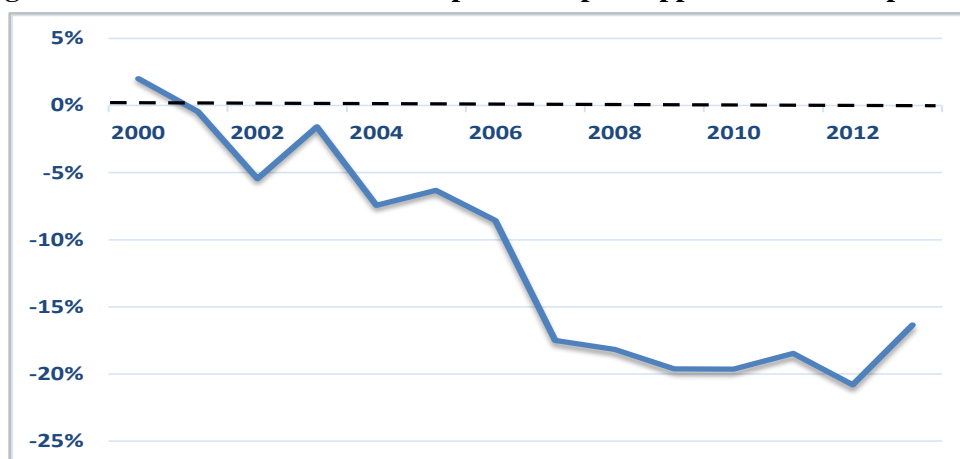
Source : Calculs de la Banque mondiale

57. La lente croissance de la productivité a fortement affaibli la compétitivité extérieure. Le Tchad appartient à la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), dont la monnaie unique, le franc CFA, est indexée sur l'euro. La lenteur des gains de productivité, combinée à une forte absorption, s'est traduite par un élargissement significatif du déficit du compte courant non pétrolier (financé par les recettes d'exportation pétrolière). Utilisant diverses techniques, les estimations du FMI suggèrent une surévaluation du taux de change réel de l'ordre de 15-22%.⁵³ En 2012, le Tchad a été classé 148^e sur 148 pays en termes de compétitivité mondiale.⁵⁴ Tous les sous-indicateurs autres que la gestion macroéconomique de l'indice de compétitivité mondiale figurent au plus bas de l'échelle. Parmi eux figurent notamment les institutions et les infrastructures, l'efficacité des marchés (en particulier des biens et de la finance) et l'innovation.

⁵³ Source : Fonds monétaire international, 2014a.

⁵⁴ Source : Forum économique mondial, 2013.

Figure 17 : Balance commerciale non pétrolière par rapport au PIB non pétrolier



Source : Calculs de la Banque mondiale basés sur le FMI, 2014a.

58. **Malgré un environnement fragile et volatile, la stabilité macroéconomique a été largement préservée.** La forte volatilité et la dépendance à l'égard des recettes pétrolières, la compétitivité faible et en baisse, la gestion budgétaire faible et l'environnement fragile (notamment les conflits ouverts) auxquels le Tchad est exposé sont tous des facteurs potentiels d'importante perturbation macro-économique, qui pourrait prendre la forme de changements brusques des prix relatifs (inflation, taux de change), de défaillance d'un emprunteur souverain, ou de crises du secteur financier. Mais le Tchad a réussi au cours des quinze dernières années à maîtriser en grande partie une telle volatilité dans le budget, avec peu d'effets de contagion sur les comptes extérieurs et financiers. Si des arriérés intérieurs ont été engagés (affectant peut-être les décisions d'investissement des entrepreneurs dépendant des marchés publics), le déficit budgétaire global est resté dans des limites raisonnables (en moyenne 3,0% du PIB entre 2000 et 2013), et les réserves de change de la CEMAC ont largement dépassé les besoins d'importation du Tchad.⁵⁵ Le taux d'inflation des prix à la consommation est resté faible, (avec une moyenne de 2,6% entre 2000 et 2013) ses variations étant essentiellement dictées par les variations du prix des denrées alimentaires, et les banques sont globalement restées très liquides, avec des ratios de fonds propres solides.⁵⁶

Contributions sectorielles et environnement des affaires

59. **La productivité agricole reste faible et stagnante.** Les estimations de PTF montrent que la productivité agricole au Tchad a stagné entre 2005 et 2011 alors qu'elle a crû en moyenne de 1,4% dans le reste de l'Afrique subsaharienne.⁵⁷ Les rendements céréaliers⁵⁸ tchadiens ont

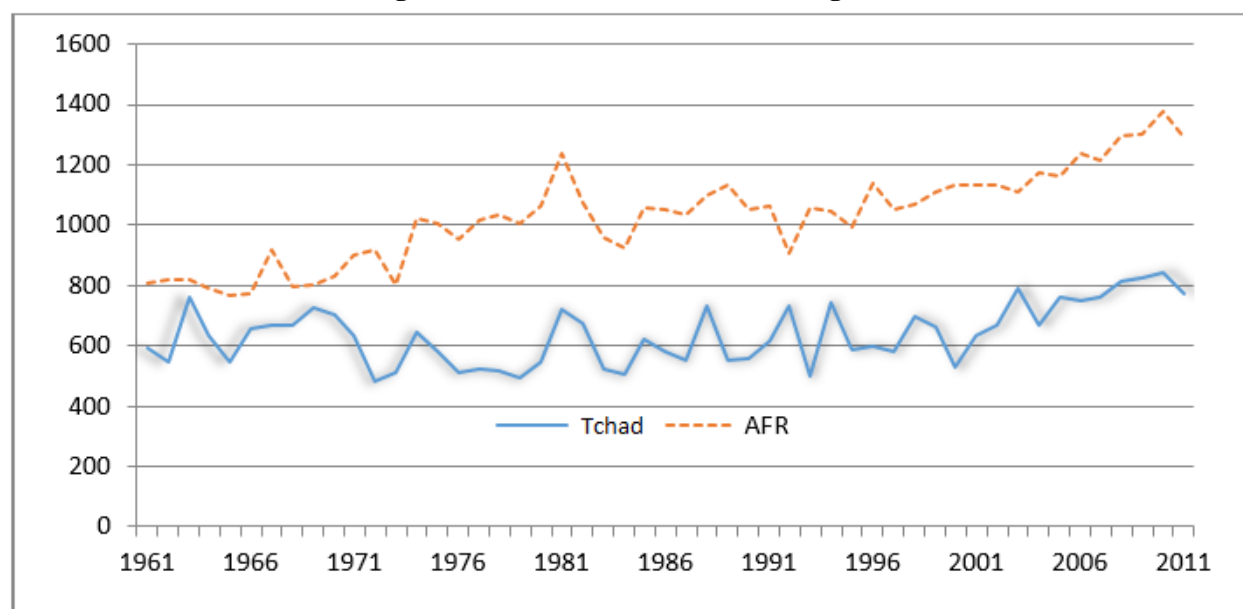
⁵⁵ Les réserves de change imputées du Tchad à la Banque des États d'Afrique centrale (BEAC) étaient en moyenne de 1,7 mois d'importations depuis 2000, et se situaient entre 1 et 3 mois. Mais les réserves mises en commun par les membres de la CEMAC, desquelles le Tchad peut retirer des devises étrangères, ont toujours été beaucoup plus importantes. En 2013, les réserves de la BEAC étaient 17 fois plus importantes que les réserves imputées du Tchad. Source : Fonds monétaire international, 2014b.

⁵⁶ En 2013, le ratio de fonds propres pondéré en fonction des risques pour les banques était de 18 %, les créances douteuses ne dépassaient pas 9 % du total des prêts, et le rapport entre actifs liquides et actifs totaux était de 33 %. Ces chiffres reflètent la prudence des banques face aux problèmes de solvabilité des créanciers et au nombre limité de projets bancables.

⁵⁷ Source : Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, 2013.

longtemps été en dessous de la moyenne de l'Afrique subsaharienne et ne sont pas en passe de s'en rapprocher. En 2013, les prix des céréales au Tchad étaient toujours au-dessus de la moyenne observée avant la crise alimentaire de 2008.⁵⁹ Ayant un accès limité aux capitaux et aux technologies modernes, les paysans tchadiens augmentent souvent leur production grâce à une culture extensive - plutôt qu'intensive. Au lieu d'investir dans l'amélioration des intrants, du matériel et des techniques de culture, les agriculteurs augmentent tout simplement la quantité de terres cultivées. Cependant, l'agriculture extensive est de plus en plus difficile car les terres fertiles sont de plus en plus rares,⁶⁰ et le peu d'aide publique prévue pour le secteur agricole n'a pas généré d'amélioration substantielle de la productivité par hectare. Un examen récent des dépenses publiques pour le secteur de l'agriculture montre que, tandis que les dépenses publiques ont augmenté par rapport à la production agricole depuis 2003, le soutien au secteur (dont les cultures et le bétail) équivaut à seulement 4,1% de la production sectorielle et à 1,1% du PIB.⁶¹ Lorsque l'on inclut les dépenses pour le développement rural et les programmes de sécurité alimentaire, le montant total représente 1,9% du PIB, soit 10,3% des dépenses publiques totales.

Figure 18 : Rendements céréaliers (kg/ha)



Source : Indicateurs du développement dans le monde.

60. Les conditions météorologiques imprévisibles, les risques climatiques à long terme et la petite taille de la plupart des fermes tchadiennes contribuent tous à décourager l'investissement privé. Les rendements céréaliers dans les zones d'agriculture pluviale sont très volatils, notamment dans les régions avec une pluviométrie basse. La quantité de terres cultivées varie aussi fortement d'une année sur l'autre, reflétant l'incertitude à laquelle font face les agriculteurs au début de la saison des pluies. Entre 1981 et 2011, les rendements céréaliers ont dévié en moyenne de 9% par an par rapport à leur tendance à long terme, et jusqu'à 21%

⁵⁸ Le maïs, le sorgho et le millet sont les céréales primaires au Tchad.

⁵⁹ Source : Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, 2014.

⁶⁰ Source : Indicateurs du développement dans le monde, Banque mondiale, 2015. La superficie totale cultivée du Tchad a augmenté à un taux annuel moyen de 3,9 % depuis 1983.

⁶¹ Source : Banque mondiale 2014a.

certaines années. La quantité de terres cultivées pour les céréales a également dévié de 9% en moyenne, et jusqu'à 29% certaines années. Dans l'impossibilité de se prémunir contre les risques ou de les atténuer par l'irrigation et le drainage, les agriculteurs sont peu enclins à investir dans des intrants coûteux tels que des engrais et des variétés de semences améliorées, qui pourraient être détruits en une seule mauvaise saison.⁶² Du côté de l'offre, l'accès financier, la commercialisation des intrants et les régimes d'assurance sont limités par la petite taille de la plupart des exploitations agricoles, les producteurs agricoles au Tchad cultivant en moyenne moins de 5 hectares. Les organismes de financement, les fournisseurs d'intrants et les assureurs font tous face à des coûts de transaction fixes élevés, et servir un grand nombre de petits exploitants s'avère prohibitif.

61. Les associations d'agriculteurs pourraient mutualiser les risques et faciliter l'accès aux marchés, mais il est difficile de savoir si les organisations de producteurs opérant actuellement au Tchad sont capables d'exécuter efficacement ces fonctions. Les organisations de producteurs ont connu une croissance rapide au cours des dernières années. Certaines ont émergé spontanément sous forme de coopératives de village, tandis que d'autres ont été créées par des fournisseurs de services professionnels pour le compte du gouvernement ou du secteur privé.⁶³ Cependant, la prolifération d'associations d'agriculteurs ne semble pas avoir eu d'impact positif sur la production globale et donc la prospérité des ménages, comme nous l'avons vu au chapitre 2. Le sous-secteur le mieux organisé est celui du coton, la plus grande culture de rente du Tchad. Les organisations paysannes cotonnières sont responsables à la fois de la distribution des intrants aux producteurs et de la commercialisation de la production ; elles servent de cadre de dialogue pour les questions sectorielles et préconisent des politiques au niveau national. Pourtant, malgré les efforts des groupes de producteurs, la production de coton a chuté de 75% au cours de la dernière décennie, les améliorations dans la gouvernance du secteur et l'efficacité productive étant insuffisantes pour compenser une baisse des prix au niveau mondial.

62. La production de bétail est un sous-secteur vaste et diversifié, avec un potentiel de contribution au développement économique du Tchad encore largement inexploité. Peu de données sont disponibles concernant la contribution du secteur de l'élevage à l'économie. En se basant sur les données du recensement du bétail fait en 1978, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) estime que le cheptel national pourrait compter 1,5 millions de chameaux, 8 millions de bovins, 7 millions de chèvres et 3 millions de moutons. Mais, comme il l'a déjà été mentionné, malgré sa taille, sa contribution au taux de croissance du PIB a été modeste lors de la décennie passée (10-12% du PIB ces dernières années). En effet, pour la majorité des ménages, qui possède moins de 5 bêtes (1,6 unité de bétail tropical en moyenne), le bétail n'est pas gardé pour la vente de viande, de cuir ou de lait, mais pour servir d'assurance personnelle, fournir du fumier et procurer un moyen de traction. En revanche, une part plus faible des ménages, peut-être 30% des éleveurs, tire un revenu de la vente de bétail sur les marchés nationaux et régionaux. Le pastoralisme, un mode d'élevage extensif sur des

⁶² L'analyse des données de l'ECOSIT3 par les services de la Banque mondiale suggère que si la majorité des agriculteurs ayant accès à l'irrigation continue d'employer des techniques traditionnelles, leur propension à utiliser des engrais étant néanmoins 50 pour cent supérieure à celle des agriculteurs n'ayant pas accès à l'irrigation.

⁶³ Une enquête de 2008 du gouvernement a identifié plus de 37 000 organisations de producteurs dans la seule région soudanaise, dont 21 000 groupes d'agriculteurs, 1600 groupes de sécurité sanitaire, 7900 groupes de gestion des intrants, 6600 groupements villageois, 400 coopératives et 75 syndicats.

pâturages naturels impliquant une transhumance, est le principal système de production avec 80% du cheptel national, et est considéré comme le mieux adapté aux conditions écologiques du Tchad. Dans le même temps, sa croissance économique est limitée par la réduction progressive des parcours de pâturage, la limitation de l'accès à l'eau, et un fort degré d'informalité. Dans le secteur de l'élevage, on estime qu'au moins la moitié des exportations sont informelles,⁶⁴ en réaction à des procédures d'exportation, des normes sanitaires et des taxes importantes perçues comme lourdes et complexes, notamment à la frontière.⁶⁵ En comparaison, le service public offert au sous-secteur reste faible, notamment les services sanitaires, la sécurité et les points d'eau.⁶⁶ L'informalité limite certainement l'accès aux services formels de financement et d'assurance et la possibilité de satisfaire une demande intérieure et régionale en croissance rapide pour les produits de l'élevage.

63. Le secteur secondaire du Tchad est limité par la faiblesse des infrastructures d'approvisionnement en électricité et en eau du pays. Ces dix dernières années, la croissance dans le secteur secondaire a été favorisée par les activités de construction, notamment la construction liée au pétrole et les travaux publics, ainsi que l'industrie légère et l'artisanat, qui se concentrent surtout dans l'économie informelle urbaine. Une raffinerie de pétrole a été construite en 2013 et raffine environ 20 000 barils par jour pour le marché local. Toutefois, les services publics restent sérieusement sous-développés, et l'investissement dans les services d'électricité et d'eau représentait en 2012 moins de 0,1% du PIB. La puissance installée d'énergie est en dessous de 130 mégawatts et le secteur souffre de graves problèmes de gouvernance. Le développement de l'électricité est également entravé par l'absence de possibilités de réduction des coûts de production (par exemple, par une connexion à des réseaux régionaux) et par la faible densité de population, qui limite le potentiel d'économies d'échelle, une structure tarifaire ne permettant pas le recouvrement intégral des coûts, et des systèmes inefficaces de recouvrement des recettes. Le secteur urbain de l'eau souffre des mêmes problèmes de gouvernance et de capacité, et des investissements importants seront nécessaires pour accroître l'accès à l'eau potable et à l'assainissement. En 2012, 72% de la population urbaine avait accès à sources améliorées d'eau potable, principalement des points d'eau publics, alors que 49% avaient accès à des infrastructures d'assainissement, en incluant les installations partagées.

64. Le secteur des services est dominé par l'informalité. On estime que 550 000 travailleurs sont employés dans le secteur informel des services, principalement le commerce, le logement et le transport, alors que seuls 200 000 travaillent dans le secteur formel des services, généralement dans l'administration publique, la santé, l'éducation et les services privés tels que les banques. En raison de l'impact du secteur pétrolier sur l'économie urbaine, les secteurs formel et informel des services ont tous deux augmenté rapidement au cours des dix dernières années, mais le manque d'intégration entre les deux secteurs semble les avoir affectés négativement. Le secteur formel des services fait face à une concurrence inégale d'entreprises informelles, qui ne paient pas d'impôts ou ne respectent pas les exigences réglementaires. Dans le même temps, les

⁶⁴ Source : Koussou, 2013.

⁶⁵ L'écart entre les prix payés aux éleveurs à la frontière et les prix de vente sur le marché final d'exportation est considéré comme important, le prix de vente final étant deux fois plus élevé que le prix reçu à la frontière (Banque mondiale 2014b), en résultat des importantes taxes aux frontières et du manque de concurrence entre exportateurs formels.

⁶⁶ Tout en étant globalement de taille économique comparable, les dépenses publiques allouées au secteur de l'élevage sont en moyenne 6 fois inférieures à celles allouées aux productions agricoles (Banque mondiale 2014a).

entreprises informelles ont rarement accès aux services formels importants, notamment le financement, et sont incapables de travailler directement avec le secteur public.

65. **Ce degré élevé d'informalité est le résultat du climat des affaires très difficile au Tchad.** En 2014, l'enquête « Doing Business » a classé le Tchad 185^e sur 189 pays. Parmi les domaines d'activités posant particulièrement problème figuraient la création d'entreprise (185^e), le paiement des impôts (186^{em}) et le commerce transfrontalier (182^e) – voir l'annexe 2, Gouvernance et environnement de l'entreprise. Les organisations du secteur privé citent les coûts administratifs élevés, les charges réglementaires importantes et les carences du système judiciaire commercial comme étant des contraintes majeures en matière d'activité économique.⁶⁷ L'insuffisance des infrastructures et les faibles niveaux de capital humain présentent d'autres obstacles au développement de l'économie formelle, et la corruption parmi les fonctionnaires peut obliger les entrepreneurs à rester dans le secteur informel. Environ 30% des entrepreneurs du secteur informel déclarent que la formalisation est trop coûteuse et que les procédures d'inscription (impôts, gestion d'entreprise et sécurité sociale) sont trop longues et trop complexes, tandis que 50%, étonnamment, ne sont apparemment pas au courant qu'ils sont tenus d'enregistrer leurs entreprises.⁶⁸ Bien que perçue comme un moyen d'éviter de payer trop d'impôts, l'informalité expose aussi les entrepreneurs à plus de risques (dont la corruption) et à moins d'opportunités d'investissement. Ceci est notamment le cas des marchés publics, uniquement ouverts à la concurrence (en dehors des marchés à source unique) aux sociétés enregistrées auprès de l'administration fiscale et payant leurs impôts.

Tableau 5: Système fiscal du Tchad, 2014

	Tchad	Afrique subsaharienne
Paielements (nombre par an)	54	38,2
Temps (heures par an)	732	310,8
Impôt sur les bénéfices (%)	31,3	17,6
Taux d'imposition total (% du bénéfice)	63,5	46,2
Politiques fiscales EPIP	3,0	3,3
Administration des recettes EPIP	2,5	3 ,4

Source : EPIN et enquête « Doing Business »

⁶⁷ Source : Conseil national du patronat tchadien, 2011.

⁶⁸ Source : INSEED 2013c. On pourrait en déduire que cette méconnaissance est un reflet de la complexité du système, exposant les entreprises à des pressions ponctuelles de l'administration. On pourrait peut-être aussi en déduire que les entreprises n'étant pas conscientes de ces obligations précédemment feraient le même choix, une fois informées, que 3/5 des entreprises qui en sont conscientes, et resteraient informelles pour ne pas payer d'impôts.

4. OPPORTUNITES DE REDUCTION DE LA PAUVRETE

Ce chapitre identifie les opportunités pour accélérer la réduction de la pauvreté avant 2030. Les messages clés sont : la croissance économique est certes nécessaire, mais insuffisante pour éradiquer la pauvreté ; il est nécessaire d'entreprendre de gros efforts de redistribution qui peuvent être consentis sur le plan fiscal. Compte tenu de la structure économique et du profil de pauvreté du Tchad, les interventions devraient cibler le secteur agricole, qui a autant besoin d'améliorations durables de la productivité marginale que de connectivité au marché. À plus long terme, de profondes réformes structurelles pourraient promouvoir une croissance plus rapide et plus équitable. Cependant, les politiques de bonne gouvernance doivent refléter le contexte politique complexe et fragile du Tchad.

Prévisions de croissance de référence

66. Si la distribution des revenus restait inchangée, la consommation réelle par habitant devrait croître de 9% par an pendant 15 années consécutives pour éradiquer la pauvreté d'ici 2030, ce qui s'avère impossible dans la pratique. Entre 2003 et 2011, la consommation par habitant a crû de seulement 1,7% par an ; et tandis que le début de la production de pétrole a engendré une hausse remarquable du PIB, le secteur du pétrole a eu un très faible impact sur la consommation des ménages. La récente hausse des inégalités présente un défi supplémentaire à la réduction de la pauvreté. L'augmentation de la consommation privée dans les zones rurales est essentielle pour réduire la pauvreté compte tenu de sa concentration écrasante dans les zones rurales, et ce, malgré le taux rapide d'urbanisation. Une accélération de la croissance de l'ordre de 2 à 3% de la consommation par habitant dans les zones rurales contribuerait à réduire de cinq fois plus le taux de pauvreté au Tchad, comparativement à une accélération correspondante dans les zones urbaines.⁶⁹

Tableau 4 : Taux de pauvreté en 2030 selon différentes hypothèses de croissance annuelle de la consommation privée

Milieu urbain/rural	0%	1%	2%	3%	4%	5%
0%	46%	39%	31%	26%	20%	15%
1%	45%	38%	30%	25%	19%	14%
2%	44%	37%	29%	24%	18%	13%
3%	43%	36%	29%	23%	17%	13%
4%	43%	35%	28%	22%	17%	12%
5%	42%	35%	28%	22%	17%	12%

Source : Calculs des services de la Banque mondiale.

67. Une redistribution plus efficace des fruits de la croissance pourrait néanmoins aider énormément. Les politiques de redistribution représentent une option attrayante pour l'amélioration rapide de la consommation des ménages, compte tenu de la portée intrinsèquement étroite du secteur du pétrole et des défis multiformes à long terme impliqués dans le

⁶⁹ Ces estimations sont entièrement compatibles avec le Rapport sur le développement dans le monde de 2008 dans l'agriculture, qui rapporte que la croissance de la production dans le secteur agricole est environ quatre fois plus efficace que la croissance de la production dans d'autres secteurs pour augmenter les revenus des ménages extrêmement pauvres.

développement de l'économie rurale du Tchad. Les recettes pétrolières rendent possible la redistribution à grande échelle, mais la mise en œuvre d'une telle politique demeure un défi ardu.⁷⁰ Si la consommation privée par habitant augmentait de 2% par an, et les transferts progressifs étaient ciblés avec une efficacité parfaite, l'éradication de la pauvreté d'ici 2030 nécessiterait un montant de transfert égal à 2,1% du PIB par an et les impôts correspondants réduiraient la consommation moyenne des ménages non pauvres de 3,3% par an. Compte tenu du faible taux d'imposition actuel (8% du PIB non pétrolier, contre un potentiel estimé à 24% du PIB non pétrolier),⁷¹ il existe un vaste champ pour la redistribution fiscale. Celle-ci pourrait exiger une simplification du code des impôts pour améliorer la collecte des impôts⁷² et prendre la forme de transferts en espèces/protection sociale et/ou de programmes d'investissements publics dans des secteurs et des régions économiques spécifiques (sous hypothèse préalable d'une amélioration de leur efficacité).

Tableau 5 : Efforts de redistribution nécessaires pour éradiquer la pauvreté selon différents scénarios de croissance

Croissance (p.h.)	Redistribution (% du PIB)	Redistribution (% de la consommation des non-pauvres)
0%	8,1%	14,9%
1%	4,2%	7,0%
2%	2,1%	3,3%
3%	1,0%	1,5%
4%	0,5%	0,7%
5%	0,2%	0,3%

Source : Calculs de la Banque mondiale.

68. **L'analyse prospective suggère que la consommation privée par tête en zone rurale pourrait croître d'environ 2% par an entre 2012 et 2030, ramenant le taux national de pauvreté en dessous de 30%.** Un modèle d'équilibre général calculable (EGC) a été développé pour explorer divers scénarios potentiels pour le Tchad.⁷³ Il suggère que, en maintenant les politiques économiques actuelles (scénario de référence), une baisse de la production du pétrole (par habitant et proportion de l'économie) combinée à l'urbanisation rapide pourrait réduire l'écart de prospérité entre les ménages ruraux et urbains au cours des prochaines années (voir figure 19). La consommation privée réelle par habitant devrait croître de 1,2% par an dans les zones urbaines, contre 2,2% dans les zones rurales. Selon les hypothèses de distribution des revenus inchangée au sein des groupes de ménages urbains et ruraux, cette croissance de la consommation réelle pourrait faire baisser le taux de pauvreté global pour le ramener à environ 28,5% de la population en 2030, laissant encore l'équivalent de 5,5 millions de personnes dans la pauvreté (contre 4,5 millions en 2011). L'éradication de la pauvreté nécessiterait alors des

⁷⁰ Les systèmes de transfert progressif en Afrique subsaharienne sont en moyenne de 1,2 % du PIB, et leur efficacité de ciblage est généralement faible. Au Tchad, les dépenses publiques totales pour la protection sociale représentaient à peine 0,1 % du PIB en 2013.

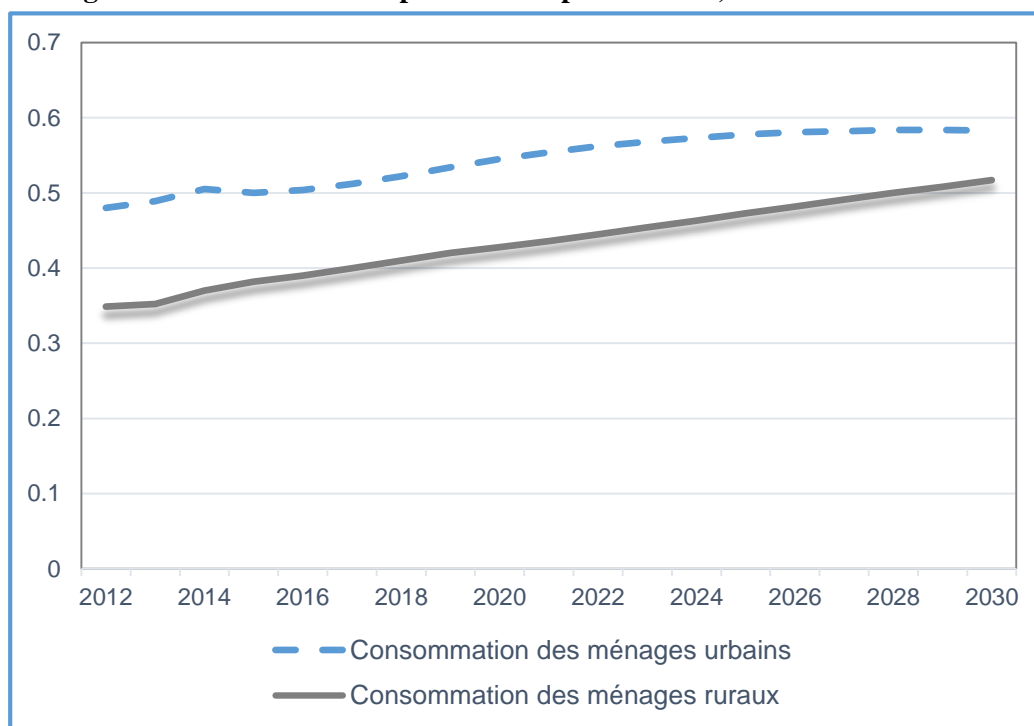
⁷¹ Source : Fonds monétaire international, 2014a.

⁷² La C-inefficacité (définie comme les recettes de la TVA divisées par le produit du taux normal et la consommation privée globale) se chiffre à 5 % en 2011, contre 20 % en République centrafricaine et à plus de 35 % dans tous les autres pays de la CEMAC. Source : Fonds monétaire international, 2014a.

⁷³ Voir l'annexe 3 pour une discussion détaillée des caractéristiques du modèle.

transferts complémentaires des ménages riches vers les ménages pauvres à hauteur de 2% du PIB par an, dans l'hypothèse optimiste d'un ciblage parfait. Les prévisions indiquent également que la position macroéconomique actuelle du Tchad est difficilement soutenable, dans la mesure où elle est excessivement dépendante de la consommation des ressources naturelles en comparaison aux investissements en capital physique et humain, et devrait par conséquent être considérablement modifiée pour maintenir les gains de croissance et de réduction de la pauvreté sur le long terme.⁷⁴

Figure 19 : Consommation privée réelle par habitant, scénario de référence



Source : Calculs des services de la Banque mondiale.

69. **Ces prévisions sont assorties d'un certain nombre de réserves importantes.** Le modèle EGC est basé sur des hypothèses relatives à la croissance de la population et aux taux d'urbanisation, l'offre de terres et de main-d'œuvre, et de PTF qui sont loin d'être certaines. En outre, d'importantes perturbations causées par les changements climatiques, les conflits, l'instabilité politique ou la mauvaise gestion macroéconomique ne peuvent être pleinement intégrées dans le modèle. Le scénario de base pourrait être considérablement altéré par i) les effets de changements climatiques plus rapides et plus graves que ceux actuellement prévus, ii) le déclenchement imprévisible de conflits violents, de bouleversements politiques ou d'instabilité régionale, ou iii) une détérioration de la situation financière causée par des recettes en deçà des attentes.⁷⁵

⁷⁴ D'environ 2,5 % du PIB en 2012, l'épargne nette ajustée (mesure de l'accumulation de la richesse nette, après la prise en compte de la dégradation de l'environnement et l'épuisement des ressources) serait ramenée à moins de 1 % du PIB d'ici 2030 (voir l'annexe 2, Soutenabilité).

⁷⁵ Source : Association Internationale de Développement et Fonds Monétaire International, 2015b. L'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE en 2015 devrait permettre de réduire le risque de surendettement extérieur,

70. **Néanmoins, ce scénario de référence suggère qu'en dépit de l'urbanisation rapide, les zones rurales offriront toujours la grande majorité des opportunités économiques.** Le scénario de référence prévoit un taux de croissance de la population urbaine de 4,6% par an, bien au-delà du taux de croissance de 3,0% en milieu rural. Elle suppose aussi un taux de croissance plus rapide de l'offre du travail formel (reflétant les progrès accomplis dans l'enseignement secondaire et tertiaire). Cependant, le secteur agricole continuera de stimuler la demande de main-d'œuvre (presque entièrement informelle). Les résultats suggèrent en effet que, d'ici 2030, l'agriculture concentrerait toujours 73% des emplois, contre 75% en 2012. Au cours de cette période, environ 4 millions d'emplois seraient créés. Ces prévisions illustrent la persistance des modes de consommation des ménages (forte demande en denrées alimentaires), et les possibilités d'exportation et les avantages comparatifs limités dans les secteurs non agricoles du Tchad.⁷⁶

71. **Une vision à long terme serait nécessaire pour la transformation structurelle.** La transformation structurelle, processus par lequel la productivité moyenne augmente à mesure que les facteurs (la main-d'œuvre en particulier) sont réaffectés vers des secteurs à productivité plus élevée (typiquement, de l'agriculture vers l'industrie), est généralement considérée comme la voie traditionnelle pour sortir de la pauvreté (à l'instar des observations faites en Europe occidentale au dix-neuvième siècle et en Asie de l'Est dans les années 1950 à 1970). Ainsi, les échecs enregistrés dans la transformation de l'agriculture, et les nouveaux avantages comparatifs (pour la manufacture à haute intensité de main-d'œuvre) révélés par la libéralisation du commerce depuis les années 80 ont incité de nombreux pays à cibler leurs interventions dans les secteurs où les pauvres pourraient se retrouver, plutôt que là où ils étaient. Cette approche est néanmoins remise en question depuis quelques années, constatant l'absence de transformation structurelle effective dans de nombreux pays, en Afrique subsaharienne en particulier,⁷⁷ des écarts de productivité étroits,⁷⁸ et la nécessité de certains prérequis pour une transformation structurelle effective. Ces derniers incluent, premièrement, la réalisation de gains de productivité importants dans l'agriculture, deuxièmement, un marché du travail souple et un minimum d'éducation⁷⁹ pour s'adapter à de nouveaux secteurs, et, troisièmement, des conditions favorables au commerce et à l'investissement (une monnaie sous-évaluée, de faibles coûts de transport et un bon climat d'investissement, y compris des services efficaces -- notamment la fourniture d'électricité, et de faibles barrières à l'entrée). En conséquence, le déclenchement d'un processus de transformation structurelle visant à réduire la pauvreté au Tchad nécessite la création de ces conditions initiales, y compris la croissance rapide des rendements agricoles (ce qui permettrait de réaliser les

même si la soutenabilité à long terme dépendra toujours d'une collecte des impôts améliorée et d'un contrôle effectif des dépenses publiques, ainsi que de la diversification progressive des exportations.

⁷⁶ Dans un autre scénario, nous simulons une croissance plus rapide de la productivité totale des facteurs dans les secteurs non agricoles, résultant d'une amélioration générale dans le climat d'investissement. Bien que cette amélioration soit susceptible d'avoir un impact positif important sur la prospérité, tant des ménages urbains que ruraux, elle n'apporterait pas de changement significatif dans la répartition de la demande de main-d'œuvre entre les zones urbaines et rurales.

⁷⁷ Source : McMillan et Rodrik 2011, Banque mondiale 2012.

⁷⁸ Voir McCullough (2014), qui suggère que lorsqu'ils sont calculés au moyen de données microéconomiques plutôt que des données macroéconomiques, les écarts de productivité entre le secteur de l'agriculture et les autres (à savoir les petites entreprises informelles non agricoles) en Afrique subsaharienne sont beaucoup plus faibles, réduisant ainsi le potentiel de gain de productivité par une réaffectation de la main-d'œuvre. Cette conclusion provient du niveau important du sous-emploi dans l'agriculture, où la plupart des agriculteurs ne travaillent que pendant la saison des pluies.

⁷⁹ Source : Dessus, 1999, et Macmillan et Harttgen, 2014.

économies nécessaires pour répondre aux besoins en éducation et santé et pour financer la diversification agricole),⁸⁰ qui sera suivie par le développement d'une main-d'œuvre instruite,⁸¹ capable de quitter l'agriculture pour travailler dans les secteurs secondaire et tertiaire.⁸² Du côté récepteur, ces secteurs bénéficieraient à leur tour de prix de produits alimentaires moins chers (résultat de l'amélioration des rendements) et d'une demande intérieure accrue pour développer des activités à haute intensité de main-d'œuvre compétitives,⁸³ ainsi qu'une amélioration significative du climat d'investissement, actuellement classé parmi les pires au monde. La baisse des coûts du transport et une concurrence plus élevée dans les secteurs non marchands contribueraient également à moyen terme à réduire l'impact négatif du taux de change réel surévalué du Tchad sur sa compétitivité extérieure.

Prévisions de croissance alternatives

72. La réduction de la pauvreté par la croissance et la création d'emplois appelle ainsi à promouvoir en premier lieu les secteurs « à forte concentration de pauvres ». Reconnaisant les perspectives de long terme pour toute transformation structurelle, et la nécessaire complémentarité entre les zones économiques urbaines et rurales, un certain nombre d'options politiques favorisant la croissance à court terme peuvent être explorées à l'aide du modèle EGC, en mettant l'accent sur une série d'options visant à augmenter les revenus réels des exploitants agricoles et des éleveurs et à améliorer la fourniture des services.

73. Une première série de mesures viserait à augmenter la productivité agricole. Pour le Tchad, on estime que l'augmentation durable des rendements pourrait être mieux atteinte grâce à une plus large utilisation des techniques de gestion améliorée de l'eau et des terres (y compris les interventions culture-élevage, l'agroforesterie et l'agriculture de conservation), ainsi que par un meilleur accès aux semences améliorées résistantes à la sécheresse. Ces solutions présentent plusieurs avantages. Premièrement, elles ne sont pas à haute intensité de capital et pourraient donc être largement diffusées sans risque organisationnel majeur. Deuxièmement, elles n'occasionneraient aucune rupture radicale avec les techniques traditionnelles auxquelles les exploitants agricoles ont déjà recours. Et troisièmement, en réduisant la volatilité des rendements, elles pourraient également réduire de manière significative les risques globaux d'investissement et par conséquent augmenter l'attractivité de facteurs complémentaires tels que les engrais, plus efficaces sur les sols non appauvris. Les études de faisabilité indiquent que l'utilisation de techniques améliorées de gestion des eaux et des terres pourrait à elle seule

⁸⁰ Voir Dercon (2009) qui suggère que la croissance de la productivité agricole est la seule voie vers la croissance économique et la réduction de la pauvreté dans les pays africains enclavés pauvres en ressources.

⁸¹ Le développement d'une main-d'œuvre instruite serait certainement facilité par la baisse des taux de dépendance, autrement nommée 'dividende démographique'. Néanmoins, les projections démographiques suggèrent que ces taux ne devraient que modestement diminuer entre 2010 et 2030, de 116 à 102-93%. Source: Agence Française de Développement et Institut de Recherche pour le Développement, 2013.

⁸² L'INSEED (2013b) souligne le très faible degré de mobilité sociale au Tchad : le niveau d'éducation d'un enfant dépend fortement de celui de son père ; le choix professionnel d'un enfant est fortement influencé par la profession de son père, et dans les zones rurales, 87 % des enfants (une fois devenus adultes) exercent la même profession que leurs pères. L'accroissement de la mobilité sociale nécessitera des niveaux effectifs d'éducation et de compétence élevés pour une employabilité accrue dans les activités économiques à forte productivité.

⁸³ Voir Bourguignon (2008) et De Janvry et Sadoulet (2009) pour une discussion sur l'impact du développement agricole sur d'autres secteurs, notamment grâce à la baisse du prix relatif des denrées alimentaires.

augmenter les rendements d'environ 80%.⁸⁴ En revanche, les options à plus haute intensité de capital seraient limitées à un nombre réduit de bénéficiaires et présenteraient des risques sociaux, environnementaux et de gouvernance plus importants.⁸⁵

74. Les simulations suggèrent que l'augmentation des rendements des céréales pourrait avoir un impact macroéconomique fort ; elle devrait toutefois être complétée par un meilleur accès au marché pour une meilleure soutenabilité. Nous simulons l'impact de l'extension des techniques de gestion améliorée des terres et de l'eau à 50% des zones pluviales où le sorgho et le mil sont cultivés (pour un coût total de 3,2% du PIB de 2015 répartis sur cinq ans et un gain équivalent annuel permanent de 1,7% du PIB de 2015). Les résultats suggèrent que de telles interventions pourraient réduire les coûts globaux de production de céréales de 25% en comparaison avec le scénario de référence. Mais une telle baisse des prix ne se traduirait que par une augmentation de 10% de la demande, étant donné les débouchés actuellement limités du monde rural (dans les villes tchadiennes, ou à travers une augmentation de la compétitivité extérieure), et la main-d'œuvre serait réaffectée dans les secteurs à faible productivité du commerce et de l'élevage. En conséquence, la consommation réelle des ménages ruraux ne connaîtrait qu'une légère augmentation, et son impact sur la pauvreté (un gain global en réduction de pauvreté de 1,4 point de pourcentage en 2030, soit 225 000 personnes tirées de la pauvreté) serait partiellement compensé par la baisse des revenus réels urbains. Ces interventions pourraient néanmoins présenter plusieurs autres avantages que le modèle EGC ne peut pas mesurer, notamment l'impact de la réduction de l'incertitude concernant les rendements sur l'investissement et la sécurité alimentaire. Avec un seul ménage rural représentatif (la moyenne des ménages ruraux pauvres et non pauvres), le modèle ne peut pas non plus capturer l'éventualité que les ménages ruraux pauvres, en tant que consommateurs nets,⁸⁶ puissent bénéficier davantage de la baisse des prix que les ménages ruraux non pauvres qui sont des producteurs nets. Néanmoins, ces résultats illustrent l'importance de ne pas négliger les effets de demande. Une plus grande connectivité entre les zones de production et les marchés et entre les zones excédentaires et déficitaires en denrées alimentaires, ainsi que des efforts de commercialisation et de transformation pour accroître la demande urbaine de produits agricoles nationaux pourraient aider à lever ces contraintes liées à la demande.

75. Une deuxième série de mesures envisagerait de développer les marchés extérieurs pour les produits agricoles en vue d'assouplir la contrainte posée par la croissance limitée de la demande intérieure. Avec la baisse des recettes pétrolières (au moins en valeur par habitant), de nouvelles exportations devront être développées pour financer les importations essentielles et non flexibles (équipement, médicaments, etc.) et soutenir la croissance économique, qui ne sera pas en mesure de compter uniquement sur la demande intérieure.

⁸⁴ Source : Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel, 2014.

⁸⁵ Voir Agence française de développement (2011) pour une discussion prospective des différents modèles possibles de développement rural au Tchad. La note soutient l'opinion selon laquelle l'appui aux structures agricoles existantes permettrait de mieux assurer un développement rural-urbain équilibré et la durabilité de l'environnement ainsi que de réduire le risque potentiel lié à la gouvernance de grands investissements publics.

⁸⁶ Selon FEWSNET (2011), « les ménages les plus pauvres dans les zones agricoles, généralement entre un tiers et la moitié de la population locale, dépendent du marché (plus les gages en nature payés en céréales) pour 50 % ou plus des denrées alimentaires de base qu'ils consomment dans les années de production normale. Pour la minorité des très pauvres, cela correspond généralement à presque de 75 % de leur consommation annuelle. Cela est vrai même dans les zones les plus productives ». Des tendances similaires peuvent être observées au Mali (Banque mondiale 2015a).

L'accès aux marchés d'exportation permettrait également aux ménages ruraux de récolter les retombées des gains de productivité qu'ils pourraient obtenir (voir ci-dessus), au lieu de voir les consommateurs urbains en bénéficier au travers de prix plus faibles. Cela dit, les coûts extrêmement élevés du commerce international⁸⁷ et une monnaie surévaluée limitent sérieusement les options de promotion de l'exportation aux produits peu coûteux à transporter et aux marchés confrontés à des fluctuations de taux de change similaires. Inversement, il existe peut-être une possibilité de concurrencer les produits importés volumineux et coûteux à transporter, dans l'éventualité où les zones rurales seraient mieux connectées aux villes tchadiennes.

76. L'étude diagnostique d'intégration commerciale (EDIC) récemment mise à jour identifie un certain nombre de possibilités d'exportation dans les secteurs à forte concentration de pauvres.⁸⁸ L'EDIC identifie le Nigéria et le Cameroun comme les marchés d'exportation les plus prometteurs du Tchad, compte tenu des coûts du transport relativement faibles et, en ce qui concerne le Cameroun, un taux de change stable. Les estimations du potentiel de marché à l'exportation tiennent également compte du commerce informel (du bétail notamment), particulièrement répandu avec le Nigéria. L'EDIC identifie par la suite les produits qui présentent un certain potentiel d'exportation, compte tenu de leur potentiel de revenu, leur avantage comparatif révélé, et leur proximité (dans une perspective de fonction de production) par rapport aux marchandises déjà produites. La plupart, sinon l'ensemble de ces produits, appartiennent au secteur agricole, et comprennent : le bétail (bœuf), les peaux transformées, la gomme arabique, les noix de karité et les arachides, les oignons, l'ail, les graines de coton et de sésame. Du côté des importations, la production nationale de maïs et de riz pourrait rivaliser avec le blé et la farine de l'étranger. La levée des obstacles à la croissance dans ces secteurs ouvrirait de nouveaux marchés extérieurs et intérieurs pour les agriculteurs tchadiens tout en renforçant la sécurité alimentaire et la prospérité de la grande majorité des exploitants agricoles qui ne participent pas aux chaînes de valeur internationales.

77. L'impact des politiques de promotion des exportations peut être simulé par des améliorations dans les termes de l'échange pour les cultures et le bétail. On suppose une augmentation de 20% des prix à l'exportation versés aux agriculteurs (comme moyen de simuler la réduction des coûts de transaction et le racket aux frontières) à partir de 2015, la moitié de son coût connexe étant financée par une consommation publique plus élevée en 2015 pour indemniser les bénéficiaires du statu quo, l'autre moitié étant prise en charge par les partenaires commerciaux étrangers. Les résultats suggèrent une réponse positive des exportations, avec des recettes d'exportation des produits agricoles (bétail en particulier) de 60% plus élevées en 2030 que dans le scénario de référence. Néanmoins, l'impact marginal sur la consommation des ménages ruraux resterait modeste (compte tenu de la faible part des exportations dans le revenu

⁸⁷ Le coût à l'exportation et à l'importation de conteneurs au Tchad est parmi les plus élevés au monde. Le commerce repose presque entièrement sur un seul débouché, le corridor N'Djamena-Douala, qui couvre 87 % des flux commerciaux. Bien qu'il soit possible d'améliorer les infrastructures du corridor (Organisation mondiale du commerce, 2013), les modalités logistiques (telles que mesurées par l'Indice de performance de la logistique de la Banque mondiale, où le Tchad occupe la 113e place sur 160 pays en 2014, avant l'île Maurice et la Tanzanie) suggèrent que les problèmes de gouvernance dans la gestion du corridor (y compris la collusion entre les entreprises de transport pour la segmentation du marché) et la position de monopole détenue par le port de Douala sont des déterminants essentiels de la situation, sur lesquels le Tchad a peu d'influence (Terivaninthorn et Raballand, 2009).

⁸⁸ Source : Cadre intégré renforcé, 2014.

total des ménages et de la hausse des prix des produits agricoles sur les marchés intérieurs). Il serait également nul pour les ménages urbains qui feraient indirectement les frais de la réforme en leur qualité de principaux contribuables. Dans l'ensemble, le taux de pauvreté en 2030 serait réduit de 0,6% par rapport au scénario de référence. Ainsi, un scénario complémentaire,⁸⁹ dans lequel la productivité dans le secteur de l'élevage est améliorée en plus de l'amélioration des termes de l'échange, suggère que des gains d'efficacité pourraient générer une augmentation des exportations beaucoup plus large que des gains de réallocation pure. Dans ce cas, les revenus des ménages ruraux augmenteraient sensiblement, mais l'impact sur la consommation agrégée serait atténué par le coût élevé des interventions publiques, réduisant d'autant les finances disponibles pour des interventions alternatives de développement. Bien que l'impact sur la pauvreté reste encore incertain, compte tenu de la concentration de grands troupeaux sous le contrôle de quelques ménages avec de faibles taux de pauvreté, les résultats sur la base d'une distribution neutre des gains au sein des ménages urbains et des ménages ruraux suggèrent qu'une telle réforme pourrait générer des gains de réduction de la pauvreté de l'ordre de 0,8 point de pourcentage par rapport au scénario de référence.

78. Une troisième série de mesures viserait l'amélioration de l'efficacité de la fourniture des services publics au travers de réformes de gouvernance. Comme indiqué aux chapitres 1 et 2, le gain potentiel en efficacité de l'investissement public et de la fourniture de services est important. À titre d'illustration, nous simulons d'abord l'impact d'une réforme des marchés publics qui permettrait de réduire les marges de 10% grâce à une concurrence accrue. La moitié des économies réalisées par l'État sur la réduction des marges serait utilisée pour indemniser les bénéficiaires du statu quo au travers d'une consommation publique supérieure en 2015. L'impact macroéconomique d'une telle réforme serait significatif et profiterait de manière égale aux ménages ruraux et urbains (en termes de hausses relatives de la consommation réelle par habitant), pour un gain total de réduction de la pauvreté de 1,8 point de pourcentage en 2030 par rapport au scénario de référence.

Bien-fondé d'une protection élargie contre les chocs individuels et collectifs

79. Malgré un impact globalement positif, les réformes décrites ci-dessus s'avéreraient insuffisantes pour accélérer de manière significative la croissance de la consommation privée en milieu rural au Tchad. En combinant les trois séries de réformes, on pourrait réduire la pauvreté de 28-29 à 25-26%, soit environ de 3 points de pourcentage d'ici 2030. Mais ces réformes seraient peu susceptibles de générer de gains autofinancés, étant donné le taux d'épargne et l'accès très faibles des ménages ruraux aux services financiers. En outre, des interventions directes pour augmenter la productivité des exploitants agricoles pauvres exigeraient des interventions larges sur une longue période, et par conséquent des capacités de mise en œuvre proportionnelles, et devraient être complétées par une meilleure connectivité au marché pour une meilleure soutenabilité. Cette capacité de mise en œuvre, sous la forme d'organisations d'exploitants agricoles, de services de vulgarisation, ou de compétences, n'est pas encore suffisante au Tchad. Des interventions plus ciblées pour promouvoir les exportations de bétail seraient moins exigeantes du point de vue de la capacité de mise en œuvre, mais les

⁸⁹ Ce scénario suppose une augmentation de 2 % par an de la productivité totale des facteurs dans le secteur de l'élevage à partir de 2016 financée à travers des projets d'investissements publics avec un taux de rendement de 20 % (Banque mondiale, 2015f).

ménages pauvres pourraient ne pas en profiter directement. Enfin, les réformes de la gouvernance devraient surmonter une forte opposition des intérêts particuliers.

80. **Dans ce contexte, un simple mécanisme de transferts monétaires pourrait fournir un moyen efficace pour accélérer le rythme de réduction de la pauvreté.** L'immense majorité des ménages ne paient pas d'impôts directs, ce qui limite le pouvoir de redistribution des politiques budgétaires traditionnelles. Les transferts en espèces fournissent cependant une alternative viable. Ils pourraient être soit conditionnels, soit inconditionnels, mais dans les deux cas, le système devrait négocier le compromis inhérent entre l'efficacité du ciblage et des taux élevés de couverture. Une combinaison de différentes méthodes, dont le ciblage géographique, communautaire et l'estimation des moyens de subsistance, pourrait fournir une approche équilibrée, en supposant le maintien d'un niveau minimum de responsabilité locale.⁹⁰

81. **Tandis que les chocs peuvent affecter tous les ménages, il est probable que les ménages pauvres aient moins de moyens pour y faire face.** Les conflits et les chocs climatiques peuvent affecter tous les ménages, pauvres ou non, et aucune donnée n'est disponible pour évaluer globalement, au niveau microéconomique, l'exposition aux chocs et les conséquences qui en résultent. Mais il est très probable que les ménages pauvres disposent de moins de moyens, notamment d'épargne, pour atténuer leur impact, et que l'aggravation des inégalités observées dans les zones rurales entre 2003 et 2011 pourrait être expliquée par des différences des conditions initiales entre pauvres et non pauvres. Une récente évaluation d'impact d'un projet de filet de sécurité mis en œuvre au Niger suggère que les taux d'épargne et d'investissement (dans le bétail et les engrais notamment) des bénéficiaires des programmes de transferts en espèces avaient considérablement augmenté et étaient restés plus élevés après l'achèvement du projet.⁹¹ Une plus grande participation aux clubs d'épargne facilités par le projet avait également augmenté de manière significative chez les bénéficiaires, offrant un meilleur accès au financement. En revanche, les mécanismes d'assurance formels peuvent apparaître plus compliqués à établir et à mettre en œuvre en raison des risques liés à la capacité et à la gouvernance.

82. **Les travaux publics à haute intensité de main-d'œuvre pourraient également renforcer les capacités des communautés à s'adapter aux chocs.** Un autre voie non exclusive pour protéger les ménages et redistribuer les ressources aux plus pauvres consisterait à mettre en œuvre des travaux publics afin d'atténuer l'impact des chocs, y compris la conservation des sols et de l'eau, la gestion des risques de catastrophe naturelle et l'irrigation à petite échelle qui peuvent aider à atténuer les risques de production ; et des infrastructures de stockage et des routes de desserte pour se prémunir contre les risques liés à la commercialisation.

Capacité de mise en œuvre aux niveaux local et central

83. **La capacité de mise en œuvre aux niveaux central et local est évidemment une dimension cruciale à prendre en considération lors de l'exploration des possibilités de réduction de la pauvreté.** Comme évoqué dans le chapitre 1, la capacité de mise en œuvre est

⁹⁰ La conception de ces mécanismes devrait également tenir compte des différences régionales dans la pauvreté et la vulnérabilité aux chocs, ainsi que les relations formelles et informelles entre l'État et ses administrés, et les contraintes de capacité administrative. Certaines de ces approches sont en cours d'expérimentation.

⁹¹ Source : Stoeffler et coll. (2015).

faible au Tchad et, dans certains cas, aggravée par de sérieux problèmes de gouvernance. L'analyse de la Banque mondiale, sur la base de consultations tenues au Tchad et d'éléments factuels tirés de l'exécution budgétaire et de la mise en œuvre de projets antérieurs, suggère que les programmes de réforme ambitieux (par exemple la réforme des douanes ou des entreprises publiques), gérés de façon centralisée, ont peu de probabilité de réussir, surtout s'ils se concentrent uniquement sur des problèmes techniques ou de capacité.⁹² Dans de nombreux cas, les rentes à réduire au titre de l'efficacité et de l'équité sont au cœur de l'équilibre politique fragile du Tchad, et leur élimination pourrait être en butte à une vigoureuse opposition de la part de ceux qui en bénéficient. Dans un tel contexte, il est rare d'observer des progrès endogènes en matière de gouvernance, et historiquement, les chocs externes et technologiques sont souvent à l'origine du développement des institutions empêchant la future recherche de rentes.⁹³ L'amélioration de la transparence, quoiqu'insuffisante, est dans ce cas une condition nécessaire pour favoriser le changement lorsque les conditions le permettent.

84. Pour réduire les risques potentiels de capture, la capacité de mise en œuvre doit être renforcée aux niveaux local et technique. Comme exprimé de manière résolue lors des consultations du DPS, il existe peut-être plus de possibilités pour une meilleure gouvernance au niveau local qu'au niveau central (y compris au niveau des mécanismes de règlement des différends) à travers la responsabilité sociale, et par conséquent une plus grande marge pour renforcer les capacités. Dans le même registre, des initiatives visant à renforcer la gouvernance et la capacité de gestion dans les secteurs de prestation de services (agriculture, eau, éducation, santé, mini-réseaux locaux d'électricité) devraient bénéficier de meilleures chances de réussite que celles dirigées vers les institutions qui n'interviennent pas au niveau local et ne nécessitent aucune structure déconcentrée.

85. La fragilité exerce une contrainte supplémentaire sur la capacité de mise en œuvre. La fragilité implique de fréquents remaniements ministériels et une grande difficulté à planifier l'affectation de ressources à moyen terme. Dans ce contexte, la capacité de mise en œuvre doit être renforcée au niveau technique pour préserver la continuité de la politique et les interventions doivent être conçues aussi simplement et modestement que possible pour fournir des résultats rapides et être pouvoir être mises à échelle rapidement.

⁹² Dans certains cas rares, toutefois, la capacité de mise en œuvre, à ne pas confondre avec l'efficacité, a été démontrée, et des enseignements pourraient être tirés pour une éventuelle reproduction dans d'autres secteurs. Des progrès ont été enregistrés notamment dans le développement effectif du réseau routier revêtu national, qui est passé de 350 km en 2000 à 1 900 km en 2013.

⁹³ Source : Bourguignon et Dessus, 2009.

5. PRINCIPALES CONTRAINTES A LA REDUCTION DE LA PAUVRETE

Ce chapitre identifie les principales contraintes à la réduction de la pauvreté, sur la base des opportunités identifiées dans la section précédente. Les principaux messages sont les suivants : dans le contexte particulièrement fragile du Tchad, les interventions visant à réduire les risques élevés d'investissement dans l'agriculture (en améliorant la gestion des terres et de l'eau, l'accès aux marchés et l'offre de compétences post-basiques) et à renforcer la résilience (protection sociale, accès à la santé en milieu rural, gouvernance locale) auraient probablement un impact plus important sur la pauvreté à court terme que celles concernant le coût et l'accès au financement, l'accès universel à l'enseignement primaire ou les mauvaises infrastructures urbaines. Le succès de ces interventions sera subordonné au maintien permanent de la stabilité sécuritaire et budgétaire. De nombreuses autres contraintes, qui nécessiteraient une grande capacité de mise en œuvre et du temps pour être levées, doivent également être traitées rapidement pour pouvoir à terme soutenir les acquis en matière de réduction de la pauvreté et de prospérité partagée. Il s'agit, entre autres, de l'amélioration de la qualité de l'éducation, de la réduction des taux de fécondité et de l'amélioration de l'environnement des affaires pour mettre en place les conditions de la future transformation structurelle hors de l'agriculture.

86. Une approche en deux étapes est suivie pour la sélection des principales contraintes à la réduction de la pauvreté. Tout d'abord, une liste de contraintes potentielles est établie en utilisant le filtre systématique fourni par une version adaptée du cadre de diagnostic de la croissance aux possibilités de réduction de la pauvreté au Tchad, et ce, sur la base des faits établis dans les chapitres précédents. Les contraintes sont ensuite évaluées en fonction de certains critères, y compris les impacts à court terme, la faisabilité politique, la capacité de mise en œuvre, le coût, les éléments probants et les complémentarités, conformément aux directives de la Banque mondiale en matière de diagnostic systématique des pays.

87. Une version adaptée de l'arbre décisionnel pour le diagnostic de croissance⁹⁴ est utilisée pour permettre l'identification et le regroupement des éventuelles contraintes majeures à la réduction de la pauvreté au Tchad. Au lieu de mettre l'accent sur les contraintes majeures à la croissance, l'approche proposée consiste à identifier les contraintes qui empêchent de saisir les opportunités de réduction de la pauvreté abordées dans le chapitre précédent, notamment :

- La croissance du PIB axée sur les secteurs économiques ruraux de l'activité, avec une attention particulière sur l'amélioration écologiquement durable des rendements céréaliers et de la productivité du bétail, ainsi qu'un plus grand accès aux marchés.
- Des efforts considérables de redistribution des ménages riches vers les pauvres pour compléter les efforts de croissance à large assise et réduire la vulnérabilité des ménages pauvres aux chocs individuels et collectifs auxquels ils sont exposés.

Tout comme pour l'arbre décisionnel pour le diagnostic de la croissance, ces contraintes peuvent être classées en différents groupes : (i) l'accès au capital physique et humain, (ii) les rendements sociaux des différentes activités économiques, (iii) l'appropriation individuelle des fruits de

⁹⁴Source : Haussmann *et coll.*, 2005.

l'investissement et de l'entrepreneuriat (y compris les risques). À leur tour, la capacité et les incitations des autorités pour lever les contraintes identifiées dans ces trois catégories peuvent être considérées comme des contraintes relevant d'un niveau supérieur.

Accès au capital physique et humain

88. **Dans leurs efforts pour développer leurs activités économiques, les agriculteurs/éleveurs ont besoin de mobiliser différents facteurs de production :** la terre, l'eau, la main-d'œuvre et les ressources financières pour l'achat des semences, les engrais et l'équipement (charrettes, charrues, bétail). La disponibilité et le coût de ces intrants peuvent être affectés par plusieurs facteurs.

89. **Le financement ne semble pas être considéré comme une contrainte majeure au niveau macroéconomique.** L'épargne nationale brute du Tchad tournait autour de 20% du RNB dans la dernière décennie (et un ratio similaire peut être observé si l'on exclut les investissements directs étrangers liés aux activités pétrolières du numérateur et les revenus du pétrole du dénominateur), et les taux d'intérêt auxquels le Tchad peut emprunter sont relativement faibles. L'État tchadien a récemment emprunté à un taux LIBOR + 6%. Les réserves de pétrole constituent d'importantes garanties et les perspectives de soutenabilité de la dette devraient s'améliorer avec l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE en 2015.

90. **Les ménages ont un faible accès au financement, mais le coût pourrait ne pas être le véritable problème.** En 2012, le taux moyen des prêts au Tchad était de 9,0%, un taux proche de la moyenne de la CEMAC (8,6%) ; ce coût n'a apparemment pas changé depuis lors. Pourtant, la plupart des ménages pauvres et des entreprises informelles n'ont pas accès au crédit auprès des banques commerciales. L'absence de projets bancables et sûrs dans l'agriculture et l'élevage, les frais bancaires élevés par rapport à la taille des projets, le manque de garanties, l'informalité généralisée et l'inefficacité des tribunaux de commerce (voir ci-dessous la discussion sur la justice) sont probablement les contraintes les plus sérieuses. En réalité, les prêts accordés par le secteur bancaire (soit un total de 8% du PIB en 2012) ne concernent que quelques grandes entreprises urbaines, et la microfinance ne constitue pas actuellement un bon substitut pour les ménages pauvres du fait de sa faible couverture (3% du total des crédits au secteur privé, soit 0,2% du PIB) face à l'insécurité récurrente dans les zones rurales, le harcèlement de la part des fonctionnaires, les problèmes en termes de supervision et de capacités techniques. Ainsi, les éventuelles contraintes spécifiques à aborder pour améliorer l'accès au financement pourraient inclure :

- *Le manque d'organisation et d'intégration des agriculteurs et éleveurs pauvres autour d'institutions et d'acteurs commerciaux dans les chaînes de valeur.* Organiser les petits exploitants agricoles et éleveurs autour de chaînes de valeur permettrait de réduire les coûts fixes liés au financement et à l'accès aux intrants et favoriserait l'émergence de projets bancables. Le processus serait facilité par le renforcement des organisations de producteurs, comme nous l'avons vu au chapitre 3.
- *L'absence de mécanismes d'assurance agricole.* Une forte exposition aux différents risques liés à la production et au marché est considérée comme un obstacle majeur aux investissements dans les techniques agricoles modernes, comme mentionné au chapitre 3.

Diverses options pourraient être étudiées pour lever cette contrainte, y compris les assurances récolte.

91. **Même si l'accès à la terre semble ne pas être une contrainte majeure en général, c'est un problème important pour les femmes.** Une très grande part des terres arables n'est toujours pas cultivée au Tchad, et il n'y a pas de relation significative entre la pauvreté et la superficie de terres cultivées. Les tensions entre agriculteurs et éleveurs portent essentiellement sur les terres cultivées, le bétail transhumant étant nourri avec les résidus des récoltes. Néanmoins, les femmes ont généralement moins accès à la terre et aux terres fertiles en particulier, comme évoqué au chapitre 2. Ainsi, une éventuelle contrainte spécifique à lever pour améliorer l'accès à la terre pourrait inclure :

- *Le régime foncier défavorable aux femmes.* Lever cette contrainte pourrait améliorer l'efficacité en matière d'allocation des terres, en particulier pour les veuves et les femmes divorcées. Il faudra à cet effet aborder la prévalence de fait et de droit des lois coutumières discriminatoires. Un meilleur accès des femmes à la terre devrait également être facilité à court terme par un meilleur accès à l'emploi de travailleurs extérieurs à la famille et des services de garde d'enfants.

92. **L'insuffisance de main-d'œuvre disponible en période de pointe est une contrainte certaine.** L'agriculture, en utilisant des techniques traditionnelles, est à forte intensité de main-d'œuvre, et le manque de main-d'œuvre disponible pendant les périodes de pointe des semis et de récolte constitue une contrainte. Cette contrainte est exacerbée pour les femmes ayant des enfants à charge. Les problèmes de santé dus au manque d'accès aux services de santé et à l'utilisation de charbon de bois sont également susceptibles d'affecter la productivité de la main-d'œuvre à court terme. En revanche, l'enseignement primaire ne semble pas constituer une contrainte immédiate à la réduction de la pauvreté, comme évoqué au chapitre 2. Ainsi, les éventuelles contraintes spécifiques à lever pour augmenter la disponibilité de la main-d'œuvre et la productivité agricoles à court terme pourraient inclure :

- *Le peu de temps dont disposent les femmes pour les activités économiques.* Les conséquences à long terme des taux de fécondité élevés en termes de ratios de dépendance ou de demande en prestation de services sont bien connus (voir chapitre 1). Mais des taux de fécondité élevés ont également, à court terme, un impact sur la santé des femmes (et donc sur la productivité de la main-d'œuvre) et sur le temps restant pour les activités économiques après les soins aux enfants, comme nous l'avons vu au chapitre 2. L'organisation de services de garde d'enfants (y compris un meilleur taux de rétention à l'école), et la mise à disposition de plateformes multifonctionnelles pourraient être une réponse à court terme à cette contrainte.
- *Le manque d'accès aux soins de santé.* Comme évoqué au chapitre 2, une demande (coût) et une offre (distance et qualité) insuffisantes de services de santé ont un impact significatif sur la pauvreté.
- *L'utilisation insuffisante d'énergie propre pour le chauffage et la cuisine en milieu rural.* La prévention contre les principales maladies viendrait compléter les améliorations des services de santé afin de réduire les maladies et leur impact sur la pauvreté. Les maladies respiratoires infectieuses viennent en première position au Tchad en raison de l'utilisation

excessive du charbon de bois (voir chapitre 3), et la fourniture d'une énergie de remplacement plus propre (comme le gaz et les fours solaires) pourrait considérablement réduire la prévalence de ces maladies et leur impact sur la pauvreté. Une réduction de l'utilisation du charbon de bois devrait également contribuer à la préservation des sols et à la réduction de la déforestation.

Rendements sociaux des activités économiques dans le secteur rural

93. **Les rendements sociaux peuvent être considérablement influencés par des facteurs indépendants de la volonté des agriculteurs.** Il s'agit notamment de l'offre de services publics sous la forme de la fourniture directe des facteurs publics de production (routes, électricité, infrastructures hydrauliques) ou sous la forme de services d'appui aux activités du secteur privé, tels que les services sanitaires et de vulgarisation.

94. **Compte tenu du niveau apparemment faible du total des investissements public et privé dans l'agriculture, il est difficile d'en évaluer les rendements.** Au niveau agrégé, les taux de rendement sociaux des investissements privés semblent élevés, autour de 19% entre 2005 et 2013. Mais cette moyenne pourrait cacher de très grandes différences intersectorielles. Au regard de la proportion apparemment forte des investissements destinés aux secteurs urbains non échangeables, on pourrait en déduire que les rendements ont été plus élevés dans les secteurs non échangeables (éventuellement sous la forme de rentes au-dessus des profits normaux pour ceux qui bénéficient de l'accès aux marchés et de la demande induite par les revenus du pétrole). Les évaluations des rendements des investissements privés dans l'agriculture sont plus difficiles à réaliser compte tenu du manque de données sur l'investissement agricole privé. Selon des estimations approximatives (basées sur l'hypothèse que l'épargne des ménages ruraux est totalement investie dans les activités agricoles), les rendements seraient relativement élevés par rapport aux faibles taux d'investissement privé. L'analyse du crédit bancaire dans divers secteurs montre que la répartition du crédit bancaire entre les différentes activités économiques est biaisée en faveur des secteurs de la construction et de l'énergie (tous deux essentiellement financés par des sources publiques ou fortement tributaires des subventions de l'État) ainsi que le commerce.

Tableau 6 : Répartition par secteur des crédits bancaires, 2012-13

Échéance des crédits	2012			2013		
	Courte	Moyenne	Longue	Courte	Moyenne	Longue
Agriculture	3%	5%	13%	5%	5%	7%
Industries extractives	2%	2%	5%	4%	2%	5%
Manufacture	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Énergie	19%	9%	17%	19%	10%	14%
Bâtiments et travaux publics	33%	36%	11%	37%	24%	11%
Commerce	18%	13%	1%	11%	11%	0%
Transport et télécommunications	7%	16%	29%	7%	23%	32%
Finances	1%	0%	0%	1%	1%	0%
Services personnels et sociaux	16%	19%	23%	16%	24%	31%

Source : Calculs de la Banque mondiale sur la base des données de la BEAC.

95. **Plusieurs ensembles de contraintes externes pourraient limiter les rendements sociaux de l'agriculture.** Comme indiqué aux chapitres 2, 3 et 4, le manque de services de vulgarisation efficaces visant à améliorer la gestion de l'eau et des terres (de manière à augmenter les rendements tout en réduisant les risques d'investissements liés au climat), le manque des compétences post-basiques nécessaires à la vulgarisation de ces techniques agricoles et le manque de connectivité aux marchés locaux et internationaux pourraient en faire partie. Le manque général de services infrastructurels de base dans les zones rurales (électricité, eau, transport) pourrait également être pris en compte au regard de son impact sur le développement des activités agricoles et extra-agricoles en milieu rural. Ainsi, les éventuelles contraintes spécifiques à lever pour augmenter les rendements des activités agricoles et pastorales à court terme pourraient inclure :

- *L'utilisation insuffisante des techniques de gestion durable des ressources naturelles (terre, eau) pour les cultures et le bétail.* Comme indiqué au chapitre 4, une plus grande utilisation des techniques simples et à forte intensité de main-d'œuvre pour la gestion des eaux et des terres pourrait considérablement améliorer les rendements agricoles et réduire l'exposition à la volatilité climatique.
- *Le manque de compétences post-basiques pour les activités rurales.* Comme indiqué au chapitre 2, les compétences post-basiques peuvent produire des rendements élevés, et une plus grande offre de ces compétences pourrait contribuer au développement et à la vulgarisation des techniques améliorées de gestion des terres et de l'eau pour les cultures et le bétail.
- *Les coûts élevés des services de transport et de distribution internationaux.* Comme indiqué aux chapitres 1 et 4, les coûts de transactions du Tchad sont parmi les plus élevés au monde et leur réduction, par une facilitation du commerce et des procédures douanières, la libéralisation des échanges et une concurrence accrue dans les services de transport et de distribution, permettraient de réduire le prix des intrants critiques importés (comme les semences améliorées, le ciment, l'équipement solaire) et améliorer la compétitivité-prix des produits d'exportation à forte valeur ajoutée (comme le sésame). Une amélioration de la stabilité et de l'environnement commercial dans les pays voisins (Nigéria et Cameroun, notamment) pourrait également contribuer à promouvoir les exportations telles que le bétail.
- *Une offre insuffisante d'infrastructures de base dans les zones rurales.* Comme indiqué aux chapitres 2 et 3, le manque d'électricité, de services d'assainissement et de routes rurales de desserte a accentué les impacts négatifs sur la pauvreté. L'accès à l'électricité est quasi nul dans les zones rurales, et une plus grande offre pourrait notamment promouvoir le développement des activités extra-agricoles et l'extension des services d'appui à l'agriculture. Un meilleur accès à l'eau potable dans les zones rurales pourrait également réduire la prévalence des maladies hydriques, du paludisme et de la diarrhée en particulier, dont l'impact serait lourd sur la productivité de la main-d'œuvre. Le développement et l'entretien des routes de desserte dans les zones rurales densément peuplées devraient faciliter l'accès au marché grâce à une meilleure connexion au réseau routier national, comme évoqué aux chapitres 2 et 4, et compléter positivement les efforts visant à améliorer les rendements agricoles en faveur des ménages ruraux.

Appropriation individuelle des rendements de l'investissement et de l'entrepreneuriat

96. **Les rendements sociaux des investissements peuvent être importants, mais accompagnés d'une faible appropriation par les agriculteurs.** L'accès aux intrants et à de bonnes prestations de services publics doit être complété par la garantie que les agriculteurs conserveront les fruits de l'investissement et de l'entrepreneuriat. Cet ensemble de contraintes comprend notamment les risques de perte de récoltes ou de troupeaux pour des raisons ne pouvant pas être résolues directement par l'investissement (par exemple l'investissement dans la gestion des terres et de l'eau pour réduire l'exposition aux variations climatiques ou l'achat de semences résistantes à la sécheresse), ou au moyen d'instruments visant à réduire ex ante les risques d'investissement, tels que les mécanismes d'assurance ou de stabilisation agricole.

97. **Les risques macroéconomiques ne semblent pas affecter l'appropriation des rendements sociaux.** Sous l'égide de la CEMAC, les risques de perturbation macroéconomique (défaut, inflation) sont faibles et ne semblent pas constituer un obstacle majeur à l'investissement privé. La volatilité des investissements publics pourrait affecter les bilans des entrepreneurs, mais ceux qui bénéficient des marchés publics ainsi que leurs employés ne se retrouvent probablement pas parmi les pauvres. Les distorsions au niveau des marchés de biens et de facteurs peuvent exister formellement (sur les marchandises importées, en particulier,⁹⁵ ainsi que dans l'industrie du coton), mais sont contournées par le niveau très élevé d'informalité et le faible taux de recouvrement des impôts connexes.

98. **En revanche, la faible appropriation au niveau microéconomique constitue probablement une contrainte majeure à l'investissement privé et à l'entrepreneuriat.** Il s'agit notamment des risques de prédation, de corruption, de pressions des réfugiés ainsi que de pertes dues aux conflits locaux relatifs à l'utilisation des ressources naturelles. Face à cela, une meilleure justice et sécurité (et plus largement une meilleure gouvernance, comme on le verra dans la section suivante) pourraient aider à réduire la survenue de ces risques, et les mécanismes de protection sociale pourraient également aider les ménages les plus vulnérables à faire face aux conséquences de ces risques. Et comme évoqué aux chapitres précédents, le manque de protection sociale peut également empêcher la prise de risque et l'esprit d'entreprise. Ainsi, les éventuelles contraintes spécifiques à lever pour augmenter l'appropriation individuelle des fruits de l'investissement et de l'entrepreneuriat à court terme pourraient inclure :

- *L'inefficacité des services de justice et de sécurité.* Comme indiqué aux chapitres 1 et 2, et tel que clairement exprimé lors des consultations (voir l'annexe 1), des services de justice et de sécurité de qualité insuffisante exercent une grande pression sur les moyens de subsistance des ménages, dans les zones rurales en particulier, et découragent certainement l'initiative privée et l'investissement.
- *Le manque de mécanismes de protection sociale tels que les filets de sécurité productifs et l'appui aux moyens de subsistance dans les communautés rurales.* Comme évoqué aux chapitres 2 et 4, le manque de moyens de production et une forte exposition aux chocs ne

⁹⁵ Le tarif extérieur commun de la CEMAC est de 18% en moyenne. À cela il faut ajouter un certain nombre de taxes et de frais qui ne sont de facto pas prélevés sur les produits nationaux. Les droits d'exportation sont également imposés sur le bétail (8%) et les cultures (2%) (de la valeur à l'exportation fob). Source : Organisation mondiale du commerce, 2013.

laissent parfois aux ménages les plus pauvres aucun autre choix que de s'engager dans des activités et stratégies relativement sûres (par exemple, l'agriculture extensive) n'offrant pas de réelles opportunités d'échapper à la pauvreté. Même si l'accès aux moyens de production peut être considéré comme endogène au processus de réduction de la pauvreté, le manque de mécanismes collectifs de mutualisation des risques pourrait être considéré comme un obstacle à l'appropriation des rendements par rapport aux investissements et à un entrepreneuriat plus risqué.

Les incitations et capacités des autorités à lever les contraintes à la réduction de la pauvreté

99. La persistance de la plupart des contraintes énumérées ci-dessus trouve son origine dans l'insuffisance de capacité et d'incitations des autorités locales et nationales à les lever.

Comme indiqué aux chapitres 1 et 4, le renforcement des capacités du gouvernement à accélérer le développement reste un défi de taille pour le Tchad compte tenu de son environnement difficile en termes de gouvernance et de fragilité. En tout état de cause, les efforts de renforcement des capacités devront être sélectifs en mettant essentiellement l'accent sur les fonctions essentielles de l'État qui visent à consolider la stabilité économique et sociale et là où il y a une marge de manœuvre politique suffisante pour des réformes. Dans cet environnement limité, les membres de l'équipe Tchad de la Banque mondiale ont choisi les contraintes suivantes qui pourraient faire l'objet d'actions :

- *La stabilité insuffisante du budget.* Comme indiqué au chapitre 1, la vulnérabilité du budget à divers chocs est une contrainte majeure à l'utilisation efficace des ressources publiques, les dépenses d'investissement en particulier, trop souvent mal planifiées et non associées à des dépenses courantes proportionnelles. Cela pourrait également devenir un sérieux obstacle à l'expansion, ou même à la protection des prestations de services de base. Dans ce contexte, la constitution de réserves budgétaires (ou de mécanismes de stabilisation) pourrait être d'un grand soutien pour une meilleure exécution budgétaire. Cela pourrait être réalisé grâce à la réduction continue du déficit primaire non lié au pétrole, et à la poursuite d'efforts visant à plus de transparence dans l'exécution du budget, y compris des projections et de la gestion des recettes pétrolières, en s'appuyant sur les récents efforts pour informatiser la chaîne des dépenses, se conformer à l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives et mettre en œuvre les programmes macroéconomiques soutenus par le FMI.
- *La mauvaise gestion des services de santé, de protection sociale et d'éducation.* Les problèmes de capacité de gestion dans les secteurs de la santé et de l'éducation sont très préjudiciables à la formation du capital humain ainsi qu'à l'efficacité et à l'efficience des dépenses pro-pauvres, comme évoqué aux chapitres 1 et 2. Compte tenu de leur nature déconcentrée et de l'impact direct sur la pauvreté, ces deux secteurs, ainsi que le secteur naissant de la protection sociale, pourraient être les bénéficiaires naturels d'une assistance technique et financière plus importante des partenaires et de l'attention du gouvernement, en s'appuyant notamment sur les récentes réalisations dans le secteur de la santé.
- *Le manque de stratégies de développement communautaire et de capacités pour mettre en œuvre des projets et régler les différends.* Au niveau local, l'insuffisance des capacités des communautés à élaborer des stratégies et des projets et à régler les différends est considérée comme un obstacle majeur à l'amélioration de la gouvernance (voir chapitre 4

et annexe 1), une situation qui reflète à la fois un problème de capacité pure et l'absence de mécanismes efficaces de redevabilité sociale.

Classement des contraintes par rapport à différents critères

100. **Les principales contraintes ont été évaluées par un processus intégratif.** Une retraite de deux jours a été organisée entre les membres de l'équipe Tchad de la Banque mondiale en vue d'évaluer collectivement les caractéristiques des principales contraintes éventuelles. Ces contraintes, énumérées dans la section précédente, ont été proposées par les membres de l'équipe à l'issue de présentations faites par certains d'entre eux.⁹⁶ Au cours de la retraite, les participants ont été invités à évaluer chaque contrainte selon les critères suivants :

- *Impact à court terme* – Les contraintes qui, si elles sont levées, pourraient entraîner une réduction substantielle de la pauvreté au Tchad à court terme (moins de 10 ans). Cela suppose que la contrainte elle-même pourrait être levée dans le court terme.
- *Faisabilité politique*. Les contraintes qui pourraient être levées sans risque de faire face à une forte opposition au Tchad.
- *Capacité de mise en œuvre*. Les contraintes pour lesquelles il y a des capacités de mise en œuvre pour les lever.
- *Coût*. Les contraintes ne nécessitant pas de ressources financières excessives pour être levées.
- *Existence de données probantes*. Les contraintes pour lesquelles il existe des données qui prouvent que, si elles étaient levées, il s'ensuivrait une réduction substantielle de la pauvreté.
- *Complémentarités*. Les contraintes qui, si elles étaient levées, devraient renforcer l'impact en matière de réduction de la pauvreté de la levée d'autres contraintes.

101. **Les résultats de l'évaluation sont présentés et classés dans le Tableau 9.** Un point indique que la contrainte a été collectivement classée à un niveau supérieur à la moyenne, sur un critère donné. Inversement, l'absence de point indique que la contrainte a été collectivement classée à un niveau inférieur à la moyenne, sur un critère donné. Les contraintes présentant le plus de points pourraient être celles à lever en priorité.

102. **Même si ces classements restent subjectifs, avec peu de valeur scientifique, ils peuvent néanmoins éclairer les acteurs du développement sur le potentiel et les compromis à faire pour lever les différentes contraintes.** Ces contraintes en elles-mêmes étaient déjà le résultat d'un choix sélectif et pourraient donc être toutes considérées comme des « contraintes principales ».

⁹⁶Douze présentations au total ont été données au cours de la retraite en vue d'informer tous les membres de l'équipe des différents aspects et enjeux de la réduction de la pauvreté : les résultats des consultations au Tchad ; la pauvreté et la vulnérabilité ; les perspectives de réduction de la pauvreté par la croissance et la redistribution ; les conflits et violences ; la gouvernance ; le développement rural ; la viabilité environnementale ; le développement du secteur privé ; l'eau ; l'électricité ; le capital humain et la protection sociale ; le genre.

103. **Les contraintes liées à la gestion des ressources naturelles, aux compétences pour le développement rural et à l'accès aux soins de santé viennent en première position par rapport à l'ensemble des critères.** Elles sont évaluées comme étant (i) «amovibles» à court terme et potentiellement efficaces pour réduire la pauvreté, (ii) éclairées par une solide base de données probantes, (iii) politiquement faisables, et (iv) financièrement abordables et/ou ayant une capacité de mise en œuvre suffisante pour être levées.

104. **Les contraintes liées au genre, à la stabilité budgétaire et à la gouvernance locale occupent également le haut du classement pour ce qui est du potentiel de réduction de la pauvreté, mais elles ont été évaluées comme les plus difficiles d'un point de vue politique et de cohésion sociale.** L'évaluation des contraintes liées au genre tient peut-être au fait que les normes culturelles expliquent en grande partie l'existence de ces contraintes, et qu'elles peuvent être difficiles à lever à court terme. La contrainte liée à la stabilité budgétaire est caractérisée par des évaluations similaires : un fort potentiel, des preuves et une bonne capacité de mise en œuvre/coût - mais difficile du point de vue de la gouvernance - comme résultant probablement du contexte fragile du Tchad, comme nous l'avons vu au chapitre 1. La récente baisse des revenus pétroliers combinée aux dépenses de sécurité supplémentaires peut davantage compliquer la constitution de réserves budgétaires à court terme dans un contexte de concurrence accrue pour des ressources plus rares. Dans le même groupe, la contrainte liée à la gouvernance locale est jugée politiquement risquée (étant donné les perspectives incertaines de la décentralisation politique et budgétaire rapide) et devrait bénéficier d'une analyse et de données supplémentaires pour mieux évaluer la capacité et l'économie politique des institutions locales.

105. **Certaines contraintes ont été identifiées comme difficiles à aborder en l'absence de capacité de mise en œuvre suffisante.** Il s'agit notamment des mécanismes d'assurances agricoles, des coûts des services de transport et de distribution internationaux, des filets de sécurité, de l'organisation des chaînes de valeur dans l'agriculture, de la justice et la sécurité, et de la gestion des prestations de services (santé, éducation, protection sociale). La levée de ces contraintes devrait souvent exiger des solutions intersectorielles innovantes, pour lesquelles les capacités de mise en œuvre et l'expérience manquent au Tchad (en témoigne également l'absence de données probantes pour justifier leur mise en œuvre immédiate). Certaines de ces contraintes ont également été évaluées comme étant difficiles du point de vue de la faisabilité politique (services de transport et de distribution internationaux, en rapport aux questions transfrontalières et cartels ; la justice et la sécurité, en rapport à une fragilité profonde ; la gestion de la prestation de services, en rapport à la déconcentration et la décentralisation politiques). La facilitation du commerce pour réduire les coûts de transport, le déploiement des mécanismes de protection sociale et l'organisation des chaînes de valeur ont également été évalués comme exigeant d'importantes ressources financières, compte tenu des coûts d'investissement initiaux requis et de la nécessité d'une échelle minimale pour en assurer l'efficacité. Il en va de même pour le déploiement de l'énergie propre et le développement d'infrastructures rurales, qui nécessiteraient des ressources financières importantes, avec n'auraient un impact qu'à moyen terme.

106. **Les complémentarités entre les contraintes ont été soulignées.** La dernière colonne du Tableau 9 présente les complémentarités possibles entre les contraintes à lever. Par exemple, les programmes de transferts monétaires en contrepartie de travaux publics financés par des initiatives de protection sociale (H) pourraient être utilisés pour encourager une plus grande utilisation de la gestion durable des terres et des eaux (A). L'amélioration de la capacité des

communautés locales pour la planification et la mise en œuvre de projets (G) pourrait aussi faciliter l'identification de programmes d'infrastructure rurale (A, O). La fourniture des compétences post-basiques (à travers les services de vulgarisation gérés par les organisations de producteurs, B) pourrait faciliter l'utilisation et la vulgarisation des techniques agricoles adaptées au climat (A). La protection sociale (J) et les assurances agricoles (H), en encourageant l'investissement privé des petits exploitants, pourraient amplifier l'impact de l'investissement public en milieu rural (O) par des effets d'entraînement. Une meilleure gestion des terres (A) faciliterait le règlement des différends autour de l'utilisation des terres et eaux (G). Des transferts monétaires conditionnels (J) pourraient également être conçus pour promouvoir l'accès aux soins de santé (C).

107. Certaines conditions préalables sur lesquelles les acteurs du développement ont peu d'influence devront être maintenues pour s'assurer que la levée des principales contraintes se traduira en gains de réduction de la pauvreté. Au Tchad, il faudra accorder une attention soutenue aux conditions de paix et de stabilité, compte tenu de l'environnement sécuritaire très fragile. Dans le même temps, le coût du maintien de la stabilité - estimé comme élevé pour l'économie (en rapport à la fiscalité et aux rentes distribuées aux groupes armés contre leur allégeance) devra être maintenu sous contrôle, éventuellement à travers la réforme des services de sécurité et une plus grande coopération internationale.

108. À plus long terme, un certain nombre de contraintes supplémentaires devra être levé pour maintenir les gains de réduction de la pauvreté et enclencher le processus de transformation structurelle pour une prospérité partagée. Ces contraintes ne devraient pas produire un impact immédiat étant donné le temps nécessaire pour les lever et obtenir des résultats, mais devraient néanmoins être abordées rapidement, compte tenu de leur importance à moyen terme. Un exemple est la qualité de l'enseignement primaire, qui, si elle n'est pas abordée, compromettrait sérieusement les objectifs de réduction de la pauvreté à moyen terme. Dans le même temps, l'amélioration de la qualité de l'éducation exigerait des efforts massifs (d'un point de vue financier et des ressources humaines), compte tenu du nombre d'enseignants concernés, et ne pourrait produire des résultats importants que dans une dizaine d'années, lorsque les enfants ayant bénéficié d'une telle amélioration seraient en âge de travailler et entreraient sur le marché du travail. Un autre exemple est la fécondité (par le biais d'interventions sur l'offre et la demande) qui, si rien n'est fait, continuerait à peser lourdement sur la prestation des services et la capacité des ménages à épargner et à investir dans le capital physique et humain. Enfin, le Tchad gagnerait à s'attaquer rapidement aux nombreux problèmes de réglementation qui affectent énormément son climat d'investissement, comme nous l'avons vu au chapitre 3. Bien que cela puisse ne pas générer d'impacts immédiats en termes de réduction de la pauvreté, la création d'un environnement d'affaires capable d'absorber une main-d'œuvre plus instruite qui sortira progressivement de l'agriculture à mesure que les rendements agricoles augmentent, sera déterminante pour finalement permettre d'atteindre l'objectif de prospérité partagée.

Tableau 7 : Contraintes principales selon les différents critères

	Contrainte	<i>Impact à court terme.</i>	<i>Faisabilité politique.</i>	<i>Capacité de mise en œuvre</i>	<i>Coût</i>	<i>Données probantes</i>	<i>Complémentarité</i>
A	Utilisation insuffisante de techniques de gestion durable des ressources naturelles (terre, eau) pour les cultures et le bétail.	•	•	•	•	•	B, G, H, J, O
B	Manque de compétences post-basiques pour les activités rurales.	•	•	•		•	A, H, M, O
C	Manque d'accès aux soins de santé.	•	•		•	•	J, M, N
D	Manque de temps dont dispose les femmes pour les activités économiques.	•		•	•	•	E
E	Régime foncier défavorable aux femmes.	•		•	•	•	D
F	Stabilité insuffisante du budget.	•		•	•	•	F, J, N, O
G	Manque de stratégies de développement communautaire, de capacité à mettre en œuvre des projets et à régler les différends.	•		•	•		A, L, O
H	Absence de mécanismes d'assurance agricole.		•		•		A, B, K, J, O
I	Coûts élevés des services de transport et de distribution internationaux.	•				•	K
J	Manque de mécanismes de protection sociale tels que les filets de sécurité productifs et l'appui aux moyens de subsistance dans les communautés rurales.	•	•				A, C, H, O
K	Manque d'organisation et d'intégration des agriculteurs et éleveurs pauvres autour de groupes axés sur le marché dans les chaînes de valeur.	•	•				I, H
L	Inefficacité des services de justice et de sécurité.				•	•	G
M	Mauvaise gestion des services de santé, de protection sociale et d'éducation.				•	•	B, C
N	Utilisation insuffisante d'énergie propre pour le chauffage et la cuisine en milieu rural.		•	•			C
O	Offre insuffisante d'infrastructures de base en milieu rural.		•			•	A, B, G, J, H

N.B. • indique que la contrainte a été classée à un niveau supérieur à la moyenne, sur un critère donné.

6. LACUNES EN MATIERE DE CONNAISSANCES

Le présent chapitre identifie les principales lacunes en matière de connaissances qui doivent être comblées au cours des cinq prochaines années, prenant acte de la faible capacité du système statistique au Tchad. Les principaux messages incluent : la capacité du système statistique est faible, et son renforcement demandera du temps et de nombreux efforts. À court terme, la priorité pourrait être accordée à (i) la réalisation d'enquêtes de consommation sur données de panel, portant un accent particulier sur les activités agricoles, complétées par des enquêtes à haute fréquence sur le bien-être réalisées à l'aide des nouvelles technologies de l'information, et (ii) la vaste diffusion des données de gestion financière publique afin de renforcer la transparence et la redevabilité sur l'affectation des ressources publiques. D'un point de vue opérationnel, une étude des capacités des communautés locales sera un prérequis à la conception et la mise en œuvre des projets de développement menés par ces mêmes communautés.

109. De nombreuses lacunes en matière de connaissances doivent être comblées afin d'obtenir une meilleure évaluation des progrès réalisés en matière de réduction de la pauvreté au Tchad, en particulier par le biais de la production et de la diffusion opportune de données statistiques. Les activités statistiques sont définies par la Stratégie nationale pour le développement des statistiques 2011 – 2015. La stratégie vise à assurer la qualité des données statistiques nécessaires pour suivre les progrès en vue d'atteindre les objectifs de la politique de développement. Dans le domaine des statistiques économiques, les statistiques sur les prix à la consommation et le commerce extérieur sont régulièrement produites. Mais les comptes nationaux représentent un véritable problème dans le pays. Ils sont réalisés de manière très irrégulière et n'appliquent toujours pas pleinement le système de comptes nationaux établi en 1993. En outre, les statistiques structurelles nécessaires pour les comptes nationaux sont pauvres. La couverture des entreprises est très faible, les statistiques sur le commerce extérieur ne sont pas détaillées pour l'exercice et les statistiques sur l'agriculture ne sont pas fiables. Pour ce qui est des statistiques sociales, on constate des progrès concernant la production de données depuis 2009 (Recensement de la population de 2009, Enquêtes en grappe à indicateurs multiples de 2010, Enquête sur la pauvreté et l'emploi 2011). Une MICS/EDS est en cours d'élaboration depuis 2013 et doit être finalisée en 2015. Toutefois, le système de statistiques du Tchad rencontre toujours des problèmes similaires à la plupart des systèmes de statistiques africains : faible budget national pour les statistiques, rotation importante du personnel spécialisé, mesures incitatives médiocres, technologies anciennes, faible accès aux données, absence de contrôle de la qualité des données. On constate par exemple la faiblesse des ressources humaines par le fait que, suite à l'Enquête sur la pauvreté et l'emploi effectuée en 2011, l'analyse n'a été disponible que deux ans plus tard. Le recensement du bétail (qui devrait faire la lumière sur la contribution du bétail à la pauvreté) entamé en 2013 afin d'actualiser celui de 1978 n'était pas achevé à la mi-2015.

110. Dans le contexte fragile du Tchad, il est particulièrement important de développer des outils qui permettent de suivre la pauvreté de manière très fréquente. La forte vulnérabilité aux chocs nécessite souvent une réponse rapide des autorités et des partenaires, sous forme notamment d'aide humanitaire. Toutefois, les systèmes de suivi et d'alerte précoce sont insuffisants, reposant souvent sur des solutions ad hoc pour évaluer la magnitude et l'impact

d'une urgence donnée. En outre, il n'existe pas de système de suivi en place pour mesurer le statut de la pauvreté des ménages sur la durée, et il est par conséquent impossible de tirer de quelconques conclusions statistiques sur la nature éphémère ou permanente de la pauvreté, l'existence de pièges de pauvreté, ou l'impact d'interventions spécifiques en faveur des pauvres. Il convient de mener des enquêtes de consommation sur données de panel (avec un accent particulier sur les activités agricoles, telles que celles réalisées actuellement au Niger et au Mali) qu'il serait judicieux de compléter par des enquêtes à haute fréquence réalisées à l'aide des nouvelles technologies de l'information. Les premières pourraient permettre de suivre les dépenses de ménages donnés sur la durée, et les dernières pourraient, pour un coût modéré, fournir des informations en temps réel aux décideurs concernant l'impact de chocs spécifiques sur les populations (conflits, prix, climat et catastrophes naturelles). Une conception de ce type permettrait également de mieux sonder plus particulièrement les populations nomades, les pasteurs, les réfugiés et les populations déplacées à l'intérieur du pays.

111. Les efforts déjà engagés pour informatiser la chaîne des dépenses publiques permettent de renforcer la transparence en matière de gestion des finances publiques. En 2014, le Tchad a achevé l'informatisation de la chaîne des dépenses publiques, permettant aux autorités de suivre, au niveau central, le statut des différentes dépenses publiques (budgétées, engagées, dépensées, décaissées, etc.) et de publier dans les délais et de manière exhaustive les rapports d'exécution du budget. Aux fins de renforcer la responsabilité des dirigeants, ces données pourraient être mises utilement à la disposition des organes intéressés (le parlement, la société civile, les médias), par exemple par le biais du développement du logiciel BOOST désormais utilisé par les pays voisins. Par ailleurs, il convient de renforcer les systèmes d'information sur la gestion des finances publiques afin de mieux évaluer la répartition des ressources fiscales et humaines à travers le pays, aux travers des structures déconcentrées et décentralisées.

112. D'un point de vue opérationnel, il est nécessaire d'obtenir une meilleure évaluation des capacités des communautés locales à mettre en œuvre les projets. Les perspectives du Tchad en matière de réduction de la pauvreté nécessitent une autonomisation renforcée des communautés locales, des organisations et des acteurs du développement dans la mise en œuvre des projets. Cela pourrait nécessiter un renforcement des capacités (la portée n'étant pas connue) et une meilleure compréhension des politiques économiques des institutions locales, notamment les municipalités, les organisations professionnelles et les organisations non gouvernementales.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Agence Française de Développement (2011), “Note Prospective sur les enjeux du développement rural au Tchad”, N’Djaména.
- Agence Française de Développement et Institut de Recherche pour le Développement, (2013), “Population, développement et dividende démographique au Tchad”, N’Djaména.
- Association Internationale de Développement et Fonds monétaire international (2015a), “The Republic of Chad: Joint Staff Advisory Note on the Monitoring Report 2013 of the National Development Plan 2013-15”, avril, Washington D.C
- Association Internationale de Développement et Fonds monétaire international (2015b), “Republic of Chad: Enhanced Heavily Indebted Poor Countries Initiative Completion Point Document and Multilateral Debt Relief Initiative”, avril, Washington D.C.
- Banque mondiale (2010), “Rural Policy Note: Building a Sustainable Partnership”, octobre, World Development Report, Washington D.C.
- Banque mondiale (2011a), “Conflicts, Security and Development”, World Development Report, Washington D.C.
- Banque mondiale (2011b), “Using Public Resources for Economic Growth and Poverty Reduction”, Chad Public Expenditure Review Update”, Washington D.C.
- Banque mondiale (2011c), “Tackling Poverty in Northern Ghana”, mars, rapport 53991-GH, Washington D.C.
- Banque mondiale (2012), “Structural Transformation and Rural Change Revisited: Challenges for Late Developing Countries in a Globalizing World”, Washington D.C.
- Banque mondiale (2013a), “Dynamics of Poverty and Inequality following the Rise of the Oil Sector”, Chad Poverty Note, Washington D.C.
- Banque mondiale (2013b), “Chad Education and Employment Review”, mimeo, AFTHD, Washington D.C.
- Banque mondiale (2014a), “Revue diagnostique des dépenses publiques de base dans le secteur de l’agriculture, du développement rural et de la sécurité alimentaire”, Washington D.C.
- Banque mondiale (2014b), “Bovine Livestock and Arabic Gum Value Chains: Opportunities, Challenges, Actions”, Rapport No 88980-TD, Washington D.C.
- Banque mondiale (2015a), “Republic of Mali: Systematic Country Diagnostic”, mimeo, AFCW3, Washington D.C.
- Banque mondiale (2015b), “Chad: Vulnerability Assessment”, mimeo, GSPDR, Washington D.C.
- Banque mondiale (2015c), “Chad: Human Development Note”, mimeo, AFCW3, Washington D.C.
- Banque mondiale (2015d), “Chad: Country Status Report: Health System Overview”, mimeo, GHNDR, Washington D.C.

- Banque mondiale (2015e), “Chad: SABER-Workforce Development Benchmarking report”, mimeo, GEDDR, Washington D.C.
- Banque mondiale (2015f), Regional Sahel Pastoralism Support Project, Rapport #PAD1091, 4 mai, Washington D.C
- Bourguignon, F. (2008), “Current Thinking on the Scope and Approach of WDR 2008”, dans Agriculture and Development, G. Kochendörfer-Lucius et B. Pleskovic. (dir.), Berlin Workshop Series 2008, Banque mondiale, Washington D.C.
- Bourguignon, F. et S. Dessus (2009), “Equity and Development: Political Economy Considerations”, dans No Growth Without Equity? S. Levy et M. Walton (dir.), Palgrave Macmillan, Washington D.C.
- Comité Permanent Inter Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (2014), « Atelier de formation sur l’intégration du changement climatique dans la planification et le processus budgétaire », 22-26 septembre, N’Djaména.
- Conseil National du Patronat Tchadien (2011), “Livre Blanc”, Décembre, N’Djaména.
- Debos, M. (2011), “Living by the gun in Chad: armed violence as a practical occupation”, Journal of Modern African Studies, Vol. 49 (3), 409-428.
- De Janvry, A. et E. Sadoulet (2009), “Agricultural Growth and Poverty Reduction: Additional Evidence”, World Bank Research Observer 25 (1), 1-20.
- Dercon, S. (2009), “Rural Poverty: Old Challenges in New Contexts”, World Bank Research Observer 24 (1), 1-28.
- Dessus, S. (1999), “Total Factor Productivity and Outward Orientation in Taiwan: What is the Nature of the Relationship?”, dans Economic Efficiency and Productivity Growth in the Asia Pacific Region, T.T. Fu, C. J. Huang et A. Lovell (dir.), Edward Elgar Publishing Limited.
- Enhanced Integrated Framework (2014), Diagnostic Trade Integration Study Chad, Genève.
- Famine Early Warning System Network, FEWSNET (2011), Chad Livelihood Zone Profiles, www.fews.net.
- Feenstra, R., R. Inklaar et M. Timmer (2013), “The Next Generation of the Penn World Table” disponible en téléchargement à www.ggdgc.net/pwt.
- Fonds monétaire international (2014a), “Chad – Staff Report for the 2013 Article IV Consultation and Assessment of Performance under the Staff-Monitored Program”, février, Washington D.C.
- Fonds monétaire international (2014b), “CEMAC: Staff Report on Common Policies for Member Countries”, août, Washington D.C.
- Food and Agriculture Organization (2014), Food Price Data and Analysis Tool, Rome.
- Forum économique mondial (2013), “The Global Competitiveness Report 2013–2014”, Genève.
- Fund for Peace (2014), Fragile State Index 2014, Washington D.C.
- Hausman, R., D. Rodrik et A. Velasco (2005), “Growth Diagnostics”, J.F. Kennedy School of Government, Cambridge.

- Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, HCR (2014), informations extraites de <http://www.unhcr.fr/pages/4aae621d56b.html>.
- International Crisis Group (2010), “Tchad: au-delà de l’apaisement”, Rapport Afrique 162, Nairobi et Bruxelles.
- International Food Policy Research Institute (2013), Total and Partial Factor Productivity in Developing Countries. Version 2. Washington D.C.
- Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques (2013a), “Profil de Pauvreté au Tchad en 2011”, N’Djaména.
- Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques (2013b), “L’emploi au Tchad en 2011”, N’Djaména.
- Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques (2013c), “Secteur informel au Tchad en 2011”, N’Djaména.
- Institute for Economics and Peace (2013), “Global Peace Index 2013”, Stockholm.
- Kray, A. et D. McKenzie (2014), “Do Poverty Trap Exist?”, Document de travail et de recherche 6835, Banque mondiale, Washington D.C.
- Koussou, M.-O. (2013), « Economie et Fiscalité Pastorale », Colloque régional de N’Djaména, 27-29 mai.
- Levy, Brian (2014), “Working with the Grain: Integrating Governance and Growth in Development Strategies”, Oxford University Press, Oxford.
- McCullough, E. (2014), “Labour Productivity and Employment Gaps in Sub-Saharan Africa”, Document de travail et de recherche 7234, Banque mondiale, Washington.
- McMillan, M. et D. Rodrik (2011), “Globalization, Structural Change and Productivity Growth”, Document de travail 17143, National Bureau of Economic Research, Cambridge.
- McMillan, M. et K. Harttgen (2014), “What is Driving the ‘African Growth Miracle’?”, Document de travail 19616, National Bureau of Economic Research, Cambridge.
- Nations unies (2010), “Report of the Secretary General on the UN Mission in the Central African Republic and in Chad (MINURCAT, 29 avril, New York.
- Organisation mondiale du commerce (2013), “Trade Policy Review: CEMAC countries”, Genève.
- Programme alimentaire mondial (2013), “Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire des ménages ruraux”, Rome.
- Stockholm International Peace Research Institute (2013), Military Expenditure Database, Stockholm.
- Stoeffler, Q., B. Mills et P. Premand (2015), “Households’ investments in durable and productive assets in Niger: quasi-experimental evidence from a cash transfer project”, mimeo, Banque mondiale, Washington D.C.
- Terivaninthorn, S. et G. Raballand (2009), “Transport Prices and Costs in Africa: A Review of International Corridors”, Banque mondiale, Washington D.C.

United States Department of Interior (2012), “A Climate Trend Analysis of Chad”, Fact Sheet 2012–3070, juin, Washington D.C.

World Food Programme (2009), “Analyse Globale de la Sécurité Alimentaire et de la Vulnérabilité”, Roma.

Annexe 1 : Compte-rendu des consultations relatives au diagnostic pays systématique

N'Djamena, 3 et 4 décembre 2014

Introduction

113. **Dans le cadre de l'élaboration du Diagnostic Pays Systématique, la Banque mondiale a tenu de manière indépendante des consultations au Tchad, afin de s'entretenir avec des responsables des institutions ainsi qu'avec des représentants de la population tchadienne.** L'objectif de la Banque mondiale était d'élaborer un cadre pour réfléchir de manière constructive à la situation de pauvreté endémique que connaît le pays. Dialoguer avec diverses institutions représentatives du peuple tchadien était donc une nécessité à la fois pour l'écouter et mieux comprendre la situation du pays, mais aussi pour avoir confirmation de son soutien aux actions engagées. Ces entretiens visaient ainsi à recueillir des contributions diverses pour mieux cerner les stratégies à venir.

114. **Les consultations se sont tenues les 3 et 4 décembre 2014 à Ndjamen, au Palais du 15 janvier. Elles ont rassemblé plus de 70 représentants d'organisations non-gouvernementales,** associations de Ndjamen et des régions tchadiennes (entre autres : ADDAT, AFRICARE, AFPAT, APAD, APSOA, CEFOD, CERAD, CJFE, OXFAM), représentatives de la société civile (enseignants, femmes, handicapés, orphelins, pharmaciens, potières, sages-femmes, vétérinaires, entre autres). Des membres du Parlement et de l'Administration (entre autres : Ministère de l'Economie et des Finances, de la Planification, de l'Agriculture et de l'Environnement, du Travail et de l'Emploi, Education Nationale) ont également participé à ces discussions. Par ailleurs des consultations séparées ont été menées avec les bailleurs et le secteur privé (Chambre de Commerce, Société Générale Tchad, Commercial Bank, entre autres).

115. **En ouverture, Madame Mahamat Nour, Ministre du Plan et de la Coopération Internationale, est intervenue.** Madame la Ministre a remercié les participants d'être venus si nombreux et, à la veille de l'élaboration du nouvel engagement stratégique de la Banque mondiale au Tchad pour la période 2016-2020, a réaffirmé le soutien du gouvernement tchadien aux initiatives passées et présentes de la Banque mondiale pour réduire la pauvreté dans son pays.

116. **Plusieurs sections ont été organisées autour de différents thèmes : stratégie, développement rural, secteur privé, capital humain, gouvernance.** Elles ont débuté par les présentations de représentants de la Banque mondiale. Ces présentations sont disponibles sur un **site internet**, site qui sert également d'interface avec la population tchadienne, qui est incitée à envoyer ses propres contributions⁹⁷ Les discussions, face aux médias, furent ouvertes, franches et constructives. Elles ont parfois été révélatrices des perceptions différentes de la situation voire de tensions entre hommes et femmes, entre agriculteurs et éleveurs, entre organisations non-gouvernementales et membres du Parlement. Les principales conclusions sont les suivantes :

⁹⁷ <http://consultations.worldbank.org/fr/consultation/tchad-cadre-partenariat-pays>).

Pauvreté endémique

117. **Le Tchad est un grand pays, aux diversités régionales prononcées.** Si la pauvreté s'est réduite dans certains territoires au cours des années 2000, elle a aussi progressé dans d'autres et se concentre de plus en plus dans certaines régions en décrochage.

118. **C'est d'abord dans les zones rurales, que règne la plus grande pauvreté et que se répand la famine :** les pauvres y sont plus pauvres que dans les zones urbaines. Alors que 47% de la population tchadienne vit sous le seuil de pauvreté, 90 % des pauvres sont ruraux. Pourtant l'exode rural au Tchad semble plus révéler une fuite qu'une recherche d'opportunités.

119. **Certains intervenants ont souligné l'ampleur de la pauvreté dans les villes,** où la vie est chère notamment pour les besoins de première nécessité comme la nourriture ou le logement.

120. **Tout en soutenant la recherche de dialogue avec la Banque mondiale, divers acteurs tchadiens souhaitent contribuer à la stratégie de réduction de la pauvreté et soulignent l'importance d'associer la société civile, à côté du gouvernement, aux programmes qui seront mis en place.** D'autres regrettent que la majorité des programmes actuels de développement ne soient qu'un « saupoudrage » de mesures destinées à l'ensemble du pays alors que, ciblées sur les régions les plus touchées, elles pourraient avoir plus d'impact. Ils préconisent donc de privilégier une approche décentralisée, basée sur les résultats observés et où les bénéficiaires seraient davantage impliqués.

Une agriculture insuffisamment productive

121. **Au Tchad, de fortes tensions existent entre les agriculteurs et les éleveurs.** Souvent liées à des rivalités exacerbées autour de l'accès à l'eau ou des conditions de passage des troupeaux sur les terres cultivables, elles sont un frein au développement économique. L'intensité des rivalités varie selon les régions, dans la mesure où dans certaines d'entre elles, les agriculteurs peuvent aussi être éleveurs. Ces tensions sont aussi exacerbées par la conduite des autorités administratives et militaires locales, le plus souvent propriétaires du bétail.

122. **Le potentiel agricole tchadien est mal exploité.** Seule une très petite part des terres arables est effectivement cultivée. Les agriculteurs ne peuvent posséder qu'une surface limitée de terres et les méthodes de culture restent traditionnelles ce qui limite les rendements. S'adaptant peu aux méthodes modernes (faible utilisation d'engrais, semences de faible qualité), l'agriculture tchadienne souffre par ailleurs du coût élevé des intrants. Par ailleurs, les femmes ont moins accès aux ressources que les hommes (terre, intrants).

123. **La santé des animaux d'élevage est également un problème :** certains intervenants ont regretté le manque de personnel vétérinaire pour travailler avec les éleveurs. Les pathologies des animaux ne sont donc pas toujours contrôlées. En conséquence, alors que l'élevage représente la moitié des exportations du pays, une grande partie de la production agricole tchadienne ne satisfait pas les normes internationales et ne peut donc être exportée.

124. **Les rendements agricoles sont faibles et l'élevage tchadien peu productif :** on observe d'une part que certaines productions qui ont un fort potentiel en matière de réduction de la pauvreté, ont un rendement très faible (oignon, maïs, riz, arachide, sésame, karité, ail, fruits), et

d'autre part que les exploitations de coton et de gomme arabique ne développent pas leur potentiel de diversification. Les activités de transformation restent très limitées en particulier, les œufs mais aussi le lait, qui pour une grande part restent importés en dépit de l'existence de nombreux troupeaux sur le territoire tchadien. Ces deux productions pâttissent particulièrement du manque de dispositifs de conservation liés au problème récurrent de l'énergie.

125. Ses capacités de production étant essentiellement agricoles, le Tchad en raison des faiblesses de ce secteur d'activité, exporte peu et ne tire qu'un faible avantage de sa proximité avec des marchés importants (comme le Niger et le Nigéria pour l'exportation de bovins).

126. Les ménages ruraux encourent aussi des risques. Des risques liés à la sécurité alimentaire : La population se montre en général réticente à la consommation de produits importés, dont elle ne sait s'ils satisfont les normes, réticente aussi à l'utilisation d'engrais dont elle ne mesure pas les conséquences à moyen et long termes. Des risques dus au réchauffement climatique également. En effet, ces dernières années la saison des pluies a été plus courte, ce qui fragilise la situation des agriculteurs qui voient leur production se réduire, sans avoir d'emploi rémunérateur pendant une grande partie de l'année. Sur ce point, des intervenants évoquent la nécessité d'assurer aux agriculteurs un loyer et un niveau de vie décent.

127. Le secteur agricole tchadien, qui doit se moderniser, se heurte à un problème de financement. Les acteurs du secteur agricole soulignent en effet les extrêmes difficultés pour avoir accès au capital permettant de développer leur activité.

Les barrières au développement du secteur privé

128. Les acteurs du système bancaire soulignent l'extrême difficulté de financer la modernisation de l'agriculture tchadienne. Une forte thésaurisation au sein de la population et une activité agricole majoritairement informelle (les acteurs individuels étant peu enclins à travailler dans le secteur formel) en sont les causes principales. Dès lors l'agriculture échappe en grande partie aux circuits bancaires ce qui accroît les risques des banques (le recouvrement sur les PME est très faible) qui comprennent mal les mécanismes sous-jacents au secteur. De plus, les régulations contraignantes auxquelles sont soumises les banques (lutte contre le blanchissement d'argent, besoin de papiers officiels) rendent particulièrement délicat le soutien financier à des activités en grande partie non déclarées.

129. De manière plus globale, dans l'économie tchadienne, les conditions ne sont pas réunies pour entreprendre : les coûts de production sont élevés, l'accès au crédit est difficile et le soutien aux PME reste trop risqué pour les banques. Si les financeurs regrettent le poids trop important du secteur informel, ils soulignent aussi les risques trop élevés associés à de nombreux projets, le manque de formation des entrepreneurs, le manque de transparence des marchés publics, ainsi qu'un dialogue public/privé quasi-inexistant.

130. Toutefois, la lutte contre la pauvreté impose que de grands chantiers soient mis en œuvre et que des investissements soient réalisés dans des infrastructures prioritaires. Dans l'accès à l'énergie des zones reculées, dans l'électrification rurale, dans la construction et les transports. Ces activités ont impérativement besoin de soutien car certaines régions reculées, ont

un accès très limité aux échanges avec le reste du pays. Cette inégale vulnérabilité géographique justifie là aussi une approche régionale des difficultés.

131. Le microcrédit se développe au Tchad, mais des intervenantes soulignent la difficulté d'y avoir accès et regrettent le manque d'information et de formation pour celles et ceux qui pourraient en bénéficier.

Capital humain et protection sociale

132. Le système de santé tchadien est très peu développé. Beaucoup d'habitants n'ont pas accès aux soins de santé, ce qui constitue un problème fondamental, en particulier pour les femmes ou pour les habitants des zones rurales reculées, où les infrastructures sont insuffisantes. De plus, des intervenants soulignent que quand il existe, le service de santé est souvent de médiocre qualité : les malades sont mal accueillis, les hôpitaux trop peu nombreux refusent souvent des malades, les coûts des soins sont élevés et de nombreux tchadiens ne peuvent pas les payer.

133. Le système éducatif connaît aussi de nombreux problèmes : La pression démographique est si forte au Tchad (68% de la population tchadienne a moins de 24 ans), que le système a du mal à suivre et à satisfaire la demande. Des indicateurs, comme le taux d'analphabétisme et d'abandon des études très élevés attestent de cette situation. Par ailleurs, la qualité de l'éducation reste très faible. Les écoles communautaires, nombreuses, ont de très médiocres résultats ce qui remet en question les modes de recrutement des maîtres ainsi que le contenu de leurs enseignements. Les parents déplorent également les faibles moyens mis au service de l'éducation, le manque de ressources et de matériel, la quasi absence de cantines, ainsi que l'importante contribution financière qui leur est demandée pour, par exemple, les craies ou le salaire des maîtres communautaires (45% des écoles aujourd'hui seraient construites avec du matériel fourni par les parents). Un parlementaire exprime son soutien pour une éducation primaire gratuite et obligatoire pour tous les enfants en âge d'entrer à l'école.

134. L'éducation des filles est un enjeu majeur pour le Tchad : Soumises aux traditions (mariage précoce) et aux risques associés (grossesses précoces), très nombreuses sont les jeunes filles à quitter l'école avant la fin du cycle primaire, et peu d'entre elles entrent au secondaire. Par ailleurs, l'école peut même être considérée comme un danger, les jeunes filles ayant plus de chances de tomber enceinte de façon précoce (risques sur le chemin de l'école et à l'école elle-même).

135. Par ailleurs, l'apprentissage délivré à l'école semble mal préparer les jeunes tchadiens aux métiers dont l'économie a besoin : Si des intervenants soulignent que les bons élèves cherchent, à la fin de leurs études, à entrer dans l'administration, le système éducatif propose peu de compétences, de formations qualifiantes utiles pour l'économie du pays, pour les petits métiers notamment, ce qui contribuerait à réduire la pauvreté car ces emplois sont occupés aujourd'hui par des gens très vulnérables.

136. Le Tchad pâtit du manque de cadres dans le secteur privé et de main d'œuvre très qualifiée. Le dialogue reste difficile entre le secteur formel et le secteur informel, qui ne semble pas vouloir s'intégrer dans le secteur formel.

137. **La protection sociale est très faible.** Une grande part des travailleurs n'a pas d'emploi pérenne et ne bénéficie d'aucune protection sociale. Dans certains secteurs (comme le bâtiment), les salaires sont versés de manière irrégulière. Dans les zones rurales les femmes, même quand elles travaillent, ne bénéficient d'aucune protection.

138. **Certains groupes spécifiques, dans les campagnes mais aussi dans les villes, sont très vulnérables** (mères, nomades, handicapés, prisonniers, orphelins, enfants hors du système scolaire, etc.) manquent de protection et d'assistance. Ils auront du mal à profiter d'une éventuelle croissance économique. De manière générale, les femmes cumulent les caractéristiques de vulnérabilité : victimes de violences, protection sociale faible ou inexistante, éducation limitée, manque d'information sur la fertilité et les risques associés.

139. **La sécurité est un facteur clé du développement du pays, et actuellement, les Tchadiens font face à une insécurité importante.** Dans certaines régions, les villageois doivent se protéger des voleurs, des brigands, des gens armés ou des coupeurs de routes.

Gouvernance et décentralisation

140. **La gouvernance a besoin d'être renforcée aux niveaux national et local. Beaucoup ont peu d'espoir dans la capacité du gouvernement central à se réformer et lui reprochent de ne pas suffisamment informer les citoyens de la situation du pays et de la politique menée.** Pour cela, un appui au développement des capacités serait nécessaire, ce qui permettrait une implication accrue des citoyens dans l'action publique. L'État est perçu comme peu efficace dans sa gestion des dépenses publiques. Au niveau local, les groupes villageois souhaiteraient également mieux pouvoir exprimer leurs droits. De manière générale, les intervenants semblent beaucoup plus optimistes sur les capacités de réformes des institutions locales que nationales.

141. **Les citoyens souhaiteraient une garantie de l'indépendance de la justice.**

142. **Les citoyens tchadiens insistent sur leur droit à l'information.** Ils souhaiteraient s'assurer que leurs contributions sont bien utilisées, et aussi être associés à l'amélioration du système. Ils souhaiteraient également être mieux informés de leurs droits et devoirs. Certains s'expriment en faveur d'une approche décentralisée des services publics, où les bénéficiaires seraient plus impliqués et où les résultats des politiques menées seraient évalués et suivis.

143. **Les citoyens s'expriment également en faveur de plus de contrôle des services publics, ce qui permettrait de limiter les abus.** Ils regrettent la lenteur et le manque de transparence des procédures administratives.

144. **Les autorités soulignent les efforts entrepris récemment par l'État pour améliorer les services publics et la nécessité, pour les citoyens, d'adopter des comportements civiques :** les services publics accordent des droits avec en contrepartie des devoirs (impôts) que les citoyens doivent respecter.

Questions transversales

145. **Le renforcement des capacités matérielles et financières est un thème qui revient dans la quasi-totalité des domaines :** l'administration, les institutions de services publics (écoles, hôpitaux, etc.), manquent de moyens.

146. **Il s'avère nécessaire de combler le manque de données statistiques :** Plus de données chiffrées permettrait tout d'abord de mieux mesurer les résultats des politiques, de permettre le suivi de l'action de l'État, ensuite de poursuivre les études thématiques (la Ministre souligne le besoin d'études complémentaires, révélant si possible les disparités régionales), et enfin de réfléchir à des mécanismes de mise en œuvre des programmes (suivi-évaluation) pour s'orienter vers une politique de résultats.

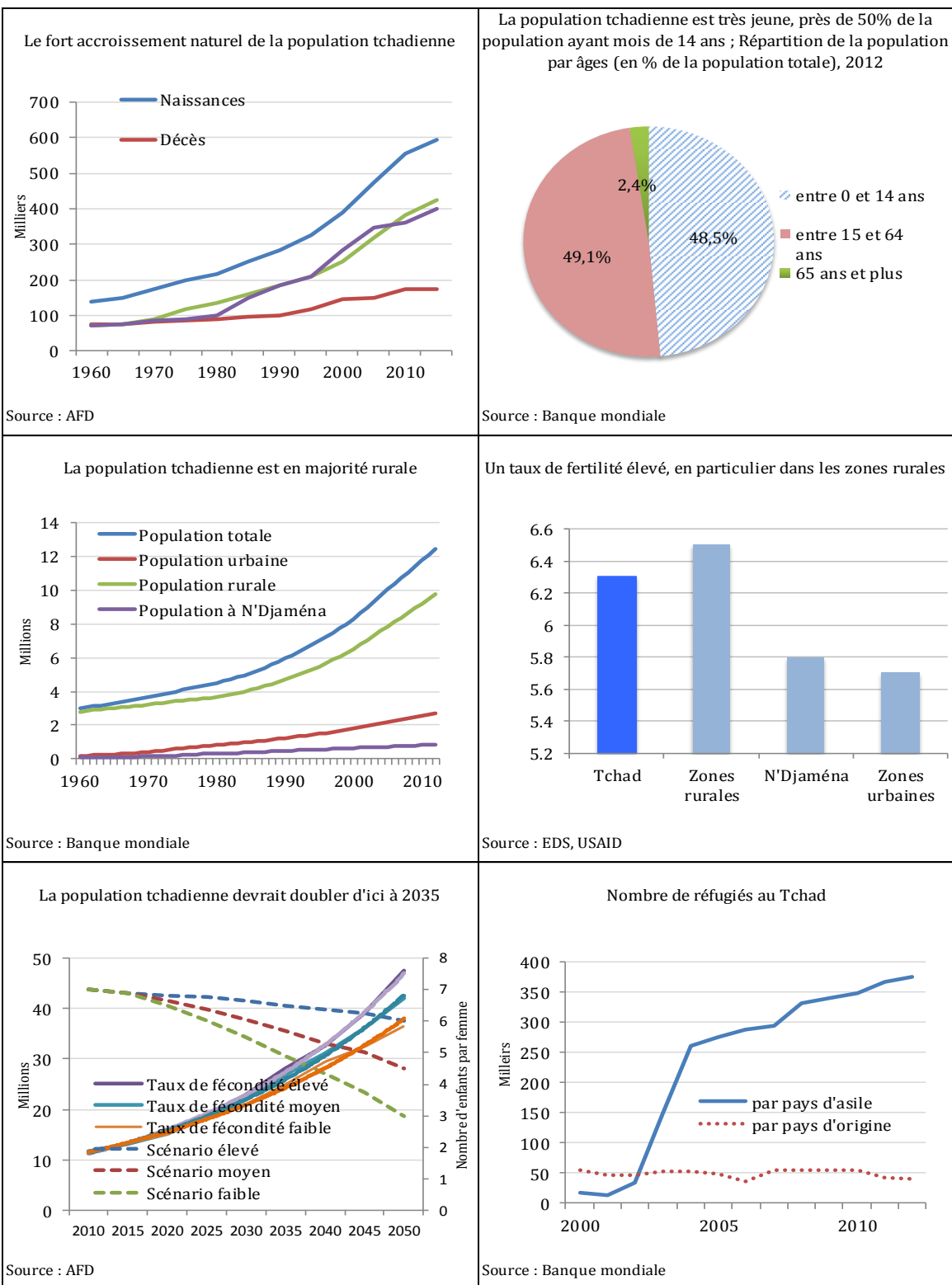
147. **Des intervenants soulignent la difficulté de faire bénéficier les revenus pétroliers au plus grand nombre et s'interrogent sur les retombées d'une diminution de ces revenus sur l'économie et la société tchadiennes.**

148. **Les disparités régionales sont très importantes, ce qui implique une approche géographique ciblée pour la mise en place des programmes de réduction de la pauvreté.**

149. **Des intervenants regrettent que le thème des technologies de l'information et de la communication n'ait pas été abordé.**

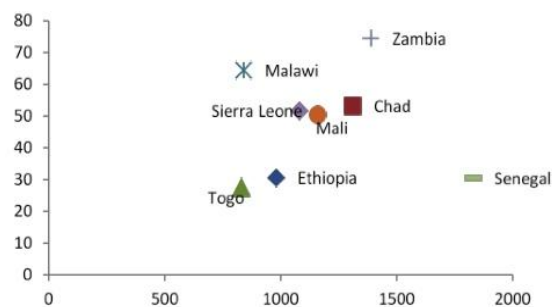
Annexe 2 : Représentation graphique du Tchad

POPULATION



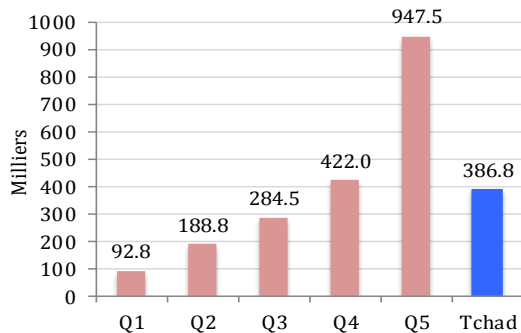
PAUVRETÉ

Taux de pauvreté et PIB par habitant (dollars constants, 2005)



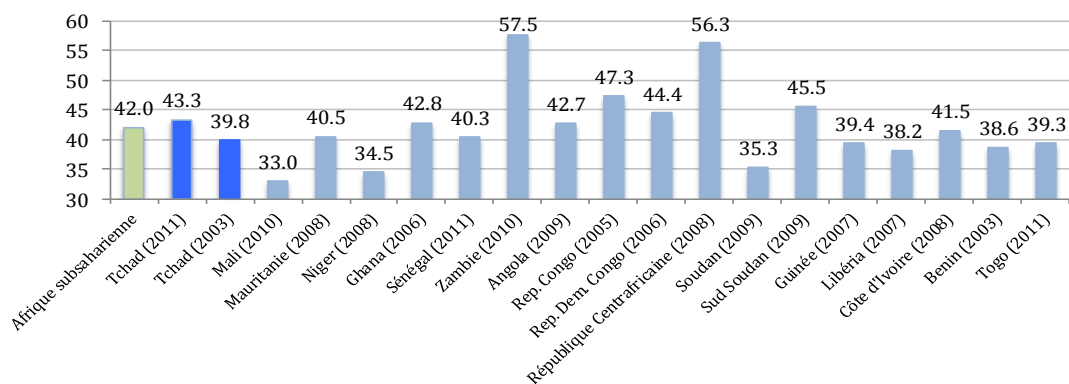
Source : Banque mondiale

La consommation annuelle par habitant, par niveau de richesse des ménages, révèle d'importantes inégalités



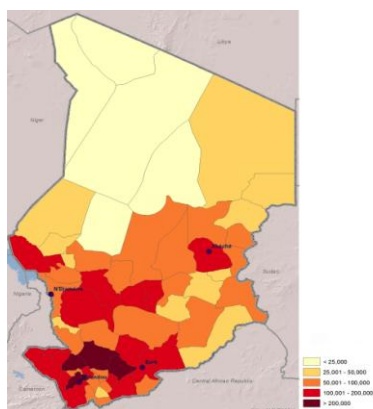
Source : Banque mondiale

Coefficient de Gini



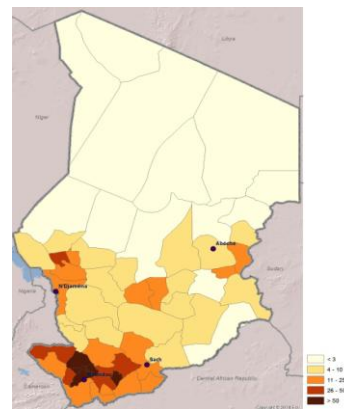
Source : Banque mondiale

Taux de pauvreté par département



Source : Banque mondiale

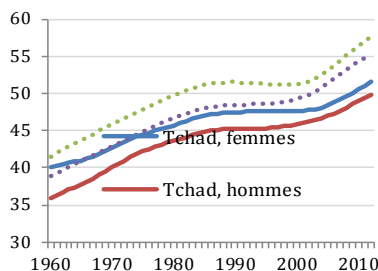
Nombre de pauvres par km2



Source : Banque mondiale

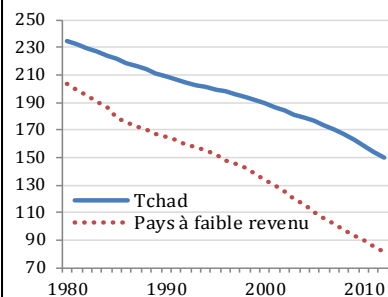
SANTÉ

L'espérance de vie à la naissance est inférieure au Tchad qu'en Afrique subsaharienne en moyenne



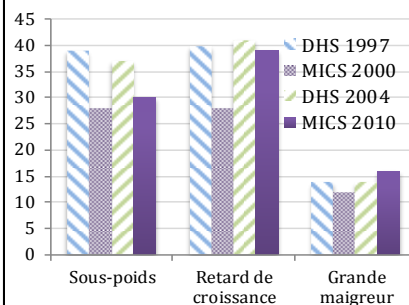
Source : Banque mondiale

Taux de mortalité des moins de 5 ans (pour 1000 naissances)



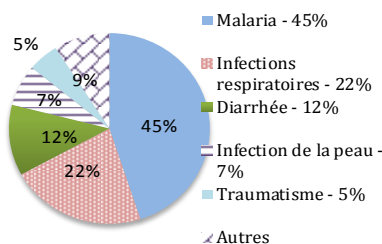
Source : Banque mondiale

Malnutrition infantile



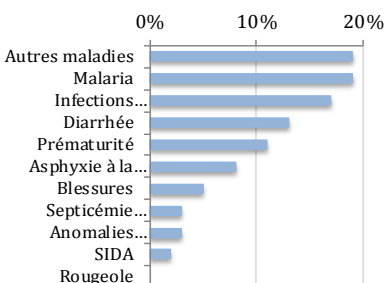
Source : INSEED, MICS

Principales causes de demande de service de santé



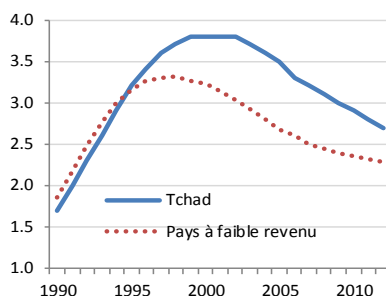
Source : INSEED

Principales causes de décès chez les enfants de moins de 5 ans, 2012



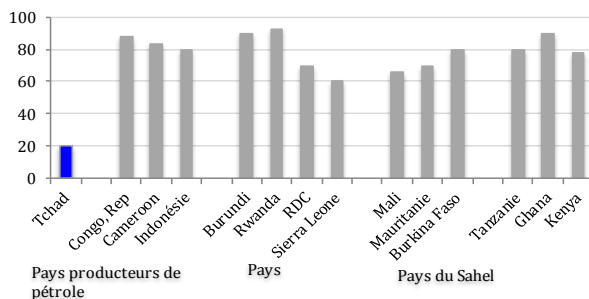
Source : Banque mondiale

% de la population (15-49 ans) atteinte du SIDA



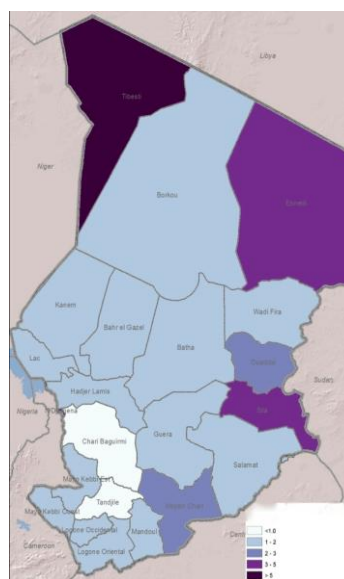
Source : Banque mondiale

Vaccins pour le DTP

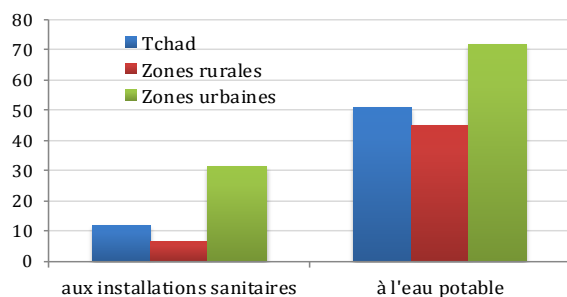


Source : Banque mondiale

Nombre de médecins par région (pour 100 000 hab.)



% de la population ayant accès...

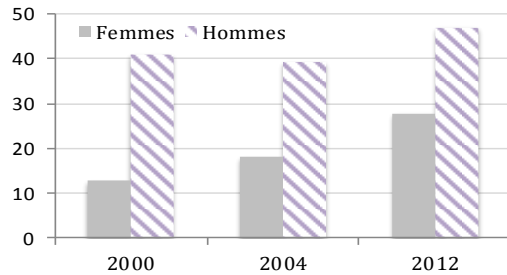


Source : Banque mondiale

Source : Banque mondiale

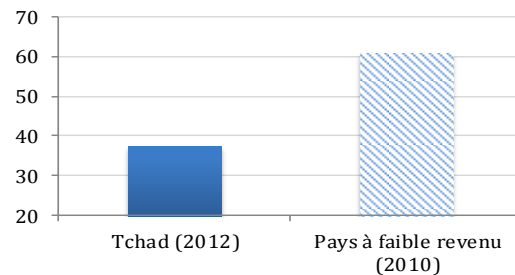
ÉDUCATION

Un niveau d'alphabétisation faible, surtout pour les femmes



Source : Banque mondiale

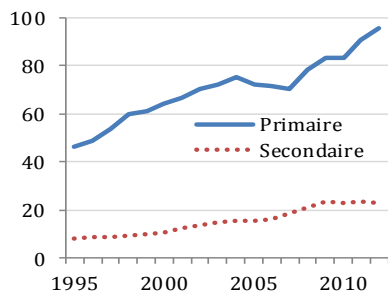
Taux d'alphabétisation (% de la population de plus de 15 ans)



Source : Banque mondiale

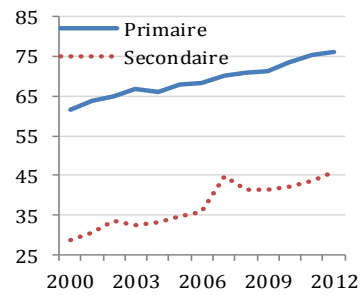
Le faible taux de scolarisation s'explique en partie par le faible taux de scolarisation et le fort taux d'abandon des filles

Taux de scolarisation



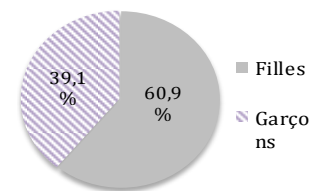
Source : Banque mondiale

Ratio filles scolarisées / garçons scolarisés



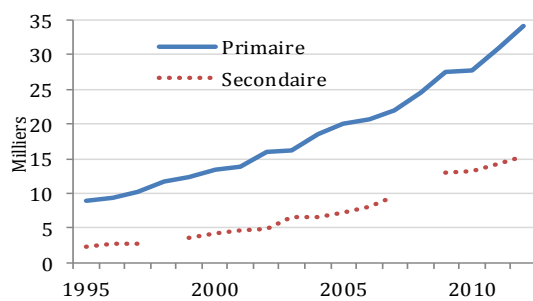
Source : Banque mondiale

% d'enfants quittant le cycle primaire en 2011



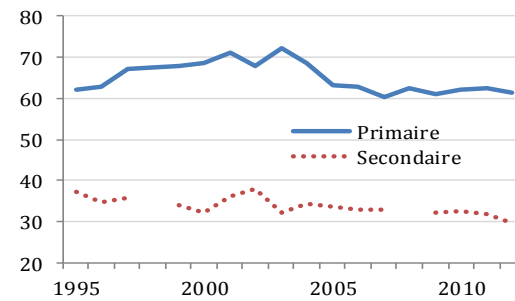
Source : Banque mondiale

Nombre d'enseignants



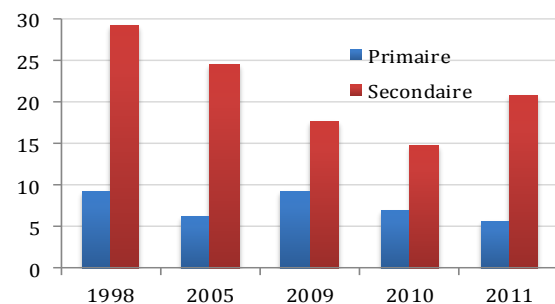
Source : Banque mondiale

Ratio enseignant / élèves



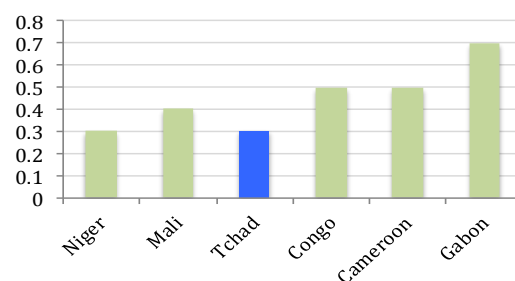
Source : Banque mondiale

Diminution de la dépense par élève (en % du PIB par habitant)



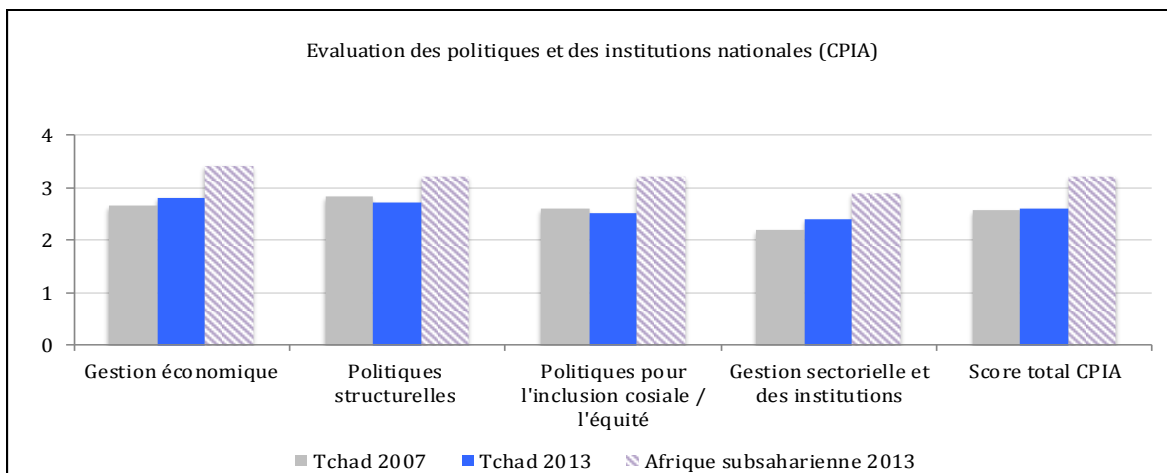
Source : Banque mondiale

Indice de développement humain, 2011

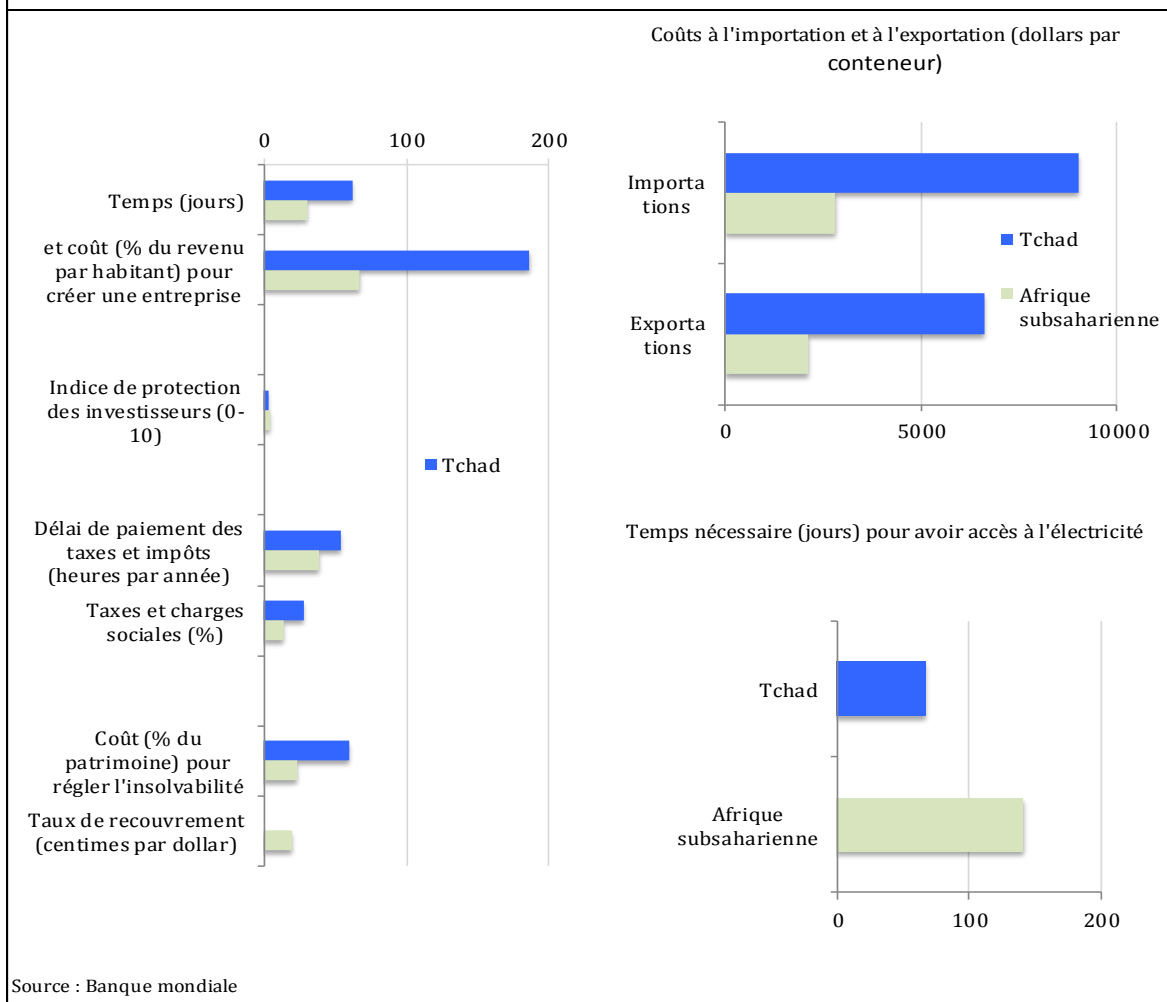


Source : PNUD

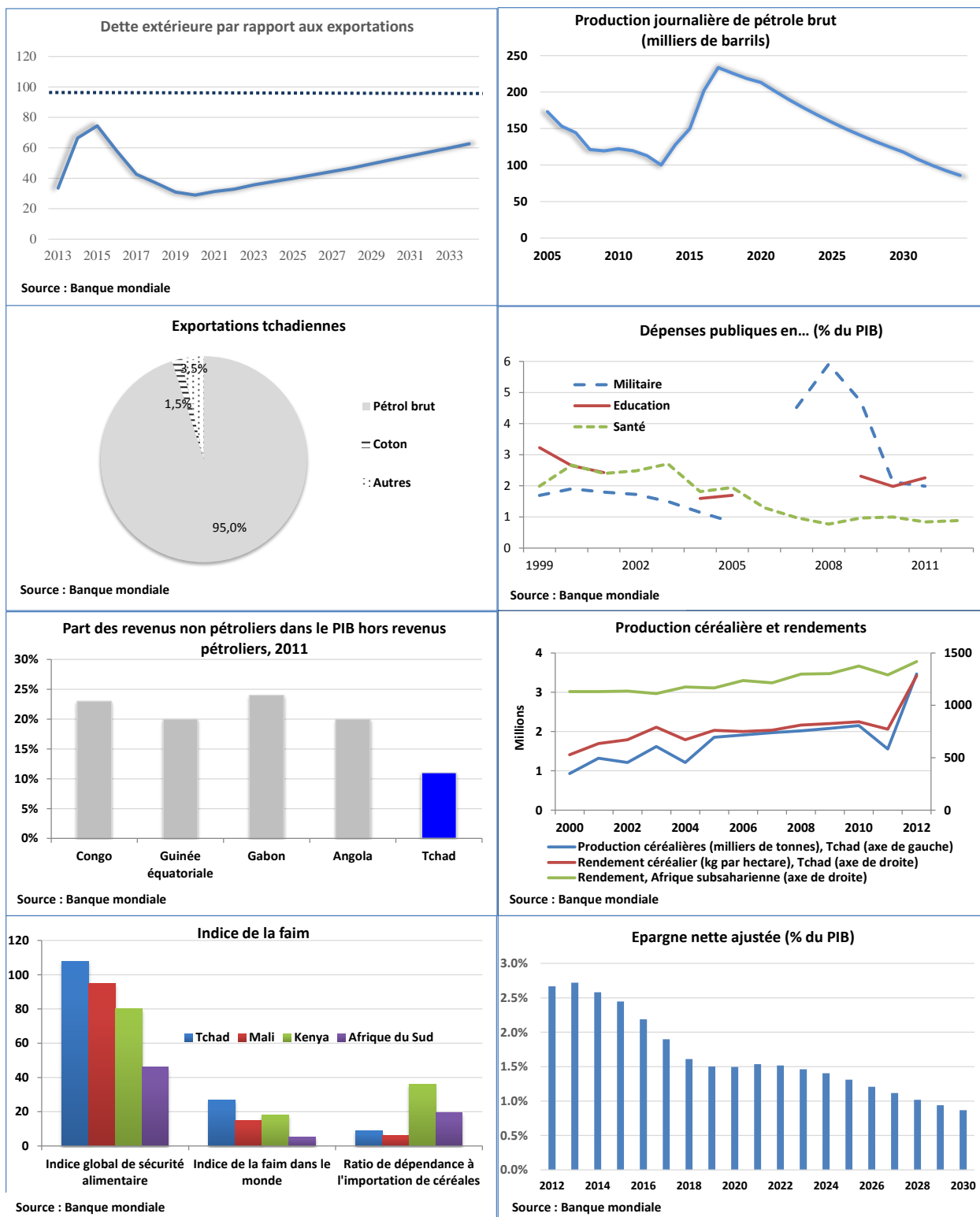
GOVERNANCE ET ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES



Source : Banque mondiale



SOUTENABILITÉ



Annexe 2 : Un modèle quantitatif prospectif pour le Tchad

151. Un modèle d'équilibre général calculable (EGC) a été élaboré pour le Tchad en vue de développer des scénarios prospectifs. Le modèle fournit un cadre cohérent permettant d'explorer les développements possibles à moyen terme en fonction des principales caractéristiques structurelles de l'économie tchadienne. Le modèle EGC est un modèle néoclassique typique avec des prix endogènes, l'équilibre des marchés, une substitution imparfaite entre les produits nationaux et étrangers, et l'accumulation endogène des facteurs de production. Comme dans n'importe quel modèle EGC, les prix sont endogènes sur chaque marché (biens et facteurs) et équilibrent les offres (importations ; production tchadienne pour le marché intérieur ; offre des facteurs de production) et les demandes (demande finale des ménages, gouvernement, investisseurs et reste du monde ; demande intermédiaire des producteurs ; demande de facteurs de production de la demande), de manière à parvenir à un équilibre. L'équilibre est général au sens où il concerne l'ensemble des marchés simultanément. Ce type de modèle permet de combiner des bases de données détaillées avec un cadre théorique microéconomique solide qui saisit l'interdépendance et les liens entre les marchés. Grâce à de telles caractéristiques, les modèles EGC sont des outils utiles pour évaluer l'impact à long terme des chocs et réformes structurels. En revanche, l'hypothèse sous-jacente de l'équilibre du marché et de la neutralité monétaire rend les modèles EGC peu adaptés à l'évaluation des impacts à court terme des politiques macroéconomiques dans les économies dotées de marchés financiers bien développés.

152. Le modèle est calibré pour l'année 2012 sur la base d'une matrice de comptabilité sociale (MCS) élaborée à cet effet. La MCS et le modèle comportent 20 secteurs d'activité (et produits correspondants), deux types de ménages (rural et urbain), un partenaire commercial, le reste du monde et cinq facteurs de production : main-d'œuvre informelle, main-d'œuvre formelle, le capital, la terre, et les réserves de pétrole. La MCS totale pour 2012 est reportée ci-dessous. Les chiffres sont exprimés en milliards de francs CFA.

	1	2	3	4	5	6	7	8
1. Activités - Produits	3781	0	3297	1267	434	1989	2421	13 189
2. Facteurs de production	6126	0	0	0	0	0	0	6126
3. Ménages ruraux	0	2969	0	0	219	0	171	3359
4. Ménages urbains	0	1976	0	0	73	0	57	2106
5. Gouvernement	188	1181	20	295		0	116	1988
6. Épargne - Investissement	0	0	42	544	913	0	490	1989
7. Reste du monde	3094	0	0	0	161	0	0	3255
8. Total	13 189	6126	3359	2106	1988	1989	3255	

153. L'offre est modélisée à l'aide de fonctions de production à élasticité de substitution constante (CES), qui décrivent les relations de substitution et de complémentarité entre les divers intrants. Les producteurs visent à limiter leurs de coûts sous hypothèse de rendements d'échelle constants. La production résulte de deux produits composites: la consommation intermédiaire et la valeur ajoutée, qui sont combinées dans des proportions fixes. La consommation intermédiaire est obtenue en combinant tous les produits en proportions fixes. La valeur ajoutée est ensuite décomposée en deux parties pouvant se substituer : la main-d'œuvre et un ensemble compose des ressources naturelles (terre, pétrole) et du capital. Les salaires équilibrent à la fois les marchés de la main-d'œuvre formelle et informelle. Le capital et la terre

sont pleinement utilisés et ne peuvent se substituer de façon parfaite. La demande de capital établit une distinction entre capital « ancien » et « nouveau ». Le modèle intègre par conséquent la notion de génération de capital afin d'établir une distinction dans le processus d'attribution des capitaux déjà en place, de ceux résultant d'un investissement contemporain (fonction de production malléable/semi-malléable). Les « nouveaux » capitaux peuvent être affectés avec davantage de flexibilité par rapport aux « anciens » capitaux. L'accélération de l'investissement renforce par conséquent la capacité d'ajustement du secteur productif aux changements des prix relatifs.

154. Les revenus de la main-d'œuvre et du capital profitent au ménage représentatif. Ces revenus sont affectés à la consommation et à l'épargne à l'aide de la spécification du système linéaire de dépenses étendu. La demande des ménages découle de l'optimisation de la fonction d'utilité, soumise aux contraintes du revenu disponible et du vecteur des prix à la consommation. La notion d'utilité des ménages est une fonction de consommation positive des différents produits et épargne. Les élasticités de revenus sont différenciées par produit (allant de 0,5 pour les produits de l'agriculture de subsistance à 1,2 pour les services urbains). Le calibrage du modèle définit un minimum de subsistance par habitant pour chaque produit, qui sera consommé quels que soient le prix et le revenu des ménages, alors que la demande restante découle d'un processus d'optimisation. La part de subsistance dans la consommation des produits de base est supérieure à la consommation des produits de luxe. Avec des revenus disponibles à la baisse, le taux d'épargne des ménages décline afin de protéger la consommation des produits de subsistance. Les demandes du gouvernement et d'investissement sont détaillées en demandes sectorielles une fois que leur valeur totale est déterminée selon des fonctions de coefficient fixes.

155. Le modèle tient compte de la substitution imparfaite entre les produits en provenance des différentes régions géographiques. La demande d'importation résulte d'une fonction d'agrégation CES des produits nationaux et importés (avec une élasticité de substitution de 5,0). L'offre à l'exportation est symétriquement modélisée comme une fonction d'élasticité de transformation constante (avec une élasticité de substitution de 2,0). Les producteurs décident d'affecter leurs productions aux marchés nationaux ou étrangers, en réponse aux prix relatifs.

156. Plusieurs contraintes macro-économiques sont intégrées dans ce modèle. Premièrement, l'hypothèse selon laquelle un petit pays comme l'économie tchadienne n'est pas en mesure de changer les prix mondiaux ; aussi, ses prix à l'importation et à l'exportation sur les marchés mondiaux sont exogènes. Les transferts des capitaux sont également exogènes, et par conséquent, la balance commerciale est fixe, de manière à réaliser l'équilibre de la balance des paiements. Deuxièmement, le modèle impose des dépenses publiques réelles fixes afin de refléter le choix du gouvernement de livrer une certaine quantité et qualité de services publics et sa capacité d'emprunt. Les taux d'imposition et l'aide officielle au développement sont déterminés de façon exogène et donc, l'épargne de l'État est déterminée de façon résiduelle. Enfin, l'investissement est déterminé par la disponibilité de l'épargne de l'État, des ménages et du reste du monde. L'investissement public (financé par le biais de l'épargne de l'État plus le déficit) est réparti de façon exogène dans tous les secteurs, tandis que l'investissement résiduel privé est affecté afin d'égaliser la productivité marginale des capitaux privés à travers les secteurs. Le numéraire du modèle est le taux de change par rapport au reste du monde.

157. **La nature dynamique du modèle résulte en grande partie de la règle de bouclage épargne-investissement** : une modification de l'investissement privé influence l'accumulation physique du capital pour la période qui suit. Les taux de croissance des populations urbaines et rurales, de l'offre de la main-d'œuvre, de la terre et des réserves de pétrole soutiennent sont déterminés de manière exogène, en fonction des projections démographiques et éducatives, des tendances passées de culture des terres arables, des réserves de pétrole reconnues et des plans d'extraction. La productivité totale des facteurs est également déterminé de façon exogène en fonction des tendances passées abordées au chapitre 3. Les taux de croissance annuelle qui suivent s'appliquent : population urbaine : 4,6% ; population rurale : 3,0% ; offre de la main-d'œuvre formelle : 4,0% ; offre de la main-d'œuvre informelle : 3,5% ; offre de terres : 3,9% ; productivité totale des facteurs : 0,5%. Outre ces tendances exogènes, le modèle inclut également une réponse endogène de l'offre de main-d'œuvre et de t à leur rémunération par rapport aux prix à la consommation, à l'aide des élasticités suivantes : main-d'œuvre informelle : 0,5 ; main-d'œuvre formelle : 0,2 ; terres : 0,2. Les hypothèses macroéconomiques comme les prix mondiaux, les réserves de pétrole, les dépenses de l'État et les déficits fiscaux sont établis en conformité avec l'analyse la plus récente de la soutenabilité de la dette au Tchad.⁹⁸

⁹⁸Source : Association internationale de développement et Fonds monétaire international (2015).